RECHERCHES

SUR

LES ÉTATS-UNIS.

TROISIÈME PARTIE.

RECHERCHES

HISTORIQUES ET POLITIQUES

SUR LES ÉTATS-UNIS

DE

L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,

Où l'on traite des établiſſemens des treize Colonies, de leurs rapports & de leurs diſſentions avec la Grande-Bretagne, de leurs gouvernemens avant & après la révolution, &c.

PAR UN CITOYEN DE VIRGINIE.

Avec quatre Lettres d'un Bourgeois de New-Heaven ſur l'unité de la légiſlation.

TROISIÈME PARTIE.

A COLLE,

Et ſe trouve A PARIS,

Chez FROULLÉ, libraire, quai des Auguſtins; au coin de la rue Pavée.

1788.

OBSERVATIONS

SUR

L'HISTOIRE PHILOSOPHIQUE

DES DEUX INDES,

Relativement aux Etats-Unis d'Amérique.

Le titre d'hiſtoire annonce un ouvrage conſacré à la vérité. Celui d'hiſtoire philoſophique l'annonce plus encore, s'il eſt poſſible, puiſqu'il donne lieu de croire que l'auteur qui lui a voué ſes talens, comme hiſtorien & comme philoſophe, aura moins facilement oublié ce qu'il lui devoit, ayant un motif de plus pour s'en reſſouvenir. Si cet écrivain tombe dans quelques erreurs, elles ſeront d'autant plus dangereuſes qu'on le ſoupçonnera moins d'en être capable. Mais ſur-tout ſi par un ton impoſant il érige ſes erreurs en axiomes, ſi par la magie de

ſon ſtyle il aveugle ſes lecteurs dans le labyrinthe où il les égare, c'eſt alors qu'il eſt indiſpenſable de déchirer le voile dont leurs yeux ſont couverts, & de leur montrer combien la route qu'on leur fait prendre eſt éloignée de celle de la vérité.

Tels ſont les motifs qui m'ont déterminé à publier quelques obſervations ſur le compte que monſieur l'abbé Raynal a rendu des Etats-Unis d'Amérique.

J'ai pris ça & là ce qui m'a paru le plus frappant, & quant à la diviſion des matières, j'ai préféré celle qui m'a ſemblé la plus claire, ſans me borner aux lieux, aux perſonnes ou aux choſes.

CHAPITRE PREMIER.

De l'époque des établiſſemens des premières colonies.

La lecture des détails de monſieur l'abbé Raynal ſur les premiers établiſſemens dans l'Amérique ſeptentrionale, ne peut aſſurément en donner une idée très-juſte.

Les époques y ſont confondues, de manière à faire croire que les établiſſemens du chevalier Raleigh & ceux de la Nouvelle-Angleterre ſe firent

dans le même tems (1). Au lieu de ſuivre l'ordre chronologique, il parle d'abord de ceux-ci. Il commence par la partie la plus ſeptentrionale & finit par la plus méridionale.

En parlant des établiſſemens de la Nouvelle-Angleterre, il dit, tome 8, page 445 : « Déco-» verte au commencement du ſiècle dernier, ſous » le nom de Virginie ſeptentrionale, elle ne reçut » des Européens qu'en 1608. »

A l'égard de la Virginie, il s'exprime ainſi, tome 9, page 63 : « Ce fut en 1606 que les Anglois » abordèrent à cette plage ſauvage. James-Town » fut leur premier établiſſement. »

Lorſqu'il parle de la Caroline ſeptentrionale, il ne dit pas un mot des établiſſemens commencés à Roanoke, & après avoir expoſé, tome 9, page 85, les cauſes qui empêchèrent les Eſpagnols & les François de ſe fixer dans les Carolines, il ajoute : « Quelques Anglois les remplacèrent vers la fin » du ſeizième Siècle. Un *caprice inexplicable* leur » fit abandonner cet établiſſement naiſſant, pour » aller cultiver une terre plus dure ſous un climat » moins tempéré.

» On ne voyoit pas un ſeul européen dans la

(1) Le lecteur a vu dans la première partie de cet ouvrage, la différence qui exiſte entre la date de ces deux établiſſemens.

» Caroline, lorſque les lords Berkley, Clarendon,
» Albemarle, Craven, Ashley, & meſſieurs Car-
» teret, Berkley & Colleton obtinrent, en 1663,
» de Charles II, la propriété de ce beau pays. »

Afin d'être convaincu qu'il ne falloit rien moins *qu'un caprice inexplicable pour leur faire abandonner cet établiſſement*, il eſt bon de voir ce que le même auteur dit du pays, page 94. « Le ſol y » eſt généralement plus plat, plus ſabloneux, plus » rempli de marais que dans la Caroline méri- » dionale. Ces triſtes plaines ſont couvertes de » pins ou de cèdres, ce qui annonce un terrein in- » grat; & ſemées, par intervalle, d'un petit nombre » de chênes trop gras pour être employés à la conſ- » truction des vaiſſeaux. Les côtes, généralement » barrées par un banc de ſable qui en écarte les » navigateurs, n'appellent pas plus impérieuſement » la population que l'intérieur des terres. Enfin » le pays eſt plus expoſé que les contrées limi- » trophes aux ouragans qui viennent du ſud-eſt. »

Après une telle deſcription, la néceſſité d'abandonner le pays, au lieu *d'être un caprice inexplicable*, n'eſt elle pas démontrée géométriquement? ſur-tout lorſqu'il ajoute lui-même : « Ces motifs » éloignèrent, ſans doute, les Anglois de la Ca- » roline ſeptentrionale, quoique ce fût la première » plage qu'ils euſſent découverte dans le nouveau » monde. »

Non-ſeulement le lecteur ne trouve rien dans l'ouvrage de monſieur l'abbé Raynal, ni ſur la nature des premiers établiſſemens, ni ſur les différentes époques auxquelles ils ſe firent; les conjectures même qu'il fait naître ne peuvent qu'induire en erreur.

Il eſt difficile de croire que monſieur l'abbé Raynal ait ſuppoſé qu'il exiſtât entre la Caroline Septentrionale & la Virginie qui ſe touchent, cette différence de climat qu'indique ce *caprice inexplicable, qui leur fit abandonner le premier établiſſement, pour aller cultiver une terre plus dure ſous un climat moins tempéré.* Entre l'iſle Roanoke en Caroline, où débarquèrent les émigrans attachés au chevalier Raleigh, & James-Town en Virginie où s'établirent ceux qu'y fit paſſer enſuite la compagnie de Londres, la différence n'eſt que d'un degré huit minutes de latitude, & la plus grande diſtance, en y comprenant la longitude, n'eſt pas de cent milles. Nous avons vu d'ailleurs que les émigrans laiſſés ſur l'Iſle de Roanoke, y périrent tous, à l'exception de ceux que le chevalier Drake ramena en Angleterre, & qu'à l'égard de ceux qui débarquèrent à James-Town, ils ne changèrent point de pays. En conſéquence, on ne ſait ni quels ſont ces Anglois qui abandonnèrent la Caroline, ni dans quel pays ils paſsèrent.

CHAPITRE II.

De la Nouvelle-Angleterre.

M. l'abbé Raynal, après avoir dit quelque choſe des premiers émigrans qui abordèrent à la Nouvelle-Angleterre, s'exprime ainſi, page 445 du tome 8 : « Les presbytériens anglois, que la perſécution avoit raſſemblés en Hollande, ce port » univerſel de la paix & de la liberté, laſſés de » n'être rien dans le monde, après avoir été » martyrs dans leur patrie, réſolurent d'aller » fonder une égliſe pour leur ſecte, dans un nouvel » hémiſphère. Ils achetèrent donc, en 1621, les » droits de la compagnie angloiſe de la Virginie » ſeptentrionale : car ils n'étoient pas aſſez pau» vres pour attendre leur proſpérité de leur pa» tience & de leurs vertus. »

Les compagnons de Robinſon, qui paſsèrent de Hollande à Southampton, & de Southampton en Amérique, étoient de la ſecte des indépendans, & non pas de celle des presbytériens. C'eſt de-là que les indépendans ſe ſont toujours attribué le mérite d'avoir apporté les premiers l'évangile dans cette partie du monde. Les indépendans étoient des brouniſtes ſchiſmatiques, comme

étoient les brouniſtes à l'égard des puritains. On a déjà remarqué que ces intrépides aventuriers firent renaître l'eſpoir de fonder une colonie dans ces contrées ſeptentrionales ; mais il ne paroît pas qu'ils fuſſent en état d'acheter les droits de la compagnie. Neale, tome 1, page 85, dit qu'ils employèrent à Southampton ſept cens livres ſterling environ en vivres & autres objets néceſſaires, & près de mille ſept cens livres en marchandiſes. Il paroît que leur plus grande richeſſe conſiſtoit dans la ferme réſolution de ſupporter courageuſement toute eſpèce d'incommodités.

On a vu que la première compagnie de Plymouth s'anéantit inſenſiblement, & que la charte de la ſeconde compagnie eſt du 3 novembre 1620. A cette époque ces derniers étoient déjà ſur les côtes d'Amérique, puiſqu'ils débarquèrent au cap Cod le 11 du même mois. On a vu pareillement que ce fut la compagnie de Londres, & non celle de Plymouth, qui les gratifia d'une étendue de pays, & qu'ils ſurent, avant de s'embarquer, que le territoire énoncé dans l'acte de donation ne dépendoit point de cette compagnie. Il eſt inutile de répéter tout ce que l'on a déjà dit à ce ſujet. Il ſuffit de ſe rappeler que la charte de la compagnie fut apportée en Amérique par ceux qui fondèrent la colonie de Maſſachuſets neuf ans après.

M. l'abbé Raynal continue en ces termes, page 448 : « Les habitans de la Nouvelle-Angleterre » vécurent quelque tems en paix, ſans ſonger » à donner une baſe ſolide à leur bonheur. Ce » n'eſt pas que leur charte ne les autorisât à » établir la forme de gouvernement qui leur » conviendroit : mais ces enthouſiaſtes ne s'en » occupoient pas ; & la métropole ne prenoit pas » aſſez d'intérêt à leur deſtinée, pour les preſſer » d'aſſurer leur tranquillité. Ce ne fut qu'en 1630 » qu'ils ſentirent la néceſſité de donner une » forme à leur colonie. »

Ce paſſage ne peut ſe rapporter ni à ceux qui poſſédoient réellement la charte, ni à la petite colonie de Plymouth. On a vu que les fondateurs de cette colonie, qui vinrent de Hollande, n'avoient point reçu l'inveſtiture du territoire qu'ils occupèrent. Jamais ils n'eurent de charte : & loin qu'on puiſſe les accuſer de ne pas s'être occupés d'établir une forme de gouvernement, ils préparèrent un acte à cet effet à bord de leur vaiſſeau, & le ratifièrent avant de deſcendre à terre, comme nous l'avons obſervé.

La plupart de ceux qui apportèrent la charte en Amérique avec le droit d'y établir un gouvernement, en vertu du tranſport qui leur en avoit été fait par le conſeil de Plymouth dans le cours de 1629, n'arrivèrent pas avant l'année 1630. Si donc

ils ne ſongèrent point avant cette époque à faire uſage de leur droit, cela n'eſt pas étonnant.

Mais M. l'abbé Raynal dit lui-même à la page précédente, qu'au commencement de 1629 « on ne comptoit encore que trois cents per-» ſonnes ; » & quelques lignes enſuite : « On n'a-» voit vu d'abord paſſer en Amérique, que » quelques eccléſiaſtiques, privés de leurs béné-» fices pour leurs opinions ; que des ſectaires » obſcurs, que les dogmes nouveaux s'attachent » en foule parmi le peuple. »

Si les émigrans antérieurs à 1629 avoient été tels que l'auteur les dépeint (ce qui n'eſt pas exact, comme on l'a vu), pourroit-on trouver mauvais qu'ils n'euſſent pas ſongé plutôt à établir un gouvernement ? M. l'abbé Raynal devoit-il ſe récrier contre cette prétendue négligence ? On lui demandera de plus de quelle façon il faut s'y prendre pour accorder le paſſage que nous venons de citer, *on n'avoit vu d'abord, &c.* avec ces obſervations qu'on trouve deux pages plus haut : « Ils achetèrent donc, en 1621, les droits de » la compagnie angloiſe de la Virginie ſepten-» trionale : car ils n'étoient pas aſſez pauvres pour » attendre leur proſpérité de leur patience & de » leurs vertus. »

On pourroit lui demander encore pourquoi il dit : « Et la métropole ne prenoit pas aſſez d'in-

» têrêt à leur deſtinée, pour les preſſer d'aſſurer » leur tranquillité. » Il avoit lu leur charte, puiſqu'il en parle dans pluſieurs endroits ; devoit-il donc ignorer que l'Angleterre n'avoit pas le droit de s'en mêler ?

Ce qui ſuit ne montre pas une attention plus ſcrupuleuſe quant à l'exactitude d'expreſſion : « L'année ſuivante (en 1630), ajoute M. l'abbé » Raynal, il en arriva un ſi grand nombre, que » ce fut une néceſſité de les diſperſer. » Ne diroit-on pas par ces mots qu'il eſt queſtion de gens dépendans du caprice d'un deſpote, & non d'hommes qui renoncent à tous les agrémens de leur pays natal, & ſe réſignent à des privations affreuſes & ſans nombre pour jouir de la liberté ?

L'auteur, après avoir blâmé les habitans de la Nouvelle-Angleterre pour avoir différé juſqu'en 1630 d'établir une forme de gouvernement, & après avoir dit, à la page 449, qu'ils étoient convenus « d'avoir tous les ans une aſſemblée dont les dé- » putés ſeroient nommés par le peuple, &c. (1) » nous apprend « qu'il fut fait en même-tems » deux réglemens remarquables. Le premier fixoit

(1) Ils n'établirent de forme de gouvernement qu'en 1634, comme nous l'avons remarqué, & cela étoit naturel, puiſque les émigrans devoient avant tout s'inſtaller & attendre qu'ils formaſſent un nombre ſuffiſant.

» le prix du bled. Par le ſecond, les ſauvages » devoient être dépouillés de toutes les terres » qu'ils ne cultiveroient pas. » Si cela étoit, ces réglemens ne ſeroient remarquables que par leur abſurdité. Sans parler des raiſons pour leſquelles le premier eût été abſurde, j'obſerverai qu'aucun des deux n'eut lieu.

Le ſecond réglement eût été le ſignal d'une déclaration de guerre, qui n'auroit pu ſe terminer que par la deſtruction totale des naturels du pays. Ils ne ſont ni ne veulent être cultivateurs ; leur terrein reſte en friche ; & loin de conſentir à quitter les bois, ils renonceroient plutôt à leur exiſtence. Ils ne vivent guères que de chaſſe, enſorte qu'il leur faut un pays très-étendu. Une nation compoſée de mille familles au plus occupe un eſpace plus conſidérable que n'en renferme peut-être la plus grande province de France. Chez eux cultiver la terre eſt un travail honteux pour les hommes. Les femmes sèment, en très-petite quantité, du bled de Turquie, des haricots, des citrouilles, des courges, des *pommes de terre longues*, qui ſont autant de plantes indigènes ; & ſi un jeune homme s'aviſe d'aller aider ſa maîtreſſe ou ſon épouſe, les hommes le traitent avec mépris & les femmes le raillent.

Je dois obſerver qu'on trouve dans tous les écrivains connus, que les gouvernemens des co-

lonies ont toujours tâché de ſe maintenir en paix avec les naturels du pays. De plus, comment M l'abbé Raynal n'a-t-il pas ſenti l'impoſſibilité qu'il fût entré dans l'idée d'une poignée de gens d'enlever à tant de nations un territoire immenſe, ſur-tout n'ayant d'autre raiſon que celle qu'il en donne, car il eût fallu pour les cultiver pluſieurs millions de laboureurs ?

Hutchinſon, qui, pour recueillir toutes les particularités de ces tems, a compulſé les archives, & s'eſt donné la peine de parcourir autant de manuſcrits qu'il a pu s'en procurer, s'exprime, tome II, page 266, de manière à ne pas laiſſer l'ombre de vraiſemblance à cet étrange réglement. Après avoir expoſé le ſyſtême reçu chez différentes nations de l'Europe, de ſe mettre en poſſeſſion, ſans aucun ſcrupule, des terres des Indiens, comme ſi un petit nombre de familles ne pouvoit avoir droit de poſſéder une plus grande portion du globe, qu'il ne leur eſt poſſible d'en cultiver, ajoute : « Les premiers émigrans qui ſe fixèrent dans le territoire de Maſſachuſets & de Plymouth, loin d'agir de la ſorte, ſe firent au contraire un devoir de payer aux naturels du pays, le prix que ceux-ci leur demandèrent pour toutes les terres qui n'étoient pas inhabitées, ou abandonnées, ou à l'abri de réclamation. »

En réfutant l'abbé de Mably, par rapport à

l'extrême tolérance qu'il attribue à nos ancêtres, j'ai dit que ce fut avec raiſon, qu'on leur reprocha leur intolérance, dont M. l'abbé Raynal parle auſſi, mais avec quelques embelliſſemens.

La ſévérité des loix de la Nouvelle-Angleterre ſur la religion & ſur les mœurs, les ſuites malheureuſes qu'elle entraîna, fourniſſoient une matière aſſez ample au zèle de M. l'abbé Raynal, ſans qu'il eût beſoin d'exagérer les maux, & d'en décrire quelques-uns qui n'exiſtèrent jamais. Liſez par exemple la page 461, où il parle d'enfans de dix ans immolés, &c.

La ſuperſtition fit dreſſer des échafauds à l'occaſion de prétendus ſortiléges, & infliger des tourmens dont le récit eſt bien propre à ſoulever la raiſon & à contriſter l'humanité. Mais d'après ce qu'en dit l'auteur de l'hiſtoire philoſophique, on croiroit que jamais aucune partie du monde ne fut le théâtre de plus grandes atrocités.

Hutchinſon, quoique partial en faveur de l'Angleterre (1), s'exprime en ces termes, à la page 15, tome II, de ſon hiſtoire : « Si les ſortiléges de la Nouvelle-Angleterre firent beaucoup de

(1) Il étoit gouverneur de Maſſachuſets au commencement de la révolution, à laquelle ſa partialité pour la Grande-Bretagne contribua beaucoup. Il mourut à Londres en 1780.

bruit dans tous les domaines de la Grande-Bretagne, cela provint d'une terreur panique, répandue univerſellement, & de ce qu'on s'étoit imaginé que la contagion gagneroit tout le pays, bien plutôt que des exécutions qui eurent lieu, puiſque dans un ſeul comté de la Grande-Bretagne, on en fit plus durant un court eſpace de tems, qu'il n'y en a eu dans la Nouvelle-Angleterre depuis l'époque du premier établiſſement juſqu'au moment actuel. » Pag. 23. « Depuis 1694 juſqu'en 1701, tandis que le lord Holt étoit premier juge, il y eut onze perſonnes accuſées de ſortiléges : elles furent jugées & toutes abſoutes. En Ecoſſe, pendant l'année 1697, ſept prétendus ſorciers furent exécutés, ſur la dépoſition d'un enfant qui avoit onze ans tout au plus. »

S'il faut en croire ce que dit M. l'abbé Raynal à la page 457, où ſon but paroît tendre à peindre la conduite des habitans de Maſſachuſets avec les couleurs les plus défavorables, « les Quakers, » (pour s'être comportés d'une manière édifiante), » furent empriſonnés, fouettés & bannis. La » fière ſimplicité de ces nouveaux enthouſiaſtes » qui béniſſoient le ciel & les hommes, au milieu » des tourmens & de l'ignominie, inſpira de la » vénération pour leurs perſonnes, fit aimer leurs » ſentimens, & multiplia leurs proſélytes. Ce

» ſuccès aigrit leurs perſécuteurs, & les porta aux » extrémités les plus ſanguinaires. »

Douglas, tome 1, page 447, dit qu'en 1656, 1657 & 1659, les excès qu'ils commirent dans la colonie de Maſſachuſets, furent cauſe qu'on y porta pluſieurs loix contre l'importation des Quakers, & contre leur manière d'agir. Au lieu de cette conduite douce & paiſible que M. l'abbé Raynal leur prête, ils alloient criant comme des forcenés dans les aſſemblées, ils troubloient les jugemens des cauſes & interrompoient le culte divin, inſultant les juges ſur les tribunaux, les miniſtres qui prêchoient dans les égliſes, & le peuple qui les écoutoit. Il paroît qu'ils avoient hérité en grande partie de la fureur des anabaptiſtes dont ils tiroient leur origine. Les magiſtrats leur repréſentèrent combien leur conduite étoit indécente & même criminelle ; ils leur déclarèrent que les loix ne leur permettoient point de reſter dans le pays, ils leur notifièrent leur exil en vertu des mêmes loix, & les avertirent de ne pas revenir ſous peine de mort. Ceux-ci ne retournoient pas moins, & ſe comportoient encore plus mal qu'auparavant. Pluſieurs pouſsèrent l'impudence juſqu'au point de ſe préſenter nuds dans les égliſes, menaçant de l'enfer tous ceux qui s'y trouvoient raſſemblés.

On en pendit quelques-uns, il eſt vrai, & la

rigueur de la loi ne ſauroit être excuſée, puiſqu'on eût dû les renfermer tous dans l'hôpital des fous, comme on fit à l'égard de pluſieurs, & les rappeler à la raiſon par des ſaignées & par une diète rigoureuſe. Mais M. l'abbé Raynal n'eſt pas pour cela plus excuſable de nous avoir donné ſur ces Quakers, ainſi que ſur les gouvernemens de la Nouvelle-Angleterre, des inſtructions ſi contraires à la vérité. Non-ſeulement il paſſe ſous ſilence les contraventions des Quakers, mais il n'héſite pas de dire en parlant des magiſtrats : « Ils firent » pendre cinq de ces malheureux, qui étoient » furtivement revenus de leur exil. » Ces expreſſions ne pourroient-elles pas faire croire au lecteur qu'ils furent arrêtés dans quelqu'endroit retiré où ils ſe tenoient tranquilles & cachés ? d'autant plus qu'à la page 13 du tome 9 il ajoute : « Des » dévots *dont le crime & la folie étoient de vouloir* » *être raiſonnables & vertueux à l'excès.* »

Il faut obſerver de plus qu'ils ne furent pas perſécutés dans toute la Nouvelle-Angleterre. Hutchinson rapporte tome I., page 526, une lettre du 13 octobre 1657, écrite par le gouvernement de Rhode-Iſland, en réponſe à la cour générale de Maſſachuſets, dans laquelle il blâme la conduite des Quakers, ſans cependant vouloir les exiler; le gouvernement dit qu'il ſoumettra l'affaire au mois de mars à l'examen de l'aſſemblée générale.

générale. Il eſt certain que jamais dans Rhode-Iſland, les quakers ne furent perſécutés, comme il eſt certain qu'ils alloient dans Maſſachuſets, emportés uniquement par la fureur de vouloir faire des proſélites, puiſque s'ils avoient déſiré le repos, ils auroient préféré Rhode-Iſland.

M. l'abbé Raynal fait entendre, page 450, que le ſortilége, le blaſphême, l'adultère, & le faux témoignage étoient indiſtinctement des crimes capitaux, en diſant, ſans s'expliquer davantage, qu'ils furent punis de mort.

Le faux témoignage étoit un crime capital, dans le cas où il tendoit à faire condamner à mort un innocent; de même l'adultère, le ſortilége & le blaſphême, étoient des crimes capitaux dans certains cas, mais non pas dans tous.

« Les enfans, continue M. l'abbé Raynal, » aſſez dénaturés pour frapper ou pour maudire » les auteurs de leurs jours, attiroient ſur eux le » même châtiment ».

Pour que le crime fût capital, il falloit que les enfans euſſent paſſé l'âge de ſeize ans, qu'ils n'euſſent point été provoqués, & que leur éducation n'eût point été négligée.

Notre tâche ſeroit trop longue, ſi nous voulions répondre à tout le reſte. Nous nous contenterons d'ajouter qu'il eſt certain que les loix étoient plus ſévères qu'elles n'auroient dû l'être, quoiqu'au

total, elles ne fuſſent pas auſſi ſévères que celles d'Angleterre ; mais M. l'abbé Raynal ne nous en donne nulle part une idée claire & préciſe, & celle qu'il préſente eſt par-tout prodigieuſement exagérée.

Quant à la loi concernant le faux témoignage, au lieu d'en parler avec tant de mépris, il auroit pu, ſans manquer à la juſtice & à la vérité, donner des éloges à ceux qui l'établirent. En Angleterre, comme les anciens légiſlateurs n'avoient pas apparemment prévu toutes les conſéquences de ce crime, ils n'en avoient fait un crime capital dans aucun cas. Il n'y a pas trente ans que des ſcélérats, au nombre de cinq, convaincus d'avoir pluſieurs fois, par de faux témoignages, fait périr des perſonnes innocentes pour obtenir le prix accordé par la loi, ne purent être condamnés à mort. Le peuple de Londres ſuppléa dans cette occaſion au défaut de la loi. Outré d'indignation & d'horreur, il leur jeta pendant les deux jours qu'ils furent au pilori, une quantité prodigieuſe d'immondices, & il en tua un chaque jour (1). Cet évènement occa-

(1) Ils devoient être attachés au pilori cinq fois; mais après la ſeconde, on prit le parti de ne plus continuer, pour ne pas accoutumer le peuple à ſe faire juſtice à lui-même, quoique le gouvernement vît avec plaiſir l'horreur qu'il reſſentoit contre une action ſi atroce. Les trois autres reſtèrent enfermés toute leur vie.

ſionna la loi qui fut établie dans la ſeſſion ſuivante du parlement, d'après laquelle le faux témoignage eſt actuellement en Angleterre un crime capital, toutes les fois qu'il tend à faire périr un innocent. Ainſi M. l'abbé Raynal, bien loin de condamner au ſujet de cette loi les légiſlateurs de la Nouvelle-Angleterre, auroit dû leur ſavoir gré d'en avoir prévu les funeſtes conſéquences, plus de cent ans avant la Grande-Bretagne.

Pages 465 & 466, il ſe déchaîne contre nos prédéceſſeurs & les appelle *monſtres à exterminer*, à cauſe de la récompenſe que ces gouvernemens accordoient à celui qui tuoit quelque Indien ; il ajoute qu'en 1724 la récompenſe fut portée à deux mille deux cens cinquante livres par tête d'Indien.

Il eſt arrivé pluſieurs fois que quelques-uns des nôtres qui habitoient ſur les frontières, devenus auſſi ſauvages pour le moins que les naturels du pays, & conſervant toute la méchanceté des nations civiliſées, ſe comportoient de la manière la plus indigne, enſorte qu'il réſultoit dé-là des guerres cruelles & inévitables. La conduite de nos gouvernemens envers les Indiens fut en général pleine de juſtice & d'égards. S'il leur avoit été poſſible de punir les coupables qu'on auroit cherchés en vain dans les déſerts immenſes où ils s'enfonçoient,

on auroit évité beaucoup de guerres (1). Le déſir de la vengeance emportoit les Indiens, naturellement très-colères; les innocens étoient ſacrifiés, & le gouvernement étoit forcé malgré lui de faire la guerre pour ſa propre défenſe.

Les François, qui habitoient au nord de nos colonies, tâchoient d'attirer à leur parti le plus de nations Indiennes qu'ils pouvoient, & nos prédéceſſeurs en faiſoient autant de leur côté. C'étoit encore une ſource de guerre avec les Indiens, qui quelquefois en furent auſſi les moteurs.

Lorſqu'un Indien ſe trouve en face de l'ennemi, & ſerré de près, alors il montre un courage étonnant; mais ſelon leurs idées, le premier mérite du guerrier eſt la ruſe. Ce principe, qu'ils ſucent avec le lait, rend quelquefois néceſſaires certains moyens qui paroiſſent au premier coup d'œil très-blamables. Si M. l'abbé Raynal avoit lu l'hiſtoire de ces guerres, & qu'il en eût peſé toutes les circonſtances, il auroit vu que toutes les fois que les gouvernemens offrirent des récompenſes, ils y furent forcés par les conjonctures. Cette conduite n'étoit point l'effet de la barbarie, mais plutôt un remède pour éviter un plus grand mal. Si je ne craignois pas d'ennuyer le lecteur, j'en donnerois des

(1) En 1636, on pendit trois Anglois à New-Plymouth, pour avoir tué un Indien auprès de Providence.

preuves ſans réplique, mais il me faudroit rapporter de longs paſſages d'hiſtoire.

M. l'abbé Raynal parle de ces récompenſes comme ſi elles avoient été ordinaires, ce qui n'eſt pas. Il n'a pas non plus conſidéré qu'une récompenſe de deux mille deux cens cinquante livres pour chaque tête d'Indien, auroit bientôt épuiſé des tréſors beaucoup plus grands que celui que nos prédéceſſeurs pouvoient avoir.

Si M. l'abbé Raynal n'avoit pas été inſtruit des viciſſitudes qu'éprouva la valeur du papier monnoye mis en circulation dans ces tems, on pourroit croire qu'il a pris les livres courantes d'alors pour des livres ſterling. Dans ce cas la ſomme offerte, réduite en monnoye de France, auroit pu lui donner deux mille deux cens cinquante livres, tandis qu'elle ſe montoit à-peu-près à deux cens. Mais on voit bien qu'il n'a pas ignoré quelle étoit la monnoie d'alors, non plus que ſes viciſſitudes, puiſqu'il dit, tome 9, page 211, qu'avec de l'argent comptant Maſſachuſets « retira de ſon papier une ſomme » douze fois plus forte. »

Il avance, pages 476 & 477, que ſuivant les premiers réglemens dont on étoit convenu, le commerce de la Nouvelle-Angleterre devoit ſe reſtreindre à la mère-patrie, que les délits graves devoient être jugés en Angleterre, & que ces colonies bornoient leur ſoumiſſion à reconnoître va-

guement le roi d'Angleterre pour leur ſouverain; que celle de Maſſachuſets ſe permettoit encore plus de choſes que les autres, & que c'eſt pour cette raiſon que Charles II annula ſa charte en 1684. Tout eſt faux dans ces aſſertions, excepté le ſort de la charte. Cet acte de deſpotiſme fut commencé par Charles II en 1684, comme le dit M. l'abbé Raynal, & fut achevé deux ans après, ſous le regne de Jaques II, avec une égale injuſtice.

Obſervez que l'auteur de l'hiſtoire philoſophique & politique, avant d'aſſurer, (& ſans aucun fondement,) que les Colons étoient alors ſoumis aux tribunaux d'Angleterre pour les délits graves, & entièrement privés de la liberté de commerce, a dit, quelques lignes plus haut, « que » leur indépendance de la métropole, n'étoit guères » moins entière. »

Je ne releverai point ce qu'il dit page 474 & ſuivantes, en parlant toujours de la Nouvelle-Angleterre, au ſujet du prétendu manque de matériaux pour la conſtruction des vaiſſeaux, de la prétendue mauvaiſe qualité du ſol, & de la deſcription fabuleuſe de la pêche, dans laquelle il introduit parmi les autres poiſſons une abondance prodigieuſe d'éturgeons, tandis que perſonne ne ſe rappelle qu'il en ait jamais été pêché au nord de la Nouvelle-Jerſey, quoiqu'ils ſoient très-communs dans Delaware, & dans les fleuves

de la Virginie. Je finirai par deux mots, au ſujet du conte de Polly Baker que M. l'abbé Raynal rapporte comme une hiſtoire véritable.

» Des loix trop ſévères, » dit-il, page 466, « ſubſiſtent toujours dans ces contrées. On jugera » de ce rigoriſme par le diſcours que tint, il n'y » a pas long-tems devant les magiſtrats, une fille » convaincue d'avoir produit, pour la cinquième » fois, un fruit illégitime. »

Le diſcours très-intéreſſant de Polly Baker produiſit « dans la Nouvelle-Angleterre, ajoute-t-il, une » révolution étonnante dans tous les eſprits. Le tri- » bunal la diſpenſa de l'amende ou du châtiment; » &, pour comble de triomphe, un de ſes juges l'é- » pouſa: tant la voix de la raiſon eſt au-deſſus des » preſtiges d'une éloquence étudiée. Mais le pré- » jugé public a repris ſon aſcendant. »

J'ai dit que cette hiſtoire n'étoit qu'un conte. Voici ma preuve.

Vers la fin de 1777, ou au commencement de 1778, M. l'abbé Raynal étant allé un ſoir rendre viſite au docteur Franklin, trouva chez lui M. Deane. « Nous parlions préciſément de votre ouvrage, lui dit M. Deane, & nous diſions que vous avez été mal ſervi par ceux qui vous ont fourni des inſtructions ſur ce qui regarde l'Amérique, & ſur-tout mon pays. »

Comme M. l'abbé Raynal ne vouloit pas en

convenir, M. Deane lui cita pluſieurs paſſages dans leſquels il ne ſe trouve pas un mot de vrai. Enfin on vint à parler de l'anecdote de Polly Baker. Ce ſujet occaſionna le débat le plus ſérieux, parce que M. l'abbé Raynal ſoutenoit avoir tiré ce fait d'un mémoire authentique. Le docteur Franklin, après avoir pris plaiſir pendant quelque tems à écouter cette conteſtation, rompit le ſilence, & s'adreſſant à M. l'abbé Raynal, « M. l'Abbé, lui dit-il, je vais vous mettre au fait. Lorſque j'étois jeune & que j'imprimois la gazette, il m'eſt arrivé quelquefois, manquant de matériaux pour remplir ma feuille de m'amuſer à faire des contes, & celui de Polly Baker eſt de ce nombre. »

« Ma foi, repartit M. l'abbé Raynal, quittant le ton de la diſpute, j'aime mieux avoir mis dans mon ouvrage vos contes, que les vérités de bien d'autres. »

En laiſſant au lecteur à juger ſi la philoſophie & la vérité peuvent ſe contenter d'une défaite honnête, qui dut dans cette occaſion mettre fin à la diſpute, & juſqu'à quel point un hiſtorien peut ſe permettre de copier des gazettes, je prendrai la liberté de dire qu'au moins dans la dernière édition de l'hiſtoire philoſophique cet endroit eût dû être ſuprimé, ou accompagné d'une note de l'auteur, en ſorte qu'il eût pu le faire ſervir au même objet pour lequel il paroît avoir été

deſtiné. Au lieu de dire:« On jugera de ce rigoriſme » par le diſcours que tint une fille &c-» il ſuffiſoit qu'il l'amenât comme une ſatyre ingénieuſe, compoſée par le docteur Franklin, dans le deſſein de réveiller ſes compatriotes, à la manière des grands hommes qui tâchent de rendre utile même ce qu'ils font pour leur amuſement; & comme M. l'abbé Raynal nous fait entendre ſi ſouvent & avec tant d'énergie, que la vérité eſt ſon idole, & qu'aucune conſidération ne ſeroit capable de la lui faire taire, il auroit pu dans cette circonſtance la dire ſans le moindre riſque, en informant ſes lecteurs que le rigoriſme qui ſubſiſtoit encore, lorſqu'il avoit mis au jour la première édition de ſon ouvrage, avoit enfin été forcé, grâce à notre révolution, de faire place à une indulgence raiſonnée.

Quant à l'obſervation de M. l'abbé Raynal; « tant la voix de la raiſon eſt au-deſſus des preſti» ges d'une éloquence étudiée,» il fait trop d'honneur aux talens de nos pauvres filles d'Amérique, en ſuppoſant qu'elles parlent comme le docteur Franklin écrit. Si l'éloquence conſiſte dans la déclamation, il eſt certain que ce diſcours n'eſt rien moins qu'un morceau d'éloquence; mais ſi elle conſiſte dans la force du raiſonnement, dans le choix des expreſſions, dans la préciſion, &c. en ce cas j'oſe aſſurer qu'il y en a beaucoup.

CHAPITRE III.

De la Nouvelle-Jerſey.

DANS ſix pages que l'auteur emploie à parler de la Nouvelle-Jerſey, il fait aſſez voir qu'il n'a nulle connoiſſance du pays.

« La colonie, » dit-il, page 508, « eſt couverte » de troupeaux & abondante en grains. Le chan- » vre y a fait plus de progrès que dans aucunes » des contrées voiſines. On y a ouvert avec ſuccès, » une mine d'excellent cuivre. Ses côtes ſont acceſ- » ſibles, & le port d'Amboi, ſa capitale, eſt aſſez » bon. Aucun des moyens de proſpérité, propres » à cette partie du globe, ne lui manque. Ce- » pendant, elle eſt toujours reſtée dans une obſcurité » profonde. Son nom eſt preſque ignoré dans » l'ancien monde, & n'eſt guère plus connu dans » le nouveau. En ſeroit-elle plus malheureuſe? Je » ne le crois pas. »

Que le nom de la Nouvelle-Jerſey fût preſque ignoré dans l'ancien monde; cela pouvoit être, mais qu'il ne fût guères plus connu dans le nouveau, c'eſt ce qui n'étoit certainement pas.

A l'égard des autres aſſertions, le lecteur peut

en juger par ce qui ſuit. Les navigateurs ſe tiennent éloignés de la côté de New-Jerſey, parce qu'elle eſt fort dangereuſe. On n'y trouveroit pas un ſeul endroit capable de recevoir un vaiſſeau de médiocre grandeur. L'opinion générale eſt que l'induſtrie humaine ne pourra jamais y faire un bon port. *Egg-Harbour*, le ſeul petit havre qui ſoit ſur toute cette longue côte, ne ſauroit convenir qu'à des bâtimens fort petits, encore l'entrée, de même que la ſortie, en ſont-elles dangereuſes & difficiles. S'il étoit poſſible d'y forcer la nature, & qu'on voulût l'entreprendre, il faudroit que la population fût devenue ſept ou huit fois plus conſidérable, avant que ce projet pût être exécuté. Le port d'Amboi ſur le fleuve Rareton, le meilleur de tout l'état & que l'auteur appelle *aſſez bon*, n'a pas plus de huit à neuf pieds d'eau de mer haute. Le chanvre ne vient pas mal dans l'état de New-Jerſey, mais il vient mieux dans la Penſylvanie, dans le Maryland & dans la Virginie. Cet état eſt aſſez abondant en grains, & l'on y voit aſſez de troupeaux, mais les états voiſins ont le même avantage. Les mines de cuivre ne ſont pas rares dans cette partie de l'Amérique, mais celles de New-York ſont beaucoup plus conſidérables & les meilleures, quoique l'auteur de l'hiſtoire philoſophique n'en faſſe pas mention, & qu'il borne ſon admiration à celles de New-Jerſey.

L'auteur, après avoir déclaré ſon avis ſur l'éclat & ſur l'obſcurité des peuples, fait enſuite une tranſition à laquelle on ne s'attendoit guères : « Quelques puiſſent être les cauſes de l'obſcurité » de la Nouvelle-Jerſey, nous lui devons donc » nos conſeils ſur ſon état actuel & ſur ſon état à » venir. »

On peut voir à la page 511 de quelle manière il acquitte une dette qu'il auroit pu ſe diſpenſer de contracter.

Il eſt certain qu'il ne pouvoit pas employer un ſtyle plus contraire à ſon but. En Amérique le ton dogmatique & les déclamations ne ſont à la mode ni parmi les philoſophes, ni parmi les hiſtoriens. Les vrais philoſophes raiſonnent & ne déclament point. Ils n'aſſurent point avec tant de confiance; ils ſe défient ſouvent de leurs lumières, & décident rarement. Le peuple, accoutumé à voir que les hommes les plus éclairés craignent preſque toujours de ſe tromper, regarde l'empreſſement à vouloir prononcer ſur tout comme une preuve que l'on n'eſt inſtruit de rien.

Quant à cette propoſition établie par l'auteur, que le commerce direct eſt plus avantageux que l'indirect, il n'y a peut-être pas dans tout l'état un artiſan, un payſan, un voiturier même qui ne le ſache, & s'ils avoient beſoin de leçons ou de conſeils, ils auroient recours aux

gens de leurs comtés les plus inſtruits, ou aux profeſſeurs de leur collège à Prince-Town, plutôt qu'à un écrivain qui vit à plus de mille lieues géométriques de leur pays, qui ne l'a jamais vu & qui de la manière dont il en parle, prouve bien qu'il ne le connoit pas.

CHAPITRE IV.

De la Penſylvanie.

LA Penſylvanie, dit M. l'abbé Raynal, p. 21, t. 9: « eſt gardée à l'eſt par l'Océan; au nord, par la » Nouvelle-York & la Nouvelle-Jerſey; au ſud, » par la Virginie & le Maryland; à l'oueſt, par des » terres qu'occupent les Sauvages; de tous côtés, » par des amis; & dans ſon ſein, par la vertu de » ſes habitans. Ses côtes fort reſſerrées, s'élargiſſent » inſenſiblement juſqu'à cent vingt milles. »

Entre l'Océan & la Penſylvanie ſe trouvent la plus grande partie de la Nouvelle-Jerſey & la pointe d'un des angles de New-York. La Nouvelle-Jerſey garde la Penſylvanie preſqu'entièrement à l'eſt, un peu au midi & point du tout au nord. La partie de la Penſylvanie la plus voiſine de la mer en eſt diſtante de près de cent milles.

Quant aux *côtes reſſerrées qui s'élargiſſent inſen-*

ſiblement, il eſt impoſſible de deviner ce que l'auteur a voulu dire, à moins qu'on ne ſuppoſe qu'il a eu en vue les bords du fleuve & du golfe Delaware, qui occupent à peu près l'eſpace dont il parle depuis la Penſylvanie juſqu'à l'Océan. Mais l'un de ces bords appartient à l'état de Delaware, & l'autre à la Nouvelle-Jerſey.

M. Payne, auteur du pamphlet intitulé *le Sens Commun*, fait l'obſervation ſuivante dans ſa lettre à M. l'abbé Raynal, écrite de Philadelphie en 1782, traduite en François & imprimée à Paris en 1783.

« L'abbé Raynal ſe trompe ſi groſſièrement & ſi ſouvent dans ſes détails géographiques ſur les treize Etats-Unis, que je ne pourrois relever toutes ſes fautes ſans excéder de beaucoup les bornes que je me ſuis preſcrites. »

M. l'abbé Raynal, en parlant de New-York, nous apprend, t. 8, p. 504, que « les denrées ou marchandiſes qui furent expédiées en 1769, montèrent à 4,352,446 liv. 17 ſ. 9 den.; » & page 511, que la charge des marchandiſes envoyées par la Nouvelle-Jerſey « dans vingt-quatre bateaux, ne valoit que 56,965 liv. 19 ſ. 9 den. » Dans le tome 9, nous trouvons, page 81, que « la Virginie & le Maryland réunis, vendirent » de leurs denrées pour 16,195,577 liv. 4 ſ. » 7 den.; » page 123, que les exportations de la

Géorgie « s'élevèrent à 1,625,418 liv. 9 ſ. 5 d.; » & enfin page 137, que les Florides « n'exportèrent » que pour 673,209 liv. 18 ſ. 9 d. »

L'exactitude ſcrupuleuſe que montre l'auteur dans tout le cours de ſon ouvrage ſur des objets de cette nature, n'eſt pas moins étonnante que ſa négligence en fait de géographie. Lorſque l'on conſidère combien il étoit facile d'eviter les fautes qu'il a commiſes ſur la poſition des lieux, & combien il étoit difficile de porter des calculs d'exportation à cette juſteſſe qui ne lui a pas même permis de négliger les deniers, outre l'embarras extrême de réduire en monnoye de France les différens cours de change de ces pays, on ne peut s'empêcher de répéter avec l'Arioſte :

« Sol Rodomonte ſprezza di venire,
» Se non dove la via meno è ſicura. »

L'auteur dit, page 379, tome 9 : « Il s'étoit » ſucceſſivement formé dans le ſein des treize » provinces une population de deux millions neuf » cens quatre-vingt-un mille ſix cens ſoixante-» dix-huit perſonnes, en y comprenant quatre » cens mille noirs. »

Quand on conſidère que la plupart des Etats-Unis n'ont pas encore commencé leur dénombrement, cette exactitude paroît bien plus admirable que celle des ſols & des deniers.

M. l'abbé Raynal a pris la peine de décrire les climats des colonies chacun ſéparément, comme s'il ſe fût agi de diſtinguer la Ruſſie de l'Eſpagne. A la vérité, la différence de climat entre ce pays & l'Europe eſt fort grande en hiver, puiſqu'il n'eſt pas rare que chez nous des fleuves gèlent à trente-ſept degrés de latitude, mais d'une colonie à l'autre la différence eſt graduelle en raiſon de la latitude, de même qu'on peut l'obſerver entre les provinces de France, depuis la Provence juſqu'à la Baſſe-Bretagne.

Parmi les ſingularités imaginaires que l'hiſtoire philoſophique attribue au climat de la Penſylvanie, on y trouve celles-ci page 22 : « Les ſaiſons » y tempèrent l'année par une variété marquée. » L'hiver qui commence avec le mois de jan- » vier, n'expire qu'à la fin de mars. » L'hiver y commence plutôt qu'en Maryland & en Virginie, proportionnellement à la latitude, & en Virginie on voit peu d'années où le froid ne ſe faſſe ſentir dès les premiers jours de novembre. Les ſaiſons y ſont variables comme en Italie, en France, &c.

Soit que M. l'abbé Raynal ait cru trop aiſément les rapports de quelques voyageurs ignorans, ou les fables des gazetiers, ſoit qu'un goût particulier pour les ſingularités ait conduit ſa plume, il nous fait de ce pays, un roman bien étrange. Il dit

page

page 29, en parlant des femmes : « Plutôt mères » qu'en Europe, elles continuent plus long-tems » d'être fécondes ». S'il avoit dit, plutôt qu'en Norvège & en Courlande, & pas auſſi-tôt qu'à Naples & en Sicile, ſon obſervation eût été juſte; mais alors le lecteur en auroit trouvé la raiſon naturelle dans la diverſité des climats, & le merveilleux auroit diſparu.

M. l'abbé Raynal s'évertue à peindre les *Dumplers* de manière à réveiller la curioſité, ou plutôt l'admiration du lecteur. Le portrait qu'il en fait eſt marqué au coin de l'exagération, & même, ſur certains points, diamétralement contraire à la vérité. Les Dumplers ſont, il eſt vrai, des êtres fort ſinguliers; leur vie n'offre qu'un tiſſu de mélancolie & de triſteſſe; leurs vertus ſont négatives; ils ne ſont ni nuiſibles, ni utiles à la ſociété, & ce n'eſt que dans une nation qui les protège, qu'ils peuvent exiſter.

M. l'abbé Raynal dit, page 39, au ſujet des maiſons de Philadelphie, « que chacune a ſon » jardin & ſon verger. » Il en eſt peu qui ayent leur verger, bien moins encore leur jardin. Cela ne peut pas être autrement, le terrein étant trop cher pour l'employer en jardins & vergers, ſurtout dans le centre de la ville & vers le fleuve, où ſe fait le fort du commerce.

A la page 40, en parlant de l'hôtel de ville, il aſſure que cet édifice eſt de la magnificence la plus ſomptueuſe ; & comme à la page 83, en parlant de Williamsbourg en Virginie, il y voit les plus beaux édifices publics du continent ſeptentrional, de crainte que le lecteur, en rapprochant ces deux paſſages, ne nous ſuppoſe ſur cet article une magnificence & une ſomptuoſité peu communes, je me crois obligé de le prévenir qu'en fait d'architecture, à peine ſommes-nous juſqu'à préſent arrivés à la médiocrité.

A la page 42, M. l'abbé Raynal, après avoir fait naître le docteur Franklin à Philadelphie, remarque, à l'occaſion de la tolérance des religions, que la Penſylvanie « ſera l'unique contrée de » l'univers où l'on ne ſe battra pas pour des mots. »

Le docteur Franklin eſt né à Boſton, d'une famille originaire de cette ville. Il avoit plus de vingt ans lorſqu'il alla ſe fixer à Philadelphie.

Quant à la prophétie relative à la liberté religieuſe, pourquoi ne porte-t-elle pas plutôt ſur la Virginie ? Lorſque la dernière édition de l'hiſtoire philoſophique parut, il y avoit cinq ans que la Virginie l'emportoit à cet égard ſur la Penſylvanie, & M. l'abbé Raynal, en ſa qualité d'hiſtorien, n'eſt pas excuſable de l'avoir ignoré.

« Philadelphie, lit-on page 44, de même que » les autres villes de Penſilvanie, eſt entièrement

» ouverte. Tout le pays eſt également ſans dé-
» fenſe. »

L'auteur parle ſouvent de choſes communes à tous les états, de manière à faire entendre qu'elles ſont particulières à un ſeul. Ici rien de plus affirmatif & de plus précis : « C'eſt une ſuite néceſ-
» ſaire des principes des Quakers. » Un hiſtorien ne devroit-il pas ſavoir que toutes les villes d'Amériques ſont ouvertes, qu'on ne ſongea jamais à les entourer de murs, & que le pays des douze autres états n'eſt pas moins ouvert que celui de Penſylvanie ?

Si l'on vouloit préſenter une réfutation complette de l'hiſtoire philoſophique & politique, il faudroit analyſer tout l'ouvrage. Pour donner un eſſai de ce travail, l'on ſe contentera d'analyſer de ſuite les pages 30 & 31, avec une partie de la page 32.

« L'économie particulière aux Penſilvains,
» n'empêche pas que les deux ſexes ne ſoient bien
» vêtus. »

D'après ce que l'auteur a dit auparavant, & ce qu'il dit enſuite, il eſt clair qu'il ne veut pas parler d'une avarice ſordide, mais d'une économie louable, telle que ſeroit l'attention de ne faire aucune dépenſe folle, le ſoin de ſes propres affaires, &c. Comment une telle économie peut-elle empêcher d'être bien vêtu ?

L'auteur a déjà parlé de ſix états, ſans rien dire de la manière dont on s'y vétit. Croit-il que la Penſylvanie offre quelque choſe de particulier à cét égard ? Il eſt vrai que les Penſylvaniens s'habillent décemment ; mais ils ont cela de commun avec les habitans des autres états.

« La nourriture eſt encore ſupérieure à l'habil-
» lement. »

On peut aſſurer, à la louange des Penſylvaniens, que le luxe de la table règne moins chez eux qu'ailleurs.

« Les familles les moins aiſées, ont du pain,
» de la viande, du cidre, de la bière, de l'eau-
» de-vie de ſucre. »

Ici l'exagération eſt remarquable. *Les familles les moins aiſées* ont, en Penſylvanie comme ailleurs, du pain & quelque choſe de plus. Quant au rum (l'eau-de vie de ſucre), il n'eſt pas très-commun parmi elles ; il ſeroit encore plus rare, s'il étoit fait avec du ſucre, parce qu'il coûteroit trop cher. Le rum ſe fait avec la lie du ſucre & les cannes qui le contenoient.

« Un grand nombre peut uſer habituellement
» des vins de France & d'Eſpagne, du punch, &
» même de liqueurs plus chères. L'abus de ces
» boiſſons eſt plus rare qu'ailleurs, mais il n'eſt
» pas ſans exemple. »

Avant la révolution les vins de France étoient

par-tout très-rares & très-chers, parce qu'ils ne pouvoient aller en Amérique, qu'en paſſant par l'Angleterre, & qu'ils étoient exclus du Drawback (1). Le vin de Madere, dont l'auteur ne parle point, a toujours été le plus en uſage & le plus eſtimé pour différentes raiſons. C'eſt le ſeul vin qui n'ait pas beſoin d'une bonne cave, qui ſe bonifie au lieu de ſe gâter dans une barique en vidange, & avant la révolution, il étoit le ſeul que la Grande-Bretagne permît aux Américains de faire venir en droiture. La force de l'uſage l'a rendu preſque néceſſaire, & généralement il jouit encore de la préférence, quoique le goût pour les vins de France s'accroiſſe de jour en jour.

« Le délicieux ſpectacle de cette abondance, » n'eſt jamais troublé par l'image affligeante de » la mendicité. La Penſilvanie n'a pas un ſeul » pauvre. Ceux que la naiſſance ou la fortune ont » laiſſés ſans reſſource, ſont convenablement en- » tretenus par le tréſor public. »

Dans tous les états, & non pas ſeulement dans la Penſylvanie, on a toujours eu le même ſoin des pauvres; d'un autre côté la méthode uſitée à

(1) Le mot anglois *Drawback* ſignifie la reſtitution des droits que les marchandiſes étrangères ont payés à l'entrée. Le but eſt d'en encourager la ſortie.

cet égard eſt plus prudente que ne ſeroit celle de recourir au tréſor public.

« La bienfaiſance va plus loin ; elle s'étend juſ-
» qu'à l'hoſpitalité la plus prévenante. Un voya-
» geur peut s'arrêter par-tout, ſans crainte de
» cauſer d'autre peine que le regret de ſon dé-
» part. »

Il n'en eſt pas tout-à-fait ainſi. On ne ſait ſi cela vient de ce que les premiers émigrans s'établirent ſi près les uns des autres, qu'ils n'eurent pas de fréquentes occaſions d'exercer l'hoſpitalité, ou de ce que la grande diverſité de nations, accoutumées à vivre chacune d'une manière différente, la rendit ſujette à des inconvéniens ; enfin quelque puiſſe être la cauſe, les habitans des autres états ſe ſont toujours plaints & ſe plaignent encore à préſent de rencontrer dans la Penſylvanie moins d'hoſpitalité qu'ailleurs. M. l'abbé Raynal s'en ſera rapporté vraiſemblablement à quelque Européen, qui n'a pas vu d'autre état que celui de Penſylvanie.

« La tyrannie des impôts ne vient pas flétrir,
» empoiſonner la félicité de la colonie. En 1766,
» ils ne s'élevoient pas au-deſſus de 280,140 l.
» La plupart même deſtinés à fermer les playes
» de la guerre, devoient ceſſer en 1772. Si, à
» cette époque, les peuples n'ont pas reçu ce ſoula-

» gement, c'eſt que les irruptions des ſauvages » ont occaſionné des dépenſes extraordinaires. »

Le lecteur ſe rappellera d'avoir lu, page 20, une phraſe qui commence par ces mots : *cette république ſans guerre.* Il trouvera, page 45, la contradiction, ornée d'un ſtyle beaucoup plus pompeux. « *Allez, peuples guerriers, peuples eſclaves & tyrans, allez en Penſilvanie ; vous y trouverez toutes les portes ouvertes, tous les biens à votre diſcrétion ; pas un ſoldat, & beaucoup de marchands ou de laboureurs. Mais ſi vous les tourmentez, ou les vexez, ou les gênez, ils s'enfuiront, & vous laiſſeront leurs terres en friche, leur manufactures délabrées, leurs magaſins déſerts. Ils s'en iront cultiver & peupler une nouvelle terre; ils feront le tour du monde, & mourront en chemin, plutôt que de vous égorger ou de vous obéir.*

« On ſeroit conſolé de ce malheur, (les impôts) » ſi, comme la juſtice le voudroit & comme » les habitans le demandoient, on eût pu réduire » la famille de Penn à contribuer aux charges » publiques, dans les proportions du revenu » qu'elle tira de la Province. »

On a déjà dit, en parlant de l'établiſſement de la Penſylvanie, que la famille de Penn hérita de cette injuſtice qu'elle trouva dans la ſucceſſion du fondateur, quoique M. l'abbé Raynal nous le repré-

ſente comme la généroſité même, & comme le modèle de toutes les perfections morales.

« Les Penſilvains, tranquilles poſſeſſeurs, libres » uſufruitiers d'une terre qui récompenſe toujours » leurs travaux, ne craignent pas de reproduire » leur eſpèce. A peine trouveroit-on un célibataire dans la province. »

De peur que le lecteur n'aille, ſur la foi de ce *toujours*, ſe former l'idée d'une terre promiſe, je crois devoir l'avertir que la Penſylvanie, de même que les autres états, n'eſt pas moins ſujette que l'Europe aux ſaiſons ingrates & aux mauvaiſes récoltes.

Quant aux célibataires, qui doivent être plus rares dans ces contrées qu'en Europe, & cela par des raiſons aſſez connues, ils ſont plus nombreux à Philadelphie que dans toute autre ville d'Amérique; quant aux autres parties de la Penſylvanie, ils n'y ſont pas plus rares qu'ailleurs.

« Le mariage en eſt plus doux & plus ſacré. » Sa liberté, comme ſa ſainteté, dépend du choix » des contractans : ils prennent le juge ou le » prêtre, plutôt pour témoin que pour miniſtre de » leur engagement. Deux amans y trouvent-ils » quelque oppoſition dans leur famille ? ils s'é- » vadent enſemble à cheval : le garçon monte en » croupe derrière ſa maîtreſſe ; & dans cette

» ſituation, ils vont ſe préſenter devant le ma-
» giſtrat. La fille déclare qu'elle a enlevé ſon
» amant, pour l'épouſer. On ne peut, ni ſe refuſer
» à ce vœu ſi formel, ni la troubler enſuite dans
» la poſſeſſion de ce qu'elle aime. »

Le ſtatut de la troiſième année du règne d'Henri VII, c. 2. porte que « ſi quelqu'un, par des vues intéreſſées, enlève une fille, veuve ou femme, ayant des biens meubles ou immeubles, ou l'expectative de la ſucceſſion de ſes ancêtres, que l'enlèvement ſoit fait *contre ſa volonté*, & qu'enſuite elle ſoit mariée à ce malfaiteur, ou par ſon conſentement à d'autres, & qu'elle ſoit déshonorée, cette perſonne & tous ſes complices ſeront regardés comme coupables d'un crime capital, » & par le ſtatut de la troiſième année du règne d'Eliſabeth, c. 9, le bénéfice du clergé eſt ôté à tous ces coupables, excepté aux complices après le délit.

Il eſt évident que cette loi angloiſe, rendue deux ſiècles avant la fondation de la Penſylvanie, fut établie pour protéger les femmes qui avoient quelque fortune ſoit en réalité, ſoit en eſpérance; & comme ſuivant la loi, l'action ne peut être criminelle, à moins qu'elle n'ait été commiſe *contre la volonté* de la femme, toutes les fois que deux amans veulent s'épouſer, ſi la femme a beſoin du conſentement de ſes parens ou de ſes

tuteurs, & ne peut l'obtenir, elle déclare qu'elle a enlevé l'homme, pour prouver le plus clairement qu'il eſt poſſible qu'elle n'a point été violentée. Cette manière de ſe mettre à l'abri de la rigueur de la loi, a donné lieu ſans doute au paſſage de l'hiſtoire philoſophique qui vient d'être cité, & le lecteur le prendra pour ce qu'il vaut (1).

Qu'on ne croye pas, comme il le ſembleroit par ces mots, *ils s'évadent enſemble & le garçon monte en croupe derrière ſa maîtreſſe*, que ce ſoit une formalité néceſſaire; les deux amans peuvent s'évader comme il leur plaît.

« A d'autres égards, l'autorité paternelle eſt » exceſſive. Un chef de famille, dont les affaires » ſe trouvent dérangées, a le droit d'engager ſes » enfans à ſes créanciers : punition bien capable, » ce ſemble, d'attacher un père tendre au ſoin » de ſa fortune. L'homme fait, acquitte par un » an de ſervice, une dette de cent douze livres » dix ſous. L'enfant au-deſſous de douze ans eſt

(1) La propoſition fut faite en Angleterre il y a vingt ans à peu près d'ajouter un ſupplément à la loi, ſur ce que pluſieurs filles de grands ſeigneurs avoient épouſé des gens d'une très-baſſe condition. Le duc de Bedfort répondit à cette occaſion dans la chambre des pairs, & ces paroles font honneur à ſa mémoire : « Il n'importe pas que la fille d'un duc épouſe un laquais ou un boucher : ce qu'il importe, c'eſt qu'il ſe faſſe beaucoup de mariages. »

» obligé de ſervir juſqu'à vingt & un ans, pour la
» même ſomme. C'eſt une image des anciennes
» mœurs patriarchales de l'Orient. »

Il ne manque à tous ces détails que la vérité. L'auteur nous donne une idée très-exacte du droit qui appartient au père, droit qu'il qualifie de punition, comme ſi le père pouvoit être forcé de l'exercer malgré lui, & qu'il paroît nous repréſenter comme un des bons réglemens de Penn, tandis que la loi ſeroit barbare ſi la diſpoſition étoit telle qu'il nous la rend. Le foible ſalaire de cent douze livres dix ſols par an pour le ſervice d'un homme fait, dans un pays où les hommes ſont rares & où le travail eſt cher, ſeroit une grande injuſtice. La vérité eſt que tous les contrats ſont libres, & que l'auteur, par un déſir outré d'exalter Penn & de le faire paſſer pour un légiſlateur ſublime, lui attribue des réglemens abſurdes. On a dit en parlant des apprentifs que ces mineurs peuvent être engagés à leurs maîtres juſqu'à vingt-un ans par leurs pères, tuteurs ou autres qui en exercent légalement les fonctions. En Angleterre le maître reçoit ordinairement une ſomme convenue, plus ou moins forte ſuivant la profeſſion ou le métier qu'il doit enſeigner à l'apprentif, & ſuivant l'eſpoir du ſervice qu'il peut en tirer après qu'il ſera ſuffiſamment au fait; on compte encore le traitement qu'il doit rece-

voir dans la maiſon du maître. En Amérique on trouve à placer les jeunes gens, ſans rien payer, & ſouvent il arrive que les maîtres payent pour les avoir. Mais cet avantage en faveur des pères n'empêche pas que l'engagement ne ſoit le même qu'il ſeroit, s'il étoit obligé de payer le maître. Le père n'a le droit d'engager ſon fils que pour lui faire apprendre une profeſſion ou un métier.

Ces légers détails ſuffiſent pour mettre en état d'apprécier, ſelon leur juſte valeur, les aſſertions de M. l'abbé Raynal, comme auſſi pour prouver que s'il falloit le réfuter complètement, le travail ſeroit immenſe.

CHAPITRE V.

De Guillaume Penn.

Le neuvième volume de l'hiſtoire philoſophique commence par la deſcription de deux gouvernemens imaginaires, dont l'un ſeroit le plus mauvais, & l'autre le meilleur poſſible. L'auteur, après avoir remarqué que quelques nations ont eu plus de conformité avec le premier, & d'autres avec le ſecond, finit ainſi ſon exorde, page 4. « Entre » ces dernières, on peut compter la Penſilvanie ».

Guillaume Penn, fondateur de cette colonie, de-

vient l'objet de ſes éloges. D'abord, il fait l'honneur à Penn d'avoir été le premier qui ait acheté les terres des Indiens, & il aſſure cela ſuivant ſon uſage, comme s'il en avoit des preuves inconteſtables. « Son » arrivée au nouveau monde, dit-il p. 15, fut ſigna- » lée par un acte d'équité, qui fit aimer ſa perſonne » & chérir ſes principes. Peu ſatisfait du droit que » lui donnoit ſur ſon établiſſement la ceſſion du » miniſtère britannique, il réſolut d'acheter des » naturels du pays, le vaſte territoire qu'il ſe pro- » poſoit de peupler. On ne ſait point le prix qu'y » mirent les ſauvages : mais quoiqu'on les accuſe » de ſtupidité pour avoir vendu ce qu'ils ne de- » voient jamais aliéner (1), Penn n'en eut pas » moins la gloire d'avoir donné en Amérique un » exemple de juſtice & de modération, que les » européens n'avoient pas même imaginé juſqu'a- » lors ».

Dans la relation hiſtorique des premiers établiſſemens des Colonies, on a déjà vu que les émigrans achetoient les terres des ſauvages, non-ſeulement avant que Penn parût en Amérique, mais même long-tems avant ſa naiſſance. Nous avons remarqué que telle fut la conduite des fondateurs de la petite colonie de Plymouth, dont l'origine

(1) On ignore qui peut accuſer les Indiens de ſtupidité pour avoir vendu des terres qu'ils n'auroient pu défendre.

remonte au commencement de 1621, ainſi que de Wheelwright & compagnie dont les acquiſitions, bien plus conſidérables encore, eurent lieu en 1629. Tous les meilleurs écrivains qui ont traité des établiſſemens des colonies, parlent des achats de terres que les colons firent des naturels du pays. Quelques-uns ont fixé l'attention particulière des hiſtoriens, par exemple l'achat de Shepſcut ou Nagwaſac, fait par Robinhood en 1639, celui de Nahumkin en 1649, celui de l'île de Canonicut en 1657, celui que firent la même année Jean Parker & compagnie du Sachem de Narraganſet, & celui de Pétaquamſcut encore plus important, fait par une autre compagnie, l'achat que firent en 1659 Athernon & compagnie, au nord de Pétaquamſcut, celui de Miſquamicut en 1669, &c.

Enfin, ſi l'on vouloit entrer ici dans le détail de toutes les ventes de terres que les Indiens firent à nos prédéceſſeurs avant l'arrivée de Penn, il y auroit de quoi laſſer le lecteur le plus patient, puiſque les archives de nos différens états en ſont remplies. Un des premiers juriſconſultes de Maſſachuſets m'a dit que dans la Nouvelle-Angleterre il s'élève peu de procès concernant des droits de poſſeſſion, dans leſquels on ne remonte juſqu'à des contrats faits avec les Indiens. L'auteur des obſervations ſur l'état de Virginie, qui, tandis

qu'il étoit gouverneur & dans d'autres occaſions, a examiné les regiſtres publics, dit, en parlant des Indiens, page 169 : « Ce n'eſt pas une vérité auſſi » générale qu'on le ſuppoſe, que les terres de ce » pays aient été enlevées aux naturels du pays par la » voie de conquête. Je trouve dans nos regiſtres » & dans nos hiſtoires beaucoup d'actes de vente, » qui comprennent une étendue conſidérable de » la partie inférieure ; & l'on en trouveroit bien » plus, ſi l'on vouloit ſe donner la peine d'en » faire la recherche. Quant à la partie ſupérieure, » on ſait qu'elle a été achetée entièrement & » dans des formes qui ne laiſſent aucun doute à » cet égard. »

Pour éviter toute diſcuſſion minutieuſe ſur les époques, je dirai que la partie inférieure du pays étoit poſſédée toute entière par les colons, avant que Penn fût arrivé en Amérique.

M. l'abbé Raynal parle ſans ceſſe de ce que les chartes contiennent, avec tant d'aſſurance qu'on pourroit lui demander comment il eſt poſſible qu'il n'ait pas vu, dans celle qui a été donnée en 1662 par Charles II à la colonie de Rhode-Iſland, que le territoire qu'elle occupoit avoit été acheté des Indiens. Hutchinſon, t. 1, p. 249, dit que les commiſſaires du roi s'aſſemblèrent pendant le cours de l'année 1665 à Providence & à Warwick, pour examiner ces titres d'acquiſition. On lit à la

page 251 du même volume, que Josias Winslow, gouverneur de Plymouth, s'exprime ainsi, dans une lettre du premier mai 1676 : « Je crois pouvoir dire avec vérité qu'antérieurement à ces troubles, les Anglois ne possédoient pas un pouce de terre dans cette colonie, qu'ils ne l'eussent acquis des Indiens de la manière la plus juste & la plus honnête. »

Ce qui suit va donner une idée encore plus précise des dispositions du peuple à acheter les terres, & à ne faire aucun tort aux Indiens.

Tandis que la Nouvelle-Jersey étoit au pouvoir des Hollandois, Augustin Herman, Hollandois, acheta des Indiens une vaste étendue de terres, d'une qualité supérieure, contenant plus de quatre cens mille acres. Ce pays étant tombé sous la puissance des Anglois, & Herman ayant abandonné le territoire qu'il avoit acquis, on prétendit qu'il appartenoit à la couronne, & que les Indiens n'y avoient plus aucun droit. Néanmoins Jean Bayley, Daniel Denton, Luke Watson de Long-Island, & plusieurs autres de leurs associés, supplièrent le gouverneur Nichols de leur permettre de racheter ce territoire des naturels du pays. Cette permission leur fut accordée le 30 septembre 1664. La vente se fit le 28 du mois suivant, & Douglas nous apprend, tome 2, page 277, que le prix, qui consistoit en draps, habits, haches, fusils, poudre

poudre, plomb, &c. (dont il marque la quantité) fut payé en deux termes, comme on étoit convenu.

« L'humanité de Penn, dit M. l'abbé Raynal » continuant ſon éloge, page 16, ne pouvoit pas » ſe borner aux Sauvages. Elle s'étendit ſur tous » ceux qui viendroient habiter ſon empire. Comme » le bonheur des hommes y devoit dépendre de la » légiſlation, il fonda la ſienne ſur les deux pivots » de la ſplendeur des états & de la félicité des » citoyens: la propriété, la liberté. S'il étoit permis » d'emprunter le langage de la fable dans un mo- » ment qui ſemble fabuleux, je dirois qu'Aſtrée » remontée au ciel depuis ſi long-tems, en eſt » deſcendue, & que le règne de l'innocence & » de la concorde va renaître parmi les hommes. » C'eſt ici que l'écrivain & ſon lecteur vont reſ- » pirer. C'eſt ici qu'ils ſe dédommageront du » dégoût, de l'horreur ou de la triſteſſe qu'inſpire » l'hiſtoire moderne, & ſur-tout l'hiſtoire de l'é- » tabliſſement des Européens au nouveau monde. » Juſqu'ici ces barbares n'ont ſu qu'y dépeupler » avant que de poſſéder, qu'y ravager avant de » cultiver. Il eſt tems de voir les germes de la » raiſon, du bonheur & de l'humanité, ſemés » dans la ruine & la dévaſtation d'un hémiſphère, » où fume encore le ſang de tous ſes peuples, » policés ou ſauvages.

» Le vertueux légiſlateur établit la tolérance » pour fondement de la ſociété. Il voulut que » tout homme qui reconnoîtroit un Dieu, parti- » cipât au droit de cité (1); que tout homme qui » l'adoreroit ſous le nom de chrétien, participât à » l'autorité. —

» Penn, attaché à ſon nom, voulut que la pro- » priété de l'établiſſement qu'il avoit formé reſtât » à perpétuité à ſa famille : mais il lui ôta une » influence déciſive dans les réſolutions publiques, » & voulut qu'elle ne pût faire aucun acte d'au- » torité ſans le concours des députés du peuple.—

« C'eſt ainſi que penſoit le vrai philoſophe » Penn. Il céda pour quatre cens cinquante liv. mille » acres de terre à ceux qui pouvoient les acheter » à ce prix. Tout habitant qui n'en avoit pas la » faculté, obtint pour lui, pour ſa femme, » pour chacun de ſes enfans au-deſſus de ſeize » ans, pour chacun de ſes ſerviteurs (2), cinquante » acres à la charge d'une rente pérpetuelle, d'un » ſol dix deniers & demi par acre (3). Cinquante

(1) Il falloit dire *ſuffrage*, & non pas *cité*.

(2) Le lecteur aura de la peine à ſe perſuader, que des gens hors d'état d'acheter des terres à ce prix, aient eu des ſerviteurs.

(3) Cela ne fait pas infiniment l'éloge de la généroſité & de l'humanité du légiſlateur-propriétaire, parce qu'un

» acres furent encore aſſurés à tous les citoyens » qui devenus majeurs, conſentiroient à un tribut » annuel de deux livres cinq ſols. »

Il eſt facile, en ſe permettant de créer des faits, de préſenter du merveilleux. Il faudroit que l'auteur, dans ſon éloge de la légiſlation de Penn, nous fixât l'époque dont il parle. Comme ce fameux fondateur parvint, à force d'artifices & de crédit, à changer de charte pluſieurs fois, ne ſeroit-il pas à propos, pour le mérite de l'exactitude & de la clarté, que l'hiſtoire philoſophique nous fît connoître quelle charte elle a en vue, ſi c'eſt la première, faite à Londres, ou la ſeconde qu'il fit à ſon arrivée en Amérique, ou la troiſième qu'il fit en 1683 avant de partir, ou la dernière de 1701 ?

Le lecteur ſe rappellera que les réglemens, attribués par M. l'abbé Raynal à la ſageſſe, à la bonté, à la vertu & à la généroſité de Guillaume Penn, étoient renfermés pour la plupart dans la charte que les premiers émigrans lui firent ſigner avant de s'embarquer, & quelques-uns dans celle qu'il obtint du Roi. Il ſe rappellera encore que Penn tâcha de diminuer par tous les moyens

---

cens perpétuel d'un ſol dix deniers & demi par acre étoit, eu égard au prix des terres, extrêmement onéreux, & ne regardoit que les pauvres.

poſſibles les droits civils du peuple ; que la tolérance, ſans laquelle les Quakers n'auroient point émigré, fut un des objets dont on convint à Londres, & que ce qui doit être attribué à Penn ſur cette matière, eſt le changement fait dans la charte (1) de 1701, pour diminuer cette tolérance ; qu'enfin quant à *l'innocence* & à la *concorde* que M. l'abbé Raynal prétend avoir régné dans ce pays, loin qu'il exiſtât à cette époque rien de ſemblable, on ne vit au contraire que des détours & des artifices de la part de Penn, & des diſcordes entre lui & le peuple, qui régnèrent depuis 1682, époque à laquelle il fonda ſa colonie, juſqu'en 1718, c'eſt-à-dire juſqu'à ſa mort (2).

La prétendue généroſité de Penn, relativement à la conceſſion des terres, ſe réduiſit à les vendre beaucoup plus cher qu'elles ne ſe vendoient dans les autres colonies. Il y en eut quelques-unes où l'on donnoit en pur don une étendue de cinquante acres à chaque émigrant, ſans diſtinction d'âge ni de ſexe. L'art. 6 de la capitulation que nous avons déjà citée, paſſée entre les habitans de Virginie & Cromwell, porte, *que le privilège accordé à chaque émigrant au ſujet de la grati-*

(1) Page 220 de la première partie.

(2) Page 83 de la première partie.

ſication de cinquante acres continuera d'avoir lieu comme par le paſſé. Les gouvernemens des autres colonies, pour éviter les inconvéniens dont nous avons parlé, défendoient aux particuliers d'acheter ſans permiſſion des terres des Indiens. Quant à Penn, il défendit abſolument d'en acheter, afin d'en faire le monopole. Si les terres furent vendues en Penſylvanie plus cher qu'ailleurs, il faut l'attribuer à des circonſtances favorables exprimées dans l'article de la fondation de cette colonie, circonſtances dont ſes héritiers profitèrent auſſi bien que lui-même. On ne doit point s'en prendre à eux à cet égard, parce que chacun doit être le maître de diſpoſer comme il lui plait de ce qui lui appartient. Le mal eſt de prétendre, ſans raiſon, faire paſſer pour un modele de généroſité un homme qui fut toujours avide d'argent, & qui ſe mettoit volontairement dans le cas d'en avoir toujours beſoin.

Un point ſur lequel Penn eſt inexcuſable par rapport à la vente des terres, c'eſt d'avoir, au mépris des conventions, laiſſé à deſſein, & pour ſon intérêt particulier, de vaſtes pièces de terres détachées ça & là, ſans être vendues, comme l'aſſemblée le lui reprocha dans ſes remontrances de 1704 & 1707. Outre qu'il eſt toujours incommode pour les habitans de ſe trouver trop écartés les uns des autres, il en réſultoit encore un danger

évident pour ceux dont nous parlons, en ce qu'il leur étoit par-là trop difficile de ſe réunir pour ſe défendre des attaques des Indiens.

Les émigrans n'ignorant pas que les terres ont un plus grand prix, lorſque celles qui leur ſont contigues ſont habitées, & craignant que Penn ne conſultât ſon avantage perſonnel plutôt que tout autre motif, convinrent avec lui qu'il les vendroit de ſuite & ſans aucun autre vide que le dixième qu'il avoit la faculté de retenir pour lui. Mais il n'eut aucun égard aux conventions, & il laiſſa des vides conſidérables.

Quant à cette aſſertion, « Penn, attaché à ſon » nom, voulut que la propriété de l'établiſſement » qu'il avoit formé reſtât à perpétuité à ſa famille,» je laiſſe au lecteur à décider ſi la volonté de Penn put être telle, lorſqu'il eſt de fait que ce fut l'attaque d'apoplexie dont il mourut, qui l'empêcha de ſigner le contrat de vente qu'il venoit d'en paſſer au profit de George premier.

M. l'abbé Raynal inſinue, page 19, que Penn mit tous ſes ſoins à faire rendre la juſtice de la manière la plus digne *d'un vrai philoſophe*, « en dé- » fendant à tous ceux qui devoient y prêter leur » miniſtère, d'exiger, d'accepter même aucun » ſalaire, pour leurs bons offices, » en établiſſant que « chaque canton ſeroit obligé de nommer trois » arbitres ou pacificateurs, qui devoient tâcher

» de concilier les différens à l'amiable, avant qu'on » pût les porter devant une cour de juſtice. »

Si le lecteur veut prendre ſur cet objet une idée plus exacte de Penn, il n'a qu'à lire la remontrance de 1704 (1) : il y verra que les repréſentans du peuple s'expriment de la ſorte en s'adreſſant à Penn lui-même ; « en conſéquence, nous demandons que la reine puiſſe commettre un homme verſé dans les loix d'Angleterre, à l'effet de déterminer tous les cas où les tenanciers ont un juſte ſujet de ſe plaindre de ta conduire, ou de celle de tes députés ou ſubſtituts ; ou bien rends au peuple le privilège de nommer des juges & autres officiers, conformément aux termes de la première charte, & ſuivant l'intention des premiers émigrans, & de même que le peuple de la Nouvelle-Angleterre en jouit par la charte du roi Guillaume, &c. »

La juſtice étoit donc plus mal adminiſtrée dans la Penſylvanie que dans la province de Maſſachuſets, même après la charte du roi Guillaume, qui, comme on l'a déjà dit, n'étoit pas auſſi favorable à la liberté que la première annullée par le pouvoir arbitraire de Charles & de Jacques.

Pour ſavoir combien ce ſyſtême de gouvernement mériroit peu les éloges de M. l'abbé Raynal,

(1) Page 238 de la première partie.

il ſuffit de jeter les yeux ſur le rapport du comité à l'aſſemblée de 1757, rédigé par le docteur Franklin qui en étoit préſident, & ſur la requête adreſſée d'une voix unanime à George ſecond pour le convertir en un gouvernement royal.

M. l'abbé Raynal attribue à Penn pluſieurs réglemens auxquels il n'eut aucune part.

Par exemple, pour le ſuivant, je ne ſaurois à qui l'attribuer : « On ſtatua, lit-on pag. 20, que » tout enfant au-deſſus de douze ans, quelle que » fût ſa condition, ſeroit obligé d'apprendre » une profeſſion. » L'auteur en tire de fort bonnes conſéquences. Mais Penn, ſans mériter le titre de grand philoſophe, ni de grand légiſlateur, étoit incapable d'adopter un réglement ſi contraire à ſes intérêts. Une gêne de cette nature eût éloigné de la Penſylvanie tous les amis de la liberté.

M. l'abbé Raynal dit page 20 : « Jamais peut-» être la vertu n'avoit inſpiré de légiſlation plus » propre à amener le bonheur ! » & comme une preuve de cette idée, il ajoute *que la Penſylvanie fut ſans guerres.* Il n'y en a pas eu moins que dans les autres colonies. On a cru ſans peine en Europe qu'il avoit régné entre les Penſylvaniens & les Sauvages une paix perpétuelle, à cauſe des Quakers auxquels il eſt défendu par leur religion de ſe battre, même pour leur propre défenſe.

On a cru que les Quakers compoſoient plus de

la moitié des habitans, quoiqu'ils n'en formaſſent qu'environ un quart. Peut-être cette erreur eſt-elle venue de ce que près des trois quarts des membres de l'aſſemblée ont toujours été des hommes de cette ſecte. Douglas nous apprend, tome 2, page 346, que les Quakers durent cette prépondérance à leur politique. Ils faiſoient entendre aux Allemands & aux Hollandois, dont il y avoit un nombre conſidérable dans la Penſylvanie, que ſi les autres religions avoient la pluralité dans l'aſſemblée, on établiroit la loi de milice qu'ils leur repréſentoient comme la choſe la plus dure de tout ce qu'ils avoient ſouffert dans leur pays natal. Mais la principale raiſon étoit la partialité non moins étonnante qu'injuſte dans le droit d'avoir des repréſentans. Le territoire du voiſinage de Philadelphie, généralement habité par les Quakers, fut diviſé en comtés beaucoup plus petits que les autres. Ce n'eſt pas tout. Les Quakers vinrent à bout d'obtenir pour ces comtés le droit d'élire un plus grand nombre de repréſentans. Quelques-uns en nommoient ſix & d'autres huit, tandis que les comtés les plus éloignés n'avoient pas le droit d'en nommer plus de deux, ſans égard à la quantité d'habitans.

Lorſque la Penſylvanie étoit en guerre, l'aſſemblée uſoit d'un expédient pour ménager le ſcrupule religieux des Quakers. L'argent dont elle

étoit obligée de faire la levée, étoit en apparence deſtiné pour les dépenſes du roi. Le gouverneur le recevoit & l'employoit aux dépenſes de la guerre. Guillaume Penn, que quelques perſonnes ont cru jéſuite & d'autres Quaker, avoit bien ſenti qu'on ne pouvoit pas s'attendre à reſter toujours ſans guerre ; car dans la charte qu'il obtint de Charles ſecond, il ſe fit revêtir par l'art. 16 de tout le pouvoir d'un commandant général. Cet article lui accordoit *le droit de lever, paſſer en revue & diſcipliner toute eſpèce d'hommes, de quelque condition & de quelque pays qu'ils fuſſent, & de combattre & pourſuivre tout ennemi qui feroit des incurſions dans la province, tant par mer que par terre, même hors des limites de ladite province, & avec* l'aide de Dieu *de les vaincre & les prendre, &c.* Enfin on voit que les guerres avec les ſauvages ne tardèrent pas à s'allumer, puiſque dans la remontrance de 1704 l'aſſemblée dit à Guillaume Penn, au ſujet de l'argent qu'on lui avoit fourni *lorſque tu l'as comparé avec les charges énormes que tu prétendois avoir eu à ſupporter dans l'adminiſtration & la défenſe de ce gouvernement, depuis l'année* 1682, &c. (1)

C'en eſt aſſez pour mettre le lecteur en état

(1) Voyez page 230 de la première partie.

de reconnoître combien étoient fauſſes les idées, reçues juſqu'à ce moment, & combien des écrivains ſont blâmables, d'oſer aſſurer avec confiance ce dont ils ont négligé de s'inſtruire.

CHAPITRE VI.

Des Quakers.

La deſcription que M. l'abbé Raynal donne du caractère des Quakers, au commencement du tome 9, n'eſt pas moins exagérée que le portrait des Dumplers dont on a parlé dans le chapitre IV. D'ordinaire le zèle exceſſif, l'enthouſiaſme & le fanatiſme ſont les acolytes de toute ſecte naiſſante, & leurs effets ſont étonnans. Mais la nature reprend enfin ſes droits. Rien ne peut reſter long-tems dans un état de violence. L'aliment du fanatiſme religieux eſt la perſécution. Qu'on le laiſſe en liberté, bientôt il perd ſa force.

» Donnoit-on un ſoufflet à un Quaker, page 11, » il préſentoit l'autre joue : lui demandoit-on ſon » habit, il offroit de plus ſa veſte. » S'il en étoit ainſi des Quakers, ceux de Londres ne pourroient ſortir de chez eux l'hiver ſans s'expoſer à mourir de froid, parce qu'à chaque pas ils rencontreroient

des amis qui leur demanderoient juſqu'au dernier de leurs vêtemens. A l'égard d'un ſoufflet, je ne conſeillerois à perſonne d'en faire l'eſſai ni en Angleterre, ni en Amérique. On rapporte pluſieurs exemples de gens qui pour avoir pris un peu trop de licence envers les Quakers ont payé cher leur indiſcrétion.

Avant la révolution, un matelot anglois, qui s'imaginoit peut-être que les Quakers d'Amérique étoient plus patiens que ceux d'Angleterre, ayant trouvé dans une hôtellerie un Quaker aſſis près du feu parmi pluſieurs autres perſonnes, s'aviſa d'en faire l'eſſai ; il lui donna ſur l'épaule un coup aſſez rude, en lui diſant qu'il lui procuroit une occaſion de pratiquer les devoirs que ſa religion lui preſcrivoit. Le Quaker étoit un de ces hommes extraordinaires pour la force, qui ſe regardent comme des prodiges de la nature. Il ſe leve, ouvre ſeulement les deux premiers doigts de chaque main, prend le matelot par le milieu du corps, le ſoulève, le porte juſqu'à la muraille, & le ſerre ſi fort que le pauvre homme eſt réduit à recourir aux prières. Comme le ſuppliant rappeloit au Quaker ſa religion, « il eſt vrai, (répondit le Quaker) ma religion me défend de te battre, mais elle ne me défend pas de te ſerrer. » Enfin après l'avoir ſerré de manière

qu'il ne dut pas oublier la leçon, il le mit à terre & s'en retourna près du feu.

On ne conçoit pas pourquoi l'auteur dit, pag. 12 : « Les temples n'étoient, à leurs yeux, que des bou- » tiques de charlatanerie. » Par-tout ils ont eu des temples comme les autres ſectes, dès qu'ils ont pu en avoir.

Ce qu'on lit, page 13, n'eſt pas plus exact. « Tandis que toutes les autres ſectes nouvelles » étoient encouragées, on pourſuivit, on tour- » menta celle-ci par des peines de toute eſpèce. » A l'époque de la perſécution des Quakers dans la Nouvelle-Angleterre, tous ceux qui ne ſui- voient pas les dogmes des rigides Congrégatio- naliſtes y avoient été perſécutés, de même que les Non-conformiſtes l'avoient été en Angleterre. L'auteur lui-même dit, tome 8, page 450 : « Il » eſt également prouvé que le gouvernement dé- » fendit, ſous peine de mort, aux Puritains, le culte » des images. » Et page 454, « ces malheurs fon- » dirent ſur les infortunés habitans de la Nouvelle- » Angleterre, qui, moins furieux que leurs frères, » osèrent dire que le magiſtrat n'avoit pas le droit de » contrainte, en matière de religion. — Ce ſyſtême » d'intolérance fut appuyé du glaive de la loi, qui » voulut trancher ſur les opinions, en frappant » les Diſſidens de peines capitales. Les hommes » convaincus ou ſoupçonnés de tolérantiſme, fu-

» rent expoſés à de ſi cruelles vexations, qu'ils » ſe virent obligés d'abandonner leur nouvel aſyle, » pour en chercher un autre expoſé à moins » d'orages. »

L'année que les premiers Quakers parurent dans la Nouvelle-Angleterre, c'eſt-à-dire en 1654, les livres des Mugletoniens furent brûlés dans la halle de Boſton, un jour de marché, par la main du Bourreau. Ce n'étoit pas là ſans doute un moyen d'encouragement, & l'auteur ſe trompe bien, en aſſurant que toutes les ſectes nouvelles, autres que celles des Quakers, furent encouragées, puiſque la dominante fut la ſeule qui jouit de cet avantage dans la Nouvelle comme dans la Vieille-Angleterre. Lorſqu'enſuite les Congrégationaliſtes commencèrent à tolérer les autres ſectes, les Quakers participèrent également à la tolérance.

Une des qualités que M. l'abbé Raynal attribue ſans raiſon aux Quakers, eſt le déſintéreſſement. Les idées ſur le caractère des Quakers ont été prodigieuſement exagérées. Les erreurs ſe fortifient à meſure qu'on les répète; le tems les autoriſe, & finit par les conſacrer. L'amour-propre s'en mèle, nous regardons comme notre propriété une opinion que nous avons adoptée depuis longtems, & l'orgueil s'obſtine à la ſoutenir aveuglément, au lieu d'en rechercher l'origine pour en connoître l'exactitude.

Les Quakers ont toujours eu, comme toutes les autres ſectes, leurs ſingularités. Ils les ont encore; mais la nature de l'homme ne change pas pour cela. Ces ſingularités les ont rendus ſupérieurs aux autres en quelques points, & de même en quelques points elles les ont rendus inférieurs. Ils ont leur part des paſſions humaines, & lorſqu'il arrive qu'une de ces paſſions, ſoit par des motifs de religion, ſoit par d'autres obſtacles, ne peut prendre ſon cours par ſes propres canaux, elle paſſe par ceux des autres ou s'en ouvre de nouveaux.

Le mérite principal des Quakers conſiſte dans l'économie, & dans l'application aux affaires. En cela leur conduite eſt vraiment exemplaire & digne de louange. Sur l'article de l'hoſpitalité, de la bienfaiſance, ils reſſemblent aux autres. Sur celui de l'hypocriſie, perſonne ne les égale, & quant au commerce, la délicateſſe & l'équité ne ſont pas leurs vertus favorites.

Tel eſt leur caractère national. Cela n'empêche pas d'ailleurs, qu'il ne ſe trouve parmi eux comme parmi les autres ſectes, des hommes du mérite le plus diſtingué, qui ſemblent avoir atteint au degré de perfection dont l'homme eſt ſuſceptible. J'en connois pluſieurs moi-même, & j'ai jugé de leur caractère non moins par leurs propres aveux que par mes obſervations. Un

d'eux avec lequel je ſuis fort lié, s'entretenoit un jour avec moi des qualités de ſa ſecte, dont il approuvoit quelques-unes, tandis qu'il blâmoit les autres. « Mon ami, me dit-il, crois-moi, notre apparente ſimplicité, notre mépris du faſte, ne ſont qu'augmenter notre orgueil. Souvent les mêmes paſſions ſe couvrent ſous diverſes couleurs.» Cette obſervation me rappela la réponſe de Platon à Diogène.

Les Quakers n'ôtent le chapeau à perſonne & tutoyent tout le monde, mais ſi ceux qui ne ſont point Quakers en uſent de la même manière à leur égard, ils ſe fâchent. Leur mauvaiſe humeur ſe manifeſte dans leur figure, & quelquefois ils s'en plaignent ouvertement. Une des ſingularités qui paroiſſent les plus ridicules à ceux qui ne ſont point de leur ſecte, eſt leur manière de ſaluer avant de boire. *Je te regarde*, dit un Quaker, au lieu de dire, *à ta ſanté*. Un jour je dînois dans une maiſon publique, où un jeune homme s'aviſa de dire à un Quaker avant de boire, *Tomas, je te regarde.* — *Je le vois bien Guillaume*, répondit le Quaker, *& tu le fais avec beaucoup d'impudence encore.* Les Quakers diſent que les membres des autres ſectes n'étant pas obligés par leur religion de s'écarter de l'uſage ordinaire, ils ne doivent pas traiter les Quakers différemment des autres. En leur accordant ce point, certainement cela

cela ne prouve pas cette réſignation, cette humilité qu'on vante ſi fort en eux.

L'auteur, à la page 185, où il parle de l'eſclavage, fait encore alluſion aux Quakers de la manière ſuivante : « Des ſectaires humains, des » chrétiens qui cherchoient dans l'évangile plutôt » des vertus que des dogmes, ont ſouvent voulu » rendre à leurs eſclaves la liberté que rien ne » peut remplacer : mais ils ont été long-temps » retenus par une loi qui ordonnoit d'aſſigner aux » affranchis un revenu ſuffiſant pour leur ſubſiſ- » tance. » Si l'auteur avoit examiné la loi d'un œil plus attentif, il n'auroit pu lui refuſer ſon approbation, puiſqu'elle ne reſpire que la juſtice & l'humanité. La même loi ſubſiſte encore ; elle n'ordonne point d'aſſigner aux affranchis un revenu, mais elle oblige les maîtres à les entretenir, quand les infirmités ou la vieilleſſe ne leur permettent plus de gagner leur vie, de peur que, ſous le prétexte d'un zèle louable en apparence, ils ne rejettent ſur la communauté une charge qui ne regarde qu'eux.

Une des bonnes qualités des Quakers, dont l'auteur ne fait pas mention, eſt de ne rien aſſurer ſans certitude.

Les talens ſupérieurs des Quakers dans l'art de vendre & d'acheter, ne ſauroient leur être conteſtés.

Ils entendent beaucoup mieux que les autres à faire des marchés avantageux. Il ſe trouve à la vérité parmi eux des hommes de la délicateſſe la plus ſcrupuleuſe qui mépriſent l'aſtuce & l'hypocriſie, mais ils ſont plus rares que parmi les autres ſectes. Il eſt facile d'être la dupe de leur extérieur. Pluſieurs fois il eſt arrivé que leur manière réſervée de contracter, fondée ſur leur religion, les a diſpenſés de tenir leur parole. Leurs manières reſſemblent ſi bien à celles des jéſuites, qu'on les appelle ſouvent les jéſuites proteſtans, quoique la comparaiſon ne ſoit juſte qu'à quelques égards.

Je ne voudrois pas, parce que j'ai entrepris de démontrer combien l'on a mal repréſenté le caractère des Quakers, que l'on me crût capable de méconnoître leurs bonnes qualités. Je ſuis perſuadé que s'il étoit poſſible de comparer exactement leurs vices & leurs vertus avec les vices & les vertus des autres hommes, on trouveroit que la ſecte des Quakers n'eſt au total ni meilleure ni pire que les autres. Un des plus ſenſés de mes compatriotes ne leur accorde pas ce point, à cauſe de la conduite repréhenſible qu'ils ont tenue dans le tems de la révolution. Mais ma comparaiſon ſe rapporte à la manière dont ils ſe ſont toujours conduits en général, ſans conſidérer celle dont ils ont agi durant une époque extraordinaire.

Aſſurément les Quakers ne peuvent juſtifier le rôle qu'ils ont joué par rapport à la révolution. Ils démentirent leurs propres principes, & couvrirent du voile de la religion une politique inſidieuſe. Une déclaration qu'ils adreſsèrent au peuple d'Amérique ſous ce nom : L'*ancien témoignage & les anciens principes des gens appelés Quakers renouvelés*, fut un des principaux motifs qui déterminèrent M. Payne, auteur du pamphlet intitulé *le Sens commun*, à leur adreſſer une lettre, où l'on remarque les paſſages ſuivans :

« Cette lettre vous eſt adreſſée, non pas comme corps religieux, mais comme corps politique, ſur ce que vous vous ingérez dans des affaires, dont la doctrine de paix que vous profeſſez vous défend de vous mêler. »

» Mais prenez garde de vous méprendre ſur la cauſe & le fondement de votre témoignage : prenez garde d'appeler *religion*, la froideur d'ame, & de confondre le bigotiſme avec le caractère qui diſtingue le chrétien. »

» Quelle partialité vous montrez dans la pratique de principes avoués par vous-mêmes ! »

« Si celui qui porte les armes commet un péché, le premier qui les prend ne péche-t-il pas davantage, à raiſon de la différence qu'il faut faire entre l'attaque volontaire, & la défenſe iné-

vitable ? Cela poſé, ſi c'eſt de bonne foi que vous prêchez, & ſi vous n'entendez pas faire un jouet de votre religion, convainquez-en le monde en déclarant votre doctrine à nos ennemis, *car ils portent auſſi les armes.* Donnez-nous la preuve de votre ſincérité en publiant cette doctrine à la cour de Saint-James, en la manifeſtant à ceux qui commandent en chef à Boſton, aux amiraux & capitaines qui ravagent nos côtes à la manière des pirates, & à tous ces aſſaſſins mécréans qui agiſſent ſous les ordres de celui que vous faites profeſſion de ſervir. Si vous aviez l'ame honnête de Barklay (1), vous prêcheriez le repentir à votre roi, vous lui diriez ſes péchés, & vous le menaceriez de la damnation éternelle. Vous ne pouſſeriez pas la partialité juſqu'à vous répandre en invectives ſeulement contre ceux qui ſont outragés & opprimés, mais comme de fidèles miniſtres, vous jetteriez les hauts cris & n'épargneriez perſonne. Ne dites pas que vous êtes perſécutés, & n'allez pas vouloir faire tomber ſur nous ce reproche que nous rejetons ſur vous-même, car nous atteſtons devant tous les hommes, que ſi nous nous plaignons de vous, ce n'eſt pas parce que vous

(1) M. Payne fait alluſion aux paroles pleines de nobleſſe & d'énergie adreſſées à Charles II par le Quaker Barklay.

êtes Quakers, mais parce que vous prétendez l'être & que vous ne l'êtes pas. »

« Si tels ſont réellement vos principes, pourquoi ne pas vous y tenir ? Pourquoi vous mêler de ce que vous appelez l'ouvrage de Dieu ? Ces principes vous diſent qu'il faut attendre l'évènement de toutes les affaires publiques avec patience, avec humilité, & le recevoir comme l'effet de la volonté divine. Ainſi qu'eſt-il beſoin de votre *déclaration publique*, ſi vous croyez pleinement ce qu'elle contient ? Vous prouvez, en la publiant, ou que vous ne croyez pas la doctrine que vous profeſſez, ou que vous n'avez pas aſſez de vertu pour mettre en pratique ce que vous croyez. »

« Comment pouvez-vous, d'après vos principes, vous juſtifier d'animer & de ſoulever le peuple, *pour qu'il s'uniſſe fermement*, dites-vous, *à l'effet de repouſſer avec horreur tous écrits & meſures qui annoncent le déſir & le deſſein de rompre l'heureuſe alliance dont nous avons joui juſqu'à préſent avec le royaume de la Grande-Bretagne, & notre juſte & néceſſaire ſubordination au roi & à ceux qui ſont légitimement revêtus d'autorité ſous lui ?* »

« Quel rôle jouez-vous ici ? Les mêmes hommes, l'inſtant après qu'ils ont réſigné tranquillement & comme des êtres paſſifs la faculté d'ordonner, de

changer & de diſpoſer des rois & des gouvernemens, révoquent leurs principes & prennent part aux affaires. Comment une telle doctrine peut-elle amener une pareille conſéquence ? La contradiction eſt trop viſible pour n'être pas apperçue, l'abſurdité trop grande pour ne pas faire rire, & ce n'a pu être l'ouvrage que de ceux dont l'eſprit a été obſcurci par les idées étroites & l'humeur chagrine d'un parti politique, agité par le déſeſpoir. »

M. Payne a dit avec raiſon *un parti politique ;* car tous les Quakers ne ſuivirent pas le même plan de conduite. Pluſieurs d'entr'eux ſe tendirent dignes de l'approbation & de la reconnoiſſance de la patrie. Les Quakers peuvent être diviſés en trois claſſes, comme étoient les jéſuites. La ſociété des jéſuites étoit compoſée des politiques qui gouvernoient, des philoſophes qui ne s'occupoient que des ſciences, & d'une troiſième claſſe d'hommes de bonne foi qu'on pouvoit regarder comme des êtres paſſifs. Les trois claſſes des Quakers ſont les politiques, les patriotes, & les religieux. Lors de la révolution, les patriotes ont pris les armes pour la défenſe de la patrie ; les religieux ont prié Dieu, & fait indiſtinctement des œuvres de charité fraternelle, ſans ſe mêler des affaires de guerre ni de politique ; & les politiques qui formoient une claſſe beaucoup plus nombreuſe que les deux autres enſemble, ont réglé les affaires

de la ſecte, & tâché par tous les moyens poſſibles de nuire à la cauſe américaine. Sous tout autre gouvernement, une conduite ſemblable eût été punie avec la plus grande ſévérité.

Les écrivains ont en général uni Penn aux Quakers dans leurs éloges. L'uſage s'en eſt établi de façon qu'il eſt rare d'entendre louer le premier ſans les autres, & réciproquement. Si une vénération aveugle & inſenſée pour des erreurs paſſées en axiomes, ſur le ſeul fondement qu'elles ont été dites, écrites & répétées beaucoup de fois, ne permettoit pas de croire que le caractère de Penn a été fauſſement interprété, & celui des Quakers fort exagéré, on ne pourroit au moins ſe diſpenſer d'accorder un des deux points ſuivans : ou les remontrances de 1704 & de 1707 étoient juſtes, ou elles ne l'étoient pas ; dans le premier cas, Penn auroit été bien différent de ce que la renommée l'a fait paroître ; dans le ſecond, les repréſentans, qui étoient preſque tous Quakers, auroient été tous des impoſteurs, & des calomniateurs, puiſqu'il ne ſe trouva pas un ſeul oppoſant.

CHAPITRE VII.

Du Maryland, de la Virginie, &c.

L'AUTEUR dit, page 52, en parlant des habitans du Maryland : « Beaucoup ſont Catholiques, » & beaucoup davantage ſont Allemands. Leurs » mœurs ont plus de douceurs que d'énergie : ce » qui pourroit venir de ce que les femmes ne ſont » pas exclues de la ſociété, comme dans la plupart » des autres parties du continent. »

Je laiſſe au lecteur à juger, ſi ce contraſte entre les Catholiques & les Allemands eſt bien naturel ; comme ſi la qualité de Catholique pouvoit être un titre national, ou le nom d'Allemand déſigner une qualité particulière de religion.

Avant de rechercher les cauſes, il me ſemble qu'il ſeroit à propos de s'aſſurer de l'exiſtence des faits. Le plus ou le moins de douceur & d'énergie des Américains ne ſauroit être calculé ſuivant la règle de proportion que l'auteur ſemble admettre, parce qu'il n'eſt aucune partie des Etats-Unis où les femmes ſoient exclues de la ſociété.

Si les hommes tiennent table trop long-tems pour boire plus qu'ils ne devroient, les femmes ont coutume de ſe retirer, 1°. parce qu'elles ne

ſe ſoucient pas de trop boire, 2°. parce qu'elles ſont occupées. Nos femmes règlent toutes les affaires de l'intérieur de la maiſon, & généralement avec beaucoup de ſoin. Toutes les clefs leur ſont confiées, & elles pourvoyent à tout. Il ſeroit à déſirer que dans les Etats Méridionaux les hommes veillaſſent avec autant d'attention aux affaires de leur département, & ſe conduiſiſſent avec autant d'économie. Les femmes ont le même emploi dans tous les états, & par-tout elles ſont libres de reſter dans la ſociété des hommes, de la quitter & d'y retourner.

On a mal informé l'auteur, au ſujet des Allemands d'origine, qui ſont en bien plus petit nombre que les Catholiques de religion; & comme dans les états voiſins, il y a beaucoup plus d'Allemands qu'en Maryland, on ne voit pas à quel propos l'auteur a fait une mention particulière de ceux que renferme ce dernier état.

Page 63. « La Virginie étoit, il y a deux ſiècles, » tout le pays que l'Angleterre ſe propoſoit d'oc» cuper dans le continent de l'Amérique ſeptentrionale. Ce nom ne déſigne plus que l'eſpace » borné d'un côté par le Maryland, & de l'autre » par la Caroline ».

Il ſeroit difficile de deviner ce que l'auteur a voulu dire avec cette *Virginie qui étoit tout le pays, &c.*

Sans examiner les ambiguités que peut occaſion-

ner une manière de s'exprimer auſſi obſcure, j'obſerverai qu'on les auroit épargnées toutes au lecteur, en lui diſant que le nom de Virginie donné par Raleigh à tout le pays dont il s'arrogea la propriété, ne déſignoit plus que l'eſpace borné par le Maryland, par la Caroline, par la mer, & par le Miſſiſſipi, à cauſe de différentes chartes que les rois accorderent enſuite pour le reſte du pays ſous d'autres noms. On ne conçoit pas où l'auteur a pris ce que l'Angleterre ſe propoſoit de faire. Au contraire, à juger par l'hiſtoire, elle n'avoit alors aucun projet. Raleigh obtint de la reine Elisabeth une charte pour tout le pays dont il prendroit poſſeſſion, & il ſe l'appropria depuis le vingt-cinquième degré de latitude juſqu'au golfe de Saint-Laurent.

Page 65. « La compagnie, &c. fut proſcrite à » l'avènement de Charles Ier au trône. » — Ce fut ſon père qui lui ôta la charte. — « Alors la » Virginie reçut le gouvernement Anglois. » — Il avoit été établi quatre ans auparavant, & la compagnie exerçoit le privilége d'approuver ou de rejeter les loix, qu'elle faiſoit paſſer au roi. — « La » couronne ne lui fit acheter ce grand avantage » que par une redevance annuelle de 2 ſ. 5 d. » pour chaque centaine d'acres qu'on cultive- » roit. » Cette redevance, appelée le *quit-rent*, n'étoit point réglée par le nombre d'acres qu'on

avoit mis en culture, mais par celui qu'on en poſſédoit : la quantité des terres cultivées étoit fort petite en comparaiſon de celles qu'on s'étoit appropriées; mais le *quit-rent* ſe payoit pour tout indiſtinctement.

« Juſqu'à ce moment, les Colons n'avoient pas » connu de véritable propriété. Chacun y erroit » au haſard, ou ſe fixoit dans l'endroit qui lui » plaiſoit, ſans titres ni conventions. » — Il y avoit beaucoup d'années que la compagnie vendoit & fieffoit les terres ; & avant cette époque tous les Européens qui habitoient ces contrées étoient des gens attachés à ſon ſervice. On a dit, en parlant des premiers établiſſemens, que les fieffataires les avoient payés en 1617.

Page 66. « Mais quelques habitans, ſéduits ou » gagnés, ſe voyant ſecondés d'une puiſſante flotte, » livrèrent la colonie au protecteur, (c'eſt-à dire, » à Cromwel.) » — Ne ſemble-t-il pas qu'il s'agit de la délivrance de quelqu'importante forteresſe, faite par des gens que les ennemis ont été néceſſités de ſéduire ou de gagner ? Le pays étoit hors d'état de ſe défendre ; toute l'oppoſition que firent les habitans ſe réduiſit à refuſer de ſe ſoumettre à des conditions trop dures : mais quand ils crurent devoir les accepter, ils les ſignèrent tous d'un conſentement unanime.

Page 71. L'auteur dit, par rapport au tabac:

« On penſa que rien ne contribueroit plus efficacement à le tirer de l'aviliſſement où il étoit » tombé, que de repouſſer de la province ceux » que le Maryland & la Caroline y portoient, » pour les faire paſſer en Europe. Si les légiſlateurs avoient été plus éclairés, &c. » L'auteur auroit dû nous apprendre d'où il a tiré cette loi qui nous eſt inconnue. Les habitans de la Caroline Septentrionale, qui touche la Virginie, l'y portèrent toujours & continuent de l'y porter, faute de havres. Ceux du Maryland auroient grand tort de les imiter, puiſque les vaiſſeaux vont commodément par la baye de Chéſapéak & par la rivière de Patowmac juſqu'à leurs terres.

Page 74. « L'auteur parle du droit d'appel à » l'aſſemblée générale. » — L'aſſemblée générale n'a jamais été un tribunal de judicature.

Page 77. « Comme il n'y avoit point de femmes » dans la province, & qu'ils n'en vouloient que » d'honnêtes, ils donnèrent 2250 livres pour » chaque jeune perſonne qu'on leur amenoit d'Europe avec un certificat de ſageſſe & de vertu. » Cet uſage ne dura pas long-tems. »

Il eût été mieux de dire qu'il ne commença jamais. On a remarqué pluſieurs fois que dès l'origine la compagnie n'y envoya que des gens à ſon ſervice, & qu'à peine le ſyſtême fut-il changé qu'il y paſſa des familles entières. On a fait, au

commencement de cet ouvrage, une mention particulière de mille deux cens ſeize perſonnes, tant hommes que femmes & enfans, qui s'y rendirent en 1619, formant une flotille de onze vaiſſeaux.

Ce ſeroit une tâche trop longue & trop pénible que de relever toutes les erreurs de M. l'abbé Raynal, au ſujet de la Virginie.

Je finirai par un paſſage ſi différent des autres, qu'il fait regretter aux amis de la vérité que l'auteur n'ait pas toujours puiſé dans la même ſource.

Page 83. « Des hommes qui préfèrent la tranquillité de la vie champêtre au tumulteux ſéjour des cités, devroient être naturellement économes & laborieux : il n'en fut jamais ainſi dans la Virginie. Toujours, ſes habitans mirent beaucoup de recherches dans l'ameublement de leurs maiſons. Toujours, ils ſe plurent à recevoir ſouvent leurs voiſins & à les recevoir avec oſtentation. Toujours, ils aimèrent à étaler le plus grand luxe aux yeux des navigateurs anglois que les affaires conduiſoient dans leurs plantations. Toujours, ils ſe livrèrent à cette moleſſe, à cette incurie ſi ordinaire aux régions où l'eſclavage eſt établi. Auſſi les engagemens de la province furent-ils habituellement très-conſidérables. Au commencement des troubles, on les

» croyoit de vingt-cinq millions livres (1). Cette » ſomme prodigieuſe appartenoit aux négocians » de la Grande-Bretagne pour des noirs ou pour » d'autres objets qu'ils avoient fourni. La con- » fiance de ces hardis prêteurs étoit ſpécialement » fondée ſur une loi injuſte qui aſſuroit leur » payement de préférence à toutes les autres dettes, » même antérieurement conttactées. »

L'incurie, l'indolence & le luxe ont été certainement le fléau de ce pays : le mal exiſte encore ; il ne laiſſe pas même d'être conſidérable, quoique diminué. Parmi les différentes cauſes auxquelles il doit ſa naiſſance, il faut compter ſur tout l'eſclavage, comme le dit l'auteur, & l'attention particulière que prenoit le gouvetnement anglois pour empêcher que les habitans ne ſe mêlâſſent beaucoup de l'adminiſtration des affaires publiques. Maintenant la jeuneſſe a pour aiguillon les emplois de tous les départemens & la conſidération de ſes propres concitoyens.

La facilité que donne la bonté du ſol de relever ſes affaires, contribue beaucoup à la négligence. L'occupation des femmes s'étendant ſur tout ce qui regarde l'intérieur de la maiſon, elles ont tout ſous les yeux, & l'amour-propre lui-même,

(1) Il ſeroit à déſirer qu'ils n'euſſent pas excédé de beaucoup cette ſomme.

ſoutenu par une ambition louable, les rend actives & ſoigneuſes. Un de leurs premiers ſoins eſt de bien recevoir les étrangers, enſorte qu'ils ſoient contens & qu'ils ſe félicitent de l'accueil qu'on leur a fait. Delà vient qu'elles ne ſont que trop portées à ſeconder leurs maris dans les dépenſes de la table, où les plats ſont ſi multipliés que les aſſiettes ne peuvent y trouver leur place. Les hommes obligés d'avoir des intendans pour leurs terres, auxquelles il ſeroit impoſſible de veiller toujours en perſonne, finiſſent inſenſiblement par leur en abandonner tout le ſoin, & peu à peu la molleſſe & la négligence amènent une létargie ſi profonde, que le mouvement ne peut plus renaître ſans une forte ſecouſſe, qui bientôt eſt ſuivie de l'activité la plus énergique.

L'auteur dit page 90, en parlant des huit propriétaires de la Caroline. « Le premier uſage que » firent de leur autorité ces ſouverains, ce fut de » créer trois ordres de nobleſſe. Ils appellèrent ba- » rons ceux qu'ils ne gratifioient que de douze » mille acres de terre. On donna le nom de caci- » ques à ceux qui en recevoient vingt-quatre mille; » & le titre de landgrave fut déféré aux deux qui » en obtinrent quatre-vingt mille chacun. »

On ne conçoit pas l'idée de l'auteur en ne faiſant mention que de deux landgraves. Eſt-ce pour tout le pays, ou pour chaque comté? Dans le

premier cas, c'eſt trop peu, dans le ſecond, c'eſt trop. Comme il annonce (page 85) que le ſiſtême légiſlatif du nouvel état fut tracé par le fameux Locke, il auroit pu prendre la peine de le lire. Il y auroit vu qu'il devoit y avoir un landgrave par comté; que chaque landgrave devoit avoir quarante-huit mille acres de terre, & non pas quatre-vingt mille; que les propriétaires pouvoient vendre de même que donner les terres aux nobles; qu'il devoit y avoir deux ordres de nobleſſe, & non pas trois; enfin qu'il n'y eſt point du tout queſtion de barons.

Page 92. « Le ſénat britannique prit enfin, en » 1728, le parti de rendre ce beau domaine à la » nation, & d'accorder à ſes premiers maîtres cinq » cens quarante mille livres de dédommagement. » George premier en prit le gouvernement en 1722, d'après les inſtances des habitans; pour la nation, elle n'y avoit nul droit, & le ſénat Britannique ne ſe mêla point de cette affaire.

Page 93. « Les deux contrées réunies occupent » plus de quatre cens milles ſur la côte, & en- » viron deux cens milles dans l'intérieur des terres. » Elles occupent environ ſix cens milles du côté de l'occident, ou dans l'intérieur des terres. Quant à leur étendue ſur la côte, elle étoit alors d'environ cinq cens milles, & elle n'eſt plus que de deux cens cinquante, depuis qu'on en a démembré

cet

cet eſpace qui forme actuellement l'état de Géorgie.

Page 94. « La Caroline ſeptentrionale eſt une » des plus grandes provinces du continent. » — Cela ne ſeroit pas, ſi ſa partie occidentale, au lieu de s'étendre juſqu'au Miſſiſſipi, n'étoit que de deux cens milles, comme M. l'abbé Raynal l'a dit à la page précédente, puiſque ſa largeur ne va pas à cent milles.

Page 95. « Ce ne fut que tard, que quelques » vagabons ſans aveu, ſans loix, ſans projets, s'y » fixèrent. » — Les premiers qui s'y fixèrent furent des Palatins induſtrieux & honnêtes, dont on a dit que les Indiens tuèrent cent trente dans une ſeule nuit. « Mais, avec le tems, les terres » devinrent rares dans les autres colonies. » — Si elles devenoient rares dans l'eſpace d'un ſiècle, ce ſeroit bientôt.

A la page 106, l'auteur fait une deſcription des enterremens bien différente de celle qu'il a faite page 33 & 34 de ceux de Penſilvanie, mais qui n'en eſt pas moins romanesque, & dont il fait naître certains effets terribles, qu'heureuſement les Caroliniens n'ont jamais éprouvés.

A la page 131, l'auteur commence à parler des deux Florides qui appartenoient à l'Angleterre, & dans ce tems il étoit difficile de prévoir qu'à la paix elles ſeroient cédées à l'Eſpagne, quoique les hoſtilités fuſſent déjà commencées entre les deux

nations. Les Florides deviennent donc, dans le ſens de l'auteur, une eſpèce de terre promiſe. Il convient que le ſol de la partie occidentale eſt *beaucoup trop ſabloneux*, mais il nous a dit plus haut « que les » Florides ont un avantage marqué ſur le reſte » de ce grand continent, & qu'il eſt permis d'eſ- » pérer que la vigne, que l'olivier, que le coton, » que d'autres plantes délicates y proſpéreront plu- » tôt & mieux que dans les provinces limitro- » phes. »

Ce que dit l'auteur au ſujet du coton eſt inconteſtable. L'expérience prouve qu'il demande le voiſinage de l'équateur, de même que le ſucre & le caffé. Mais les raiſins y contractent une trop grande douceur, & les olives une ſaveur forte & déſagréable.

C'eſt probablement parce que quelques *Torys* ſe refugièrent à Saint-Auguſtin, que l'auteur fait mention d'Américains, que le déſir du repos & l'attachement à la mère-patrie déterminèrent à ſe retirer dans les deux Florides, & la manière dont il en parle ſeroit capable de faire craindre une émigration funeſte aux Etats-Unis, vu le charme attractif de ce paradis terreſtre. Après avoir rapporté que des grecs y furent amenés par le docteur Turnbull : « Pourquoi, dit-il, Athènes & Lacé- » démone ne renaîtroient-elles pas un jour dans

» l'Amérique ſeptentrionale ? Pourquoi la ville de » Turnbull ne ſeroit-elle pas &c » ?

Au ſujet de ces émigrans, il fait des remarques vraiment curieuſes. « Les femmes qui, » à raiſon du changement de climat, n'accou- » choient d'abord que rarement, ſont actuel- » lement très-fécondes. On préſume que les enfans » auront une taille plus élevée qu'ils ne l'auroient » eu dans le lieu de leur origine. » Il auroit été bon d'expoſer la théorie de cette prétendue cauſe d'infécondité, en ſuppoſant qu'elle ſoit vraie, comme auſſi de démontrer ſur quoi peut être fondée cette préſomption à l'égard de la *taille des enfans*. Il dit enfin. « La petite peuplade a reçu de ſon fonda- » teur des inſtitutions qu'elle-même a approuvées, & » qui s'obſervent. Ce n'eſt encore qu'une famille » où l'eſprit de concorde doit durer long-tems. »

Voici les informations qu'on peut donner en échange à l'auteur. Pendant qu'il écrivoit, la concorde étoit dans ce pays ſemblable à celle qui régna entre Penn & les Quakers ſes premiers émigrans, ou plutôt, pour parler ſans figure, la diſcorde y régnoit déjà. La petite peuplade finit par ſe diſperſer. Le docteur Turnbull quitta la Floride avant la fin de la guerre, & depuis pluſieurs années il exerce la profeſſion de médecin à Charles-Town, où ſon mérite jouit de la conſidération qui lui eſt

due. L'auteur de cet ouvrage le connut à Smyrne, long-tems avant qu'il allât dans la Floride.

CHAPITRE VIII.

Du climat, du ſol, &c. des Etats-Unis.

La manière la plus courte de démontrer combien ſont romaneſques les deſcriptions que l'auteur nous a données du climat, du ſol, de la prétendue dégénération des animaux, des plantes, &c. eſt de dire les choſes telles qu'elles ſont. Ces détails mettront le lecteur à portée de réfuter encore les autres hiſtoriens.

A l'égard du climat tout homme qui a voyagé en Europe & en Aſie, & qui a obſervé les cauſes locales des diverſes qualités d'air, des fièvres tierces & des autres maladies, doit ſe figurer qu'il exiſte à-peu-près la même choſe en Amérique à pareil dégré de latitude. Les fièvres tierces y ſont plus communes & plus opiniâtres; mais cela paroît provenir plutôt du défaut de culture, que de la nature du climat. Ce ne ſont pas les grands lacs qui infectent l'air, ce ſont les eaux ſtagnantes répandues çà & là. Par-tout où l'on poſsède beaucoup plus de terre qu'on ne ſauroit en cultiver, comme on ne peut applanir tout le ſol ni faire les écoulemens néceſ-

ſaires, il doit y avoir néceſſairement beaucoup de cavités où ſéjournent les eaux de pluie. En Virginie, par exemple, à l'exception du terrein, qui eſt naturellement en pente, & qui forme ſans comparaiſon la plus grande partie, il n'y a peut-être pas un champ où les eaux de pluie ne ſéjournent. Dans les bois où le ſol conſerve toujours l'état de nature, les endroits couverts d'eaux ſtagnantes doivent être en plus grand nombre, & l'on a déjà dit que la quantité des terres en friches ſurpaſſe de beaucoup celle des terres en culture. Un grand inconvénient de pareille eſpèce provient des eaux des moulins, qui couvrent ſouvent trente ou quarante acres de terres. On trouve fort peu de moulins où les eaux ſoient renfermées dans des canaux, effet de l'abondance du terrein & de la crainte de manquer d'eau dans les tems de ſéchereſſe. Tout le monde n'eſt pas encore perſuadé que par les évaporations ſur une ſi grande ſurface on en perd une plus grande quantité que celle qu'on ſeroit forcé de négliger ſi on la conduiſoit par des canaux.

Quant à l'inconſtance du climat, dont beaucoup de gens ſe plaignent, & que pluſieurs écrivains exagèrent prodigieuſement, j'ai entendu les mêmes plaintes par-tout où je me ſuis trouvé, tant en Europe qu'en Aſie; quoique je n'en aie pas examiné par-tout les cauſes particulières, auſſi bien qu'en Amérique. De plus, dans les États-Unis d'Améri-

que, dans l'Aſie mineure, en Italie, dans les parties méridionales de la France &c, il n'arrive jamais de paſſer du chaud au froid & du froid au chaud trois ou quatre fois le même jour, comme je l'ai éprouvé dans toute la partie de l'Europe ſituée depuis le quarante-ſeptième juſqu'au cinquante-cinquième degré de latitude. Il eſt certain que les mêmes vents ne produiſent pas par-tout les mêmes effets. Le vent qui vient directement du pole, n'eſt pas par-tout le plus froid, de même que celui qui vient directement de l'équateur, n'eſt pas le plus chaud dans toutes les régions.

On a déjà dit, que dans cette partie de l'Amérique dont il eſt queſtion, le froid eſt quelquefois beaucoup plus grand qu'il ne l'eſt en Europe à latitude égale. Cette particularité provient du vent de nord-oueſt qui paſſe à travers un continent immenſe & inculte. Ce vent eſt le fléau deſtructeur des fruits dans les états du milieu, parce qu'il arrive fréquemment qu'il amène du givre & même de la gelée dans le printems, lorſqu'ils ont déjà commencé à groſſir. Dans les parties les plus ſeptentrionales, il ſont moins expoſés, le printems étant plus tardif, & dans les plus méridionales, ils le ſont moins auſſi, parce que la force du ſoleil s'oppoſe à l'effet du vent.

En 1774, au commencement de mai, ce vent fit ſentir toute ſa force, il régna pendant trente-ſix

heures, & le froid qu'il occaſionna fut tel que, le matin du 5, on vit dans pluſieurs endroits de la Virginie de la glace, qui avoit plus de trois lignes d'épaiſſeur. Les vieillards les plus âgés n'avoient jamais été témoins d'un pareil évènement. Les nouvelles feuilles des gros arbres ſéchèrent dans les bois, ainſi que les petits chênes & autres tiges, qui pouvoient avoir deux ou trois ans. Le bled ſouffrit au point que généralement on le crut mort; il y eut quelques endroits où on le laiſſa paître par les beſtiaux, dans d'autres on laboura le terrein ſur le champ, pour y ſemer du bled de Turquie, ou pour en faire un autre uſage. Par-tout où on laiſſa le bled ſur pied, il vint fort mal, & la récolte fut très-médiocre. Les fruits étoient déjà très-avancés, & tous périrent, à l'exception de ceux qui ſe trouvèrent dans un petit nombre d'endroits privilégiés, dont on rencontre plus ou moins dans toutes les parties du monde.

Chaque année la végétation contredit M. l'abbé Raynal qui l'a taxée d'être tardive dans ces climats; mais ſur-tout à cette époque, les vignes lui donnèrent un démenti bien formel. Les grappes de raiſin étoient déjà fort longues, lorſque toutes les jeunes pouſſes ſéchèrent, & quelques vignes perdirent même la partie du vieux bois qui en étoit la plus voiſine. Elles reprirent toutes,

tant les vignes domeſtiques qui ſont dans les vergers, que les vignes ſauvages qui ſont dans les bois; elles produiſirent preſque la même quantité de raiſins, qui parvinrent à leur maturité dans le tems ordinaire.

Je crois devoir avertir ici le lecteur que les privilèges attribués, par M. l'abbé Raynal, au bled de Turquie dans ce pays, ne peuvent ſervir qu'à groſſir la liſte des curioſités imaginaires. Après avoir fait, à la page 157, une deſcription minutieuſe de cette plante, comme ſi elle étoit inconnue en Europe, & après en avoir, à la page ſuivante, montré l'uſage avec la manière de la cultiver, il conclud: « Sa ſemence peut être gelée » au printems, même à deux ou trois repriſes, » ſans que les récoltes ſoient moins abondantes.» Lorſqu'il eſt ſurvenu une gelée, les payſans n'attendent pas la ſeconde; auſſi-tôt ils labourent & ſement de nouveau; & quand ils la laiſſent dans l'état où l'a réduite la gelée, elle reprend, comme toutes les autres plantes, mais la récolte eſt fort mauvaiſe.

Le froid exceſſif n'eſt pas de longue durée; la continuation de la gelée ne prouve rien, quoiqu'en diſent quelques perſonnes. Le vent de nord-oueſt ſe fait ſentir à différentes repriſes, & rarement il règne plus de trois jours conſécutifs, mais ſouvent il retourne avant que le dégel ait

eu lieu ; car il faut pour cela beaucoup de tems, s'il ne ſurvient une pluie amenée par des vents de la partie du midi ; & pour conſerver la glace, bien d'autres vents ſuffiſent qui ne ſeroient point aſſez froids pour la former. Si le froid étoit continu, & qu'au contraire il n'y eût pas de longs intervalles d'un tems doux, le printems ſeroit retardé, & les fruits ne ſouffriroient point.

Quant à ce qui regarde le ſol, les relations qui furent envoyées en Europe dans les premiers tems des établiſſemens, étoient dans le genre de celles que M. l'abbé Raynal donne à ſes lecteurs. Ceux qui débarquèrent ſur un bon terrein en firent un récit à faire croire qu'ils avoient trouvé la terre promiſe ; les autres ne virent que les déſerts d'Arabie. Vers la fin du ſiècle dernier, Hubbard & quelques autres écrivirent avec plus de ſoin ; enfin les voyageurs actuels, qui n'apportent aucun préjugé dans l'examen du pays, n'y reconnoiſſent aucune de ces prodigieuſes ſingularités qu'enfantent l'ignorance, le goût pour le merveilleux & le plaiſir de vanter ou de décrier.

Il y a des terres de toutes les qualités, depuis les meilleures juſqu'aux plus chétives. La partie la plus graſſe de la terre des montagnes & des collines eſt tranſportée par les eaux, comme il arrive ailleurs, dans les plaines adjacentes, dans les vallées & dans les lits des fleuves. Les terres neuves ſont

plus fertiles la première année, de même qu'en Europe, lorſqu'elles ſont ſuffiſamment travaillées, & c'eſt ce qui arrive rarement, parce que le travail étant cher, & les terres à bon marché, on ſonge à retirer le plus qu'on peut du travail plutôt que de la terre; de-là vient que les terres neuves rapportent généralement plus la ſeconde année que la première, & quelquefois plus la troiſième que la ſeconde. Lorſqu'elles commencent à maigrir, on les aide avec des fumiers comme en Europe, ou on les laiſſe repoſer ſuivant les circonſtances.

S'il faut en croire M. l'abbé Raynal, le bled de Turquie eſt le ſeul grain que produiſe le ſol de la Nouvelle-Angleterre, & encore en produit-il une ſi petite quantité, que ſans la pêche, on y mourroit de faim. L'inconvénient le plus commun par rapport au ſol dans trois des états de la Nouvelle-Angleterre, eſt la quantité conſidérable de pierres. D'ailleurs le terrein eſt bon en général & produit tout ce que comportent les diverſes ſituations locales & la latitude. L'auteur ſeroit fort embarraſſé, s'il étoit obligé de citer dans les treize états un endroit de médiocre étendue, où il ne ſe trouve pas des terres de toutes ces qualités, à l'exception du diſtrict de Kentucky.

Ce diſtrict, dans la partie occidentale de la Virginie, qui pourra devenir, avec le tems, un

état ſéparé, offre le meilleur ſol, connu juſqu'à ce jour, de tout le territoire des Etats-Unis. Je dis *connu juſqu'à ce jour*, parce que le pays n'eſt pas encore ſuffiſamment examiné. Les connoiſſeurs le diviſent en ſix claſſes, dont la dernière eſt, ſelon eux, au-deſſus de la médiocre des autres parties des Etats-Unis. La première claſſe pourroit, je crois, ſe comparer à la terre de *Labour* dans le royaume de Naples, que les Romains appeloient la *Campagne heureuſe*, & la ſeconde aux meilleurs terres de la Lombardie. Pour arriver à cet excellent terrein, dont l'étendue eſt très-vaſte, il faut traverſer du côté de l'Orient plus de cent milles d'un pays ſi mauvais, que ſelon l'opinion générale, on ne pourra jamais l'habiter. Ces extrêmes ſemblent indiquer que la nature, conſidérée en grand, a voulu être impartiale.

Les animaux ont dégénéré dans les endroits où ils ont été négligés, & le contraire eſt arrivé dans ceux où l'on en a pris ſoin. Par-tout, on en trouve de différentes qualités, mais la différence eſt plus ou moins grande. Rhode-Iſland l'emporte pour la groſſeur des bêtes à cornes; la Virginie pour la bonté & la beauté des chevaux. Quant aux chevaux d'Amérique, ſur-tout ceux de Virginie, je m'en rapporte au jugement des troupes européennes qui les ont vus. Dans l'état de Rhode-Iſland, le climat, le ſol & d'au-

tres circonſtances locales contribuent peut-être à la groſſeur démeſurée des bêtes à cornes. La ſupériorité des chevaux de Virginie provient entièrement, je crois, du ſoin particulier qu'on y prend d'entretenir & d'améliorer les races.

Les porcs ſe maintiennent & ſe multiplient chez nous plus facilement qu'en Europe, à cauſe de la quantité de bois que nous avons. Les moutons y profitent très-bien par-tout où l'on en a ſoin, ſur-tout en les faiſant changer fréquemment de ſéjour. Une expérience univerſelle a démontré, ce me ſemble, qu'ils ſont dans le cas de dégénérer, quand ils reſtent trop long-tems dans le même endroit.

La matière eſt étendue. Il y auroit beaucoup à dire à cet égard, mais comme elle a été traitée par M. Jefferſon beaucoup mieux que je ne pourrois le faire, je renvoie le lecteur à ſes *Notes*. C'eſt-là qu'il pourra voir la plus parfaite deſcription qui exiſte de l'homme & des animaux d'Amérique; il y verra de plus, une comparaiſon de ces animaux avec ceux d Europe, & les erreurs où ſont tombés, juſqu'à ce jour, divers écrivains, ſans excepter M. de Buffon lui-même. Au reſte M. Jefferſon rend à ce célèbre naturaliſte le juſte tribut qu'il mérite, en diſant: « Ce dont on doit s'étonner, ce n'eſt » pas de ce qu'il reſte encore quelque choſe à » corriger dans un ſi grand ouvrage; c'eſt bien

» plutôt de ce qu'il s'y en trouve ſi peu (1). »

Je voudrois pouvoir appliquer ces mêmes paroles à M. l'abbé Raynal; mais le reſpect que je dois à la vérité me force à dire tout le contraire.

M. Paw eſt le ſeul qui ſe ſoit encore plus diſtingué que M. l'abbé Raynal par ſes erreurs ſur l'Amérique. M. Paw, perſuadé que le nouveau monde eſt inférieur en tous points à l'ancien, a cherché ſoigneuſement tout ce qu'il a cru favorable à ſon ſyſtême; il eſt venu à bout, par ce moyen, d'enfanter trois volumes où le lecteur eſt obligé de parcourir une foule d'aſſertions, avant d'en trouver une ſeule vraie, quoiqu'il n'y en ait preſque pas qui ne ſoit fondée ſur quelque autorité. L'auteur a le mérite d'avoir compilé le premier un ouvrage de cette nature, qui néceſſairement lui aura coûté beaucoup de peine. Quant aux preuves, le lecteur peut bien s'imaginer qu'elles n'ont pas été puiſées dans des ſources fort pures; la majeure partie a été fournie par des gazetiers & des voyageurs ignorans, au point de ne pouvoir pas donner une deſcription médiocre des choſes les plus communes de leur propre pays. J'ai appris que M. Paw s'étoit enfin apperçu de ſon erreur, & comme je le tiens de quelqu'un dont je ne

(1) The wonder is, not that there is yet ſomething in this great work to correct, but that there is ſo little.

puis révoquer le témoignage en doute, & qui m'a aſſuré l'avoir entendu dire à lui-même, on doit eſpérer qu'il uſera de la même franchiſe envers le public.

La prétendue dégénération des graines & des plantes n'eſt pas moins chimérique que tant d'autres aſſertions hazardées par M. l'abbé Raynal. Parmi tous les végétaux qui ſervent de nourriture à l'homme dans les climats les plus avantageux de l'Europe, il y en a peu dont je n'aie fait l'eſſai en Amérique. Pluſieurs ont acquis une meilleure qualité; d'autres ont ſoutenu celle qu'ils avoient; pas un n'a dégénéré. Cela ne prouve au reſte aucune ſupériorité de la part du ſol & du climat; la même choſe eſt arrivée à pluſieurs de ceux que j'ai envoyés d'Amérique en Europe. Il eſt reconnu maintenant que le changement de lieu eſt généralement favorable au règne végétal, de même qu'au règne animal. D'après cela, les payſans devroient dans tout pays, au lieu de ſe ſervir de ſemences de leurs propres récoltes, les échanger contre d'autres nées à quelque diſtance de leurs champs.

On peut oppoſer que pluſieurs fois l'expérience a démontré le contraire, à l'égard de ce qu'on a fait paſſer d'Europe en Amérique, ou d'Amérique en Europe, de même qu'à l'égard de ce qui nous eſt venu d'Aſie ou d'Afrique. Mais com-

ment ces expériences ont-elles été faites ? ſi l'on y a mis la même intelligence & la même attention, s'il y avoit de plus égalité de ſol & de climat, je doute de la vérité du fait. Si par exemple on tranſporte de l'Angleterre dans la Géorgie un végétal qui demande un climat froid, ou de la Géorgie en Angleterre le riz & l'indigo : ſi ce qui demande un terrein ſabloneux & pierreux eſt confié à une terre graſſe & argileuſe, & que ce qui veut une terre graſſe, ſoit ſemé ou planté dans une terre maigre : ſi la pareſſe ou l'ignorance tiennent la place de l'intelligence & de l'attention, il en réſultera certainement une détérioration fort grande.

Une quantité conſidérable de marcotes de vigne de Toſcane, embarquées vers la fin de 1774, n'arrivèrent en Virginie, à l'endroit de leur deſtination, que vers la fin de juin 1775. Il eût paru inutile de les planter dans cette ſaiſon, quand même elles ſeroient arrivées en bon état. Cependant on en fit l'eſſai. On choiſit environ quinze cens de celles qui parurent n'être pas tout-à-fait sèches, & on les planta dans divers endroits. Plus de la moitié y prirent racine, & les marcotes de la ſeconde année furent ſi longues & ſi épaiſſes, que les payſans Italiens qui en furent les témoins, diſoient qu'il ſeroit impoſſible de le faire croire dans leur pays natal. Les raiſins qu'elles

produiſirent, avoient plus de ſaveur & de ſubſtance que ceux de même qualité qui viennent en Toſcane. Au reſte cet effet provint peut-être de ce qu'ils étoient d'environ cinq dégrés & demi plus prêts de l'équateur. Ces vignes, qui d'ordinaire rendent moins en Toſcane la troiſième année que la ſeconde, rendirent plus chez nous. La quatrième, il y eut une quantité prodigieuſe de raiſin, mais les circonſtances des tems en détournèrent l'attention, & elles finirent par être détruites.

Avant que cet évènement arrivât, on en avoit pris des marcotes qu'on avoit plantées dans un terrein mieux ſitué, appartenant à M. Jefferſon, dont nous avons déjà parlé. Quelques-unes des vignes produites par ces marcotes, dans l'automne de 1783, après qu'on en eut cueilli les raiſins, pouſsèrent de nouveau, & les grains étoient aux deux tiers de leur groſſeur vers la moitié du mois d'octobre; mais M. Jefferſon étant allé au congrès, d'où il paſſa enſuite en Europe, il n'a pu ſavoir s'ils étoient parvenus à leur parfaite maturité.

Outre ces marcotes, arrivèrent de la rivière de Gênes des plants de citronniers & d'orangers; ils étoient de différentes grandeurs, & avoient été embarqués avant les marcotes. On en planta près de cent vingt; preſque tous prirent racine; plus de la moitié fleurirent; il y en eut environ vingt qui donnèrent des fruits, & vers la fin d'octobre

tobre ces fruits avoient deux pouces de circonférence. Pendant l'hiver les plans moururent preſque tous juſqu'au tronc ; on en tranſplanta dans un autre endroit qu'on crut plus convenable, & l'on uſa des plus grandes précautions pour les défendre des rigueurs de l'hiver, mais en vain ; peu d'années après ils furent tous détruits.

Les oliviers eurent le même ſort. Au printems ils reprenoient, & les nouvelles pouſſes étoient plus belles qu'elles ne l'auroient été en Italie ; mais la quatrième année ils périrent entièrement.

Dans les terreins bas, les figuiers viennent aſſez bien ; mais placez-les ſur des terreins élevés, quand l'élévation ſeroit moindre qu'en Italie & même à ſix dégrés plus près de l'équateur, c'en eſt aſſez pour les faire périr.

Le ſol du pays n'eſt pas aſſez connu pour que l'on puiſſe choiſir les quartiers les plus avantageux. Je ſuis perſuadé qu'avec le tems, on en découvrira beaucoup où une légère diſtance ſuffit pour faire avancer de pluſieurs ſemaines la maturité de certains fruits, & pour en mettre d'autres à l'abri de la rigueur des ſaiſons, comme on fait dans les autres pays. On connoît déjà quelques-uns de ces endroits. Quant aux oranges, limons, &c., je n'eſpère pas qu'on puiſſe trouver un endroit ſuffiſamment protégé contre les effets du vent de nord-oueſt, ſi l'on veut le prendre plus nord

que le trente-ſixième dégré de latitude à l'eſt des monts Allegany (1). Ces montagnes, qui ſont au rang des plus hautes connues juſqu'à ce jour dans l'Amérique ſeptentrionale, ſont peu de choſe en comparaiſon des Apennins.

Il eſt vrai que Piſe, ville de Toſcane ſituée à quarante trois dégrés vingt minutes de latitude, où l'on a toujours vu les oranges, limons & les autres arbuſtes & plantes également tendres, réſiſter aux hivers les plus rigoureux, tant dans la ville qu'à quelques milles de circonférence, eſt protégée contre les vents du nord par une montagne beaucoup moins haute que les Apennins, & dont le pied eſt à trois mille de diſtance de la ville. Mais il faut conſidérer que l'atmoſphère n'eſt jamais auſſi froid, pas même à pluſieurs milles de diſtance, que dans ces régions d'Amérique dont il eſt queſtion, & que le froid n'y arrive pas auſſi ſubitement qu'il arrive en Amérique au moyen du vent de nord-oueſt. De plus, pour former la température conſtante de l'heureux climat de Piſe, peut-être le ſeul au monde à pareille latitude qui n'ait pas une bordure de montagnes comme la rivière de Gênes juſqu'à Nice, il a fallu le concours de diverſes autres cauſes dont quelques-unes peu-

(1) Les monts Allegany ſont ceux que les François appellent Monts Apalaches.

vent ſe conjecturer, & d'autres probablement demeureront pour jamais un ſecret de la nature (1).

Quoique les ſingularités & les phénomènes ſoient ſouvent le fruit d'un imagination exaltée, on voit cependant preſque par-tout, que la nature a fait ça & là de petites diſtinctions, & qu'il en eſt quelques-unes dont elle n'a point voulu que l'on pénétrât les cauſes, malgré ce qu'en peuvent dire de prétendus philoſophes toujours prêts à rendre raiſon de tout.

On dit qu'à deux ou trois cens milles de diſtance oueſt des monts Allégany, au midi du fleuve Ohio, & particulièrement à Kentuchy, le vent de nord-oueſt n'y règne point, & que les ſaiſons y ſont beaucoup plus tempérées; peut-être trouvera-t-on de ces côtés, avec le tems, quelque ſite où ces plantes pourroient croître en plein air. Cependant, comme dans les pays plus chauds que ſur la rivière de Gênes, qu'en Toſcane & à Naples, les limons ont, à proportion que la chaleur y eſt plus grande, l'écorce plus groſſe & le jus moins délicat, je ſuis perſuadé que l'Europe l'emportera

(1) Un voyageur François fait cette obſervation en parlant de Piſe : « L'hiver y eſt ſi doux que la neige y eſt regardée comme une choſe très-extraordinaire, & qu'en cas de neige, aux termes des conſtitutions de l'univerſité, elle a vacance. »

toujours ſur l'Amérique en ce point, comme l'Italie l'emportera toujours ſur les autres régions de l'Europe. Il en pourroit bien être autrement à l'égard des oranges douces, puiſque celles de Malte l'emportent un peu ſur celles de Piſe, c'eſt-à-dire ſur les meilleures du continent d'Europe, & ſont un peu inférieures à celles de Tripoli.

Il n'eſt pas poſſible encore de juger des avantages naturels de ce pays, ſur-tout des parties les plus méridionales, qui juſqu'à préſent ont éprouvé plus que toute autre l'inconvénient d'être cultivées par des étrangers, ſortis de climats ſi différens que leurs idées contrarioient la nature, au lieu de la ſeconder. Les jardiniers anglois & écoſſois, établis en Virginie, n'avoient pu venir à bout d'y rendre la chicorée bonne à manger; cultivée par des payſans italiens, elle y vint auſſi bien que dans aucune partie de l'Europe. Quelques perſonnes prétendirent que la graine étoit d'Italie, & que de-là provenoit la différence; mais elle étoit de Williamsburg, d'où l'avoit tirée un jardinier écoſſois, appartenant au lord Dunmore, parce que celle d'Italie s'étoit gâtée dans la traverſée. Les jardiniers anglois, pour vouloir ſuivre la méthode de leur pays, parvenoient difficilement à leur but. Par la même raiſon les payſans Italiens réuſſiſſoient ſans peine, & ſans avoir beſoin d'être jardiniers. Le célèbre docteur Fothergill me dit un

jour qu'un Ecoſſois de ſa connoiſſance, s'étant établi dans la Caroline méridionale, commença ſes opérations de culture par planter un amandier contre un mur expoſé au midi : en conſéquence l'amandier fut bientôt brûlé par l'ardeur du ſoleil. La même faute de ſuivre toujours aveuglément les uſages du pays d'où l'on ſort, a fait qu'on a négligé de s'éclairer par des expériences, & de ſonger à la recherche des meilleures plantes. Les vergers de Virginie n'offrent point d'autres qualités de vigne que celles qui ſont en Angleterre. Les figuiers y viennent auſſi bien qu'en Proveuce, en Italie & dans l'Aſie mineure ; mais il n'y en a que deux ou trois qualités, & aucune n'eſt des meilleures. Dans le voiſinage de Richmon, au lieu de les former en arbres, on les laiſſe en bois faute de les cultiver.

Dans la plus grande partie du territoire des Etats-Unis, & ſur-tout en Virginie, il paroît que la nature favoriſe beaucoup les vignes. La nature ſe plait quelquefois à des jeux ; mais elle ne trompe point. Je n'ai vu dans aucun pays des vignes ſauvages, ſi parfaites, ſi variées & en ſi grande abondance. Dans les années 1775 & 1776, je fis avec quelques-uns de ces raiſins, que je choiſis parmi les meilleures qualités, environ trois cens bouteilles de vin, bien ſupérieures aux vins communs d'Italie, & à celui qu'on fait dans les voiſinages

de Paris. En cultivant ces vignes, chaque année les nouveaux jets ſont plus forts, & les nouveaux raiſins plus gros & meilleurs; mais il faudra, je crois, pluſieurs générations de plantes pour les porter à leur dégré de perfection; la raiſon en eſt que les premières marcotes ſont bien maigres, comme on eſt obligé de ſe ſervir des vignes de bois, qui montent juſqu'aux ſommets des arbres, & portent une quantité prodigieuſe de branches; je crois cependant que malgré les avantages naturels que les vignes ont dans ces pays, il n'y en aura pas beaucoup, tant que les terres ſeront à bon marché; car le travail étant cher à proportion, on ne ſe ſouciera point d'en employer beaucoup à une culture qui exige des ſoins aſſez recherchés, & dont on ne commence à jouir qu'au bout de quatre ou cinq ans.

Ces détails paroîtront peut-être minutieux à quelques-uns de mes lecteurs. Je n'ai pas heſité néanmoins à les préſenter, perſuadé que non-ſeulement ils ſont utiles, mais même qu'ils ſont néceſſaires pour faire appercevoir la vérité dans tout ſon jour, & pour faire naître des conjectures bien fondées. J'écris pour le petit nombre de ceux qui ſont curieux de s'inſtruire. C'eſt mon unique objet; peu m'importent les applaudiſſemens, ou la critique de ceux qui voudroient qu'on leur dît les choſes comme ils déſireroient qu'elles fuſſent, plutôt

que comme elles ſont, ou qui ont beſoin d'un ſtile fleuri, & de figures poëtiques pour les tenir éveillés dans leurs lectures.

Il eſt tems actuellement d'examiner les principes philoſophiques & politiques de M. l'abbé Raynal, à l'occaſion de la révolution des Etats-Unis, & ſur tout ce qui peut y avoir rapport.

CHAPITRE IX.

De la conduite de la France.

L'AUTEUR, d'après ſon début, tome 9, page 342, annonce le plus grand déſir d'être impartial. « Ici notre tâche devient de plus en plus difficile. Notre objet unique eſt d'être utile & vrai. » Loin de nous tout eſprit de parti qui aveugle » & dégrade ceux qui conduiſent les hommes & » ceux qui oſent aſpirer à les inſtruire. Nos vœux » ſont pour la patrie, & nos hommages pour la » juſtice. »

Les intentions de l'auteur ne peuvent pas être plus pures. On ne ſauroit trouver à redire qu'à l'égard de l'exécution qui n'y a pas répondu. Peut-être a-t'il craint d'être partial, à cauſe de ſon zèle patriotique, & un excès de délicateſſe l'a fait tomber dans l'autre extrême. De-là des actions

dignes d'éloges, ſoit de la France, ſoit de ſes alliés, ſont écrites de la manière la plus sèche & la plus froide, ou fauſſement interprétées. De-là auſſi la conduite du gouvernement de France, paroît toute autre qu'elle n'a été. Sa modération devient crainte, ſa généroſité imprudence, ſa prudence puſillanimité, ſon courage & ſa franchiſe témérité & inſolence.

Il fait paroître les Américains ſur le champ de bataille, tantôt comme des Arabes, tantôt comme un vil troupeau. Le général Waſhington y joue le rôle d'un ſergent de milices; & comme le même auteur ſe plaint de ne pouvoir trouver des expreſſions ſuffiſantes pour exalter certaines actions des miniſtres anglois, qui, à tout autre, paroîtroient tout au plus indifférentes, on doit ſuppoſer que tout cela provient du même principe.

C'eſt à ce principe qu'il faut également attribuer la facilité avec laquelle il a cru leurs aſſertions, quoiqu'elles fuſſent ſans fondement. Après avoir dit que « le même délire qui entraînoit le miniſ-» tère britannique à l'attaque de ſes colonies, le » réduiſoit à la néceſſité de déclarer dans l'inſtant » la guerre à la France, (parce que cette puiſſance, ainſi que l'Eſpagne, étoient, ſelon lui, dans un état déplorable); après avoir ajouté que « l'importance dont il étoit pour l'Angleterre » d'ôter à ſes ſujets *rebelles* le ſeul appui qui leur

» fût aſſuré, auroit diminué l'indignation qu'inſ-
» pire la violation des traités les plus ſolemnels; »
il conclud ainſi, page 340 : « George III ne vit
» rien de tout cela. Les ſecours obſcurs que la
» cour de Verſailles faiſoit paſſer aux provinces
» armées pour la défenſe de leurs *droits* (1), ne
» lui déſillèrent pas les yeux. »

Si ces ſecours obſcurs avoient été réellement envoyés, nous les aurions reçus avec beaucoup de plaiſir, parce que nous en avions un grand beſoin. Mais malheureuſement pour nous, il n'en fut pas ainſi. Il eſt certain que les Anglois l'imaginèrent; il eſt certain auſſi que M. l'abbé Raynal fut aſſuré du contraire par des perſonnes qu'il ſavoit ne pouvoir l'ignorer. Cependant l'auteur non-content de l'avoir dit une fois, le répète en pluſieurs endroits & plus affirmativement que par-tout ailleurs à la page 357. « Il eſt aujourd'hui connu que
» cette couronne, qui, depuis le commencement
» des troubles, avoit donné des ſecours ſecrets
» aux Américains, &c. »

Au commencement de 1756, les miniſtres anglois continuoient à flatter l'ambaſſadeur de France par des démonſtrations de paix, tandis que

(1) L'auteur en convenant que nous défendions nos *droits*, auroit dû ſe diſpenſer de nous appeler *rebelles*; car il eſt bien difficile d'accorder ces deux idées.

leurs vaiſſeaux de guerre avoient déjà fait environ vingt-deux mille matelots françois priſonniers. D'après cela ces ſecours ſecrets ou obſcurs n'auroient pas été ſi mal vus. Mais le fait eſt que la cour de Verſailles ne vouloit point la guerre, & que pour l'éviter & pour convaincre l'Europe de ſa modération, elle daigna donner à l'ambaſſadeur anglois plus de ſatisfaction que le noble orgueil de la nation ne ſouhaitoit qu'on n'en accordât.

Les circonſtances rendoient une telle conduite abſolument néceſſaire. Louis XIV épouvanta l'Europe. Les effets de la terreur que ſes deſſeins avoient répandue ſubſiſtoient encore. Les ennemis de la France n'ont ceſſé d'en profiter. La prévention, en accréditant les fables & les exagérations, donnoit aux impoſteurs plus d'impudence & d'effronterie. Les ſuppoſitions ſur l'ambition exceſſive, ſur la politique raffinée, ſur les ſubterfuges, les détours & les intrigues de la France, s'étoient changés, ſi j'oſe m'exprimer de la ſorte, en *axiômes créateurs*, puiſqu'à force de les répéter comme tels, elles avoient acquis la vertu de convertir en axiôme toute aſſertion fondée ſur leur baſe. Mais la France, qui avoit adopté le ſyſtême de ſubſtituer la conſidération à la crainte, convaincue que les fondemens de la véritable grandeur doivent être établis ſur l'eſtime des nations, a ſenti qu'il lui falloit donner des preuves pour détruire le

préjugé dominant. C'eſt ce qu'elle a pris le parti de faire, & l'effet a répondu à des vues ſi ſages, quoique cette conduite n'ait pas mérité l'approbation de M. l'abbé Raynal, comme nous ne tarderons pas à le voir.

On ne peut s'empêcher d'admirer l'aveuglement que l'auteur attribue à George III, au ſujet des *ſecours obſcurs*, puiſque ce monarque vit ou plutôt crut voir, même ce qui n'étoit pas, à juger d'après les repréſentations qu'il faiſoit faire ſans relâche par ſon ambaſſadeur à la cour de Verſailles.

Tant que le général Paoli ſe ſoutint en Corſe, il reçut des ſecours de l'Angleterre. On ne doit pas en conclure qu'ils lui furent envoyés par cette cour, car ils ne furent que des libéralités de particuliers. La différence dans les deux cas eſt qu'on envoya d'Angleterre en Corſe de l'argent & des armes, & tout cela en pur don. Au contraire, on nous apporta des armes & d'autres marchandiſes, & tout nous fut vendu. La cour de Londres ne s'oppoſa point aux expéditions que firent ſes ſujets; celle de Verſailles y mit des entraves qui, dans diverſes occaſions, produiſirent leur effet.

La ſuppoſition qu'en France la cour peut tout, a fait que quelques perſonnes ont ſoutenu formellement qu'elle avoit autoriſé les expéditions de ſes négocians pour l'Amérique, quoique toute la baſe de cette aſſertion ſe réduiſe à la ſuppo-

ſition ſeule. Quand même le gouvernement n'auroit pas pris toutes les précautions poſſibles pour empêcher ces expéditions, il ne s'enſuivroit pas de-là qu'elles auroient été faites de ſon conſentement, & beaucoup moins que *cette couronne auroit donné des ſecours ſecrets aux Américains.* En admettant qu'elle eût pu venir à bout de les empêcher, ſi elle eût uſé de la plus grande rigueur à l'égard de ſes ſujets, il reſteroit à conſidérer ſi cette conduite eût été juſte, prudente & honorable, ſur-tout quand la cour d'Angleterre n'avoit mis aucune oppoſition aux ſecours envoyés aux Corſes. Il n'eſt cependant pas certain qu'on eût pu les empêcher entièrement, lorſque toutes les claſſes de la nation les approuvoient; & qui ne ſait que l'approbation univerſelle eſt toujours un puiſſant paſſeport?

Le docteur Franklin étoit en France depuis un an, ſans qu'on l'eût encore écouté, lorſque le gouvernement apprit, à n'en pouvoir douter, que la cour d'Angleterre avoit réſolu de ſe réunir avec les colonies & de tourner ſes armes contre la France. Alors il étoit vraiſemblable que ſi la France continuoit à rejeter les propoſitions des Américains, ils accepteroient celles de l'Angleterre. Dans ce cas, on auroit vu ceſſer le ſchiſme intérieur de ce royaume, occaſionné par la guerre

contre les colonies, & toutes ſes forces ſe ſeroient trouvées réunies contre la maiſon de Bourbon.

Qu'auroit dit l'univers en général, & M. l'abbé Raynal lui-même, ſi la France avoit laiſſé manquer l'occaſion favorable de contribuer à ſéparer deux peuples dont l'union commençoit à devenir redoutable, & ſi elle avoit négligé l'eſpérance preſque certaine de ſe venger des affronts qu'elle avoit ſoufferts, & de ſecouer la ſervitude ignominieuſe d'entretenir dans ſon propre ſein un étranger, dont l'office étoit de ne pas permettre qu'elle fît ce qu'elle jugeroit à propos ſur ſon propre territoire ? Quelle ſenſation auroient faite les maux conſidérables de cette guerre, qui ſelon toute apparence auroit fini beaucoup moins heureuſement pour elle ? La guerre étoit inévitable. L'alternative étoit ou de ſe lier avec l'Amérique contre l'Angleterre ſeule, ou de combattre contre l'Angleterre & l'Amérique réunies (1).

A cette époque M. l'abbé Raynal étoit à Paris;

(1) V. L. K. Réflexions rédigées à l'occaſion d'un mémoire ſur la manière dont la France & l'Eſpagne doivent enviſager les ſuites de la querelle entre la Grande-Bretagne & ſes colonies. On verra dans cet écrit que M. Turgot, qui en eſt l'auteur, étoit bien éloigné de l'opinion de ces politiques qui paroiſſent perſuadés que la France pouvoit à ſon choix faire la guerre ou conſerver la paix.

& malgré ſes ſoins pour ſe mettre au courant de ce qui ſe paſſoit, il ignoroit les plaintes & les prétentions de l'ambaſſadeur d'Angleterre, quoiqu'elles fuſſent très-fréquentes & qu'elles euſſent rempli la nation françoiſe d'une juſte indignation. Parmi les demandes ſingulières de ce miniſtre, il faut remarquer ſur-tout celle qui avoit pour objet *de livrer à l'Angleterre le ſieur Deane comme rebelle, ou de le chaſſer de France.* M. l'abbé Raynal ignorant donc ce que tous les autres ſavoient, dit page 341 : « Pour tirer Saint-James » de ſa léthargie, il fallut que Louis XVI y fît » ſignifier le 14 mars (1778), qu'il avoit reconnu » l'indépendance des Etats-Unis. »

L'Angleterre prétendit que cette déclaration étoit une déclaration de guerre, & l'auteur répète en conſéquence, « cette déclaration étoit une dé» claration de guerre. » Il continue : « Il étoit » impoſſible qu'une nation, plus accoutumée à » faire qu'à recevoir des outrages, ſouffrît pa» tiemment qu'on déliât ſes ſujets du ſerment de » fidélité, qu'on les élevât avec éclat au rang » des puiſſances ſouveraines. »

Ces expreſſions, *qu'on déliât ſes ſujets, qu'on les élevât*, ſont dignes de remarque. Il y avoit déjà près de deux ans que les Américains s'étoient *déliés* & *élevés*, & l'auteur a déjà fait voir qu'il le ſavoit bien. La France approuva l'indépendance

de l'Amérique, mais les expreſſions de l'auteur diſent beaucoup plus. Il ajoute, page 342 : « On ignoroit qu'une flotte partie de Toulon étoit chargée » de combattre les Anglois dans le nord de l'Amérique. On ignoroit que des ordres expédiés de » Londres preſcrivoient de chaſſer les François » des Indes Orientales. Sans être initiés dans ces » myſtères de perfidie, qu'une politique inſidieuſe » eſt parvenue à faire regarder comme de grands » coups d'état, les hommes vraîment éclairés » jugeoient les hoſtilités inévitables, prochaines » même ſur notre océan. »

L'auteur a raiſon. Les hommes éclairés n'ont pas beſoin d'être initiés dans les myſtères de la perfidie. Mais ils doivent avoir quelque égard à l'ordre chronologique. Le départ de la flotte de Toulon que l'auteur met à la tête de ces actions perfides, n'eut lieu qu'après que l'Angleterre eut conſidéré comme une *déclaration de guerre*, la déclaration de la France. Les ordres pour chaſſer les François des Indes orientales avoient été expédiés avant que *Saint-James* ſortît de la léthargie que lui prête l'auteur, qui paroît ſuppoſer auſſi que *Saint-James* avoit pu faire, en dormant, les armemens conſidérables de vaiſſeaux dont le gouvernement d'Angleterre s'occupa dans le cours de l'année 1777, & dont l'Amérique ne pouvoit être l'objet.

On lit dans le même ouvrage, page 352. « La

» nation alors obſerve de plus près ceux qui gou-
» vernent, & leur demande compte avec une
» liberté fière du dépôt de puiſſance & d'autorité
» qui leur eſt confié. On reproche aux conſeils
» de Louis XVI d'avoir bleſſé la majeſté de la
» première puiſſance du globe en déſavouant à la
» face de l'univers des ſecours qu'on ne ceſſoit
» de donner clandeſtinement aux Américains. On
» leur reproche d'avoir, par une intrigue de
» miniſtres ou par l'aſcendant de quelques agens
» obſcurs, engagé l'état dans une guerre déſaſ-
» treuſe, tandis qu'il falloit s'occuper à remonter
» les reſſorts du gouvernement, à guérir les longues
» plaies d'un règne dont toute la dernière moitié
» avoit été vile & foible, partagée entre les dépré-
» dation & la honte, entre la baſſeſſe du vice &
» les convulſions du deſpotiſme. On leur reproche
» d'avoir provoqué les combats par une politique
» inſidieuſe, de s'être enveloppés dans des diſcours
» indignes de la France, d'avoir employé avec
» l'Angleterre le langage d'une audace timide qui
» ſemble démentir les projets qu'on a formés,
» les ſentimens qu'on a dans ſon cœur; langage
» qui ne peut qu'avilir celui qui s'en ſert, ſans
» pouvoir tromper celui à qui on l'adreſſe, & qui
» déshonore ſans que ce déshonneur même puiſſe
» être utile ni au miniſtre, ni à l'état. »

Les réponſes pleines de modération, mais nul-

lement

lement timides que Louis XVI fit faire conſtamment à la cour de Saint-James, qui, durant tout le tems de ſa prétendue léthargie, ne laiſſa pas de l'inquiéter, portoient en ſubſtance : *Qu'il ne vouloit point fermer ſes ports aux Américains, ni défendre à ſes ſujets de commercer avec eux ; qu'il avoit donné les ordres convenables pour empêcher, autant qu'il ſeroit poſſible, les contrebandes ; que la France avoit obſervé le traité d'Utrecht & continueroit de l'obſerver.*

Les réponſes de la cour de Verſailles à celle de Londres prouvent que M. l'abbé Raynal a mal ſaiſi la conduite de la première, & ne s'eſt pas moins trompé ſur la prétendue léthargie de la ſeconde (1).

Comme cette conduite a mérité l'approbation univerſelle, il n'eût pas été ſage de faire tout l'oppoſé pour plaire à l'auteur de l'Hiſtoire Philoſophique des deux Indes. Cet écrivain ſait comment euſſent parlé le cardinal de Richelieu & Louis XIV, & il auroit voulu qu'on les imitât. « Anglois, » vous avez abuſé de la victoire. Voici le mo- » ment d'être juſtes, ou ce ſera celui de la » vengeance. L'Europe eſt laſſe de ſouffrir des

(1) V. L. L.

» tyrans. Elle rentre enfin dans ſes droits. Dé-
» ſormais, ou l'égalité ou la guerre. Choiſiſſez.
» C'eſt ainſi que leur eût parlé ce Richelieu
» que, &c. C'eſt ainſi que leur eût parlé ce Louis
» XIV, qui, &c. »

J'en demande pardon à l'auteur, mais je ne puis me perſuader que le cardinal de Richelieu & Louis XIV euſſent parlé de cette manière. Ils n'auroient point fait précéder d'une menace puérile & arrogante une propoſition d'égalité, qui d'ailleurs n'entroit point dans leur caractère ; ajoutons que ce langage n'offre ni décence ni dignité.

J'omets beaucoup d'autres obſervations ſur la ſatyre auſſi injuſte que ſanglante que M. l'abbé Raynal s'eſt permis de faire, au ſujet de la conduite du gouvernement de France pendant la révolution, & qui eſt abſolument étrangère à une Hiſtoire Philoſophique. Je prendrai ſeulement la liberté de lui dire en paſſant que le déguiſement, qu'il attribue avec tant d'aſſurance aux miniſtres de la France par rapport à leurs intentions, n'eſt pas auſſi bien prouvé que celui qui eu lieu au commencement de 1756, de la part des miniſtres anglois, dont la conduite fut diamétralement oppoſée à leurs proteſtations.

Quant aux reproches que, ſuivant l'auteur, la nation fit au gouvernement pour avoir engagé l'état dans une guerre déſaſtreuſe, il devroit bien nous

apprendre au contraire quelle autre guerre a jamais été auſſi conforme au vœu de la nation. A l'endroit où il dit page 364, *le François emporté, dédaigneux & léger*, il auroit pu, ſans craindre d'être accuſé de partialité, ajouter parmi les qualités qui ſont les attributs diſtinctifs de ſes compatriotes, la ſenſibilité, l'humanité, & une paſſion ardente pour l'honneur national. Ce ſont ces trois qualités qui ont été la ſource du vœu général de la nation Françoiſe pour ſoutenir les nouvelles républiques. Leur cauſe intéreſſa la ſenſibilité & l'humanité de cette nation, qui écouta en même tems le déſir de reprendre un luſtre qu'elle avoit preſque entièrement perdu dans la guerre précédente.

Il eſt naturel que les vues de commerce y ayent eu quelque part tant du côté des particuliers, que du côté du gouvernement, ce qui étoit prudence dans les premiers & devoir dans l'autre, parce que c'eſt une folie en pareil cas de ne point chercher ſes avantages, & que le gouvernement n'a point le droit d'engager la nation dans une guerre ſans quelque vue de bien public (1). Le grand mérite conſiſte à concilier ce bien avec les

(1) Dans la dernière partie de cet ouvrage, on fera quelques obſervations ſur les cauſes qui retardent le commerce entre les deux nations.

ſentimens d'humanité, & avec une généroſité prudente. C'eſt ce qu'a fait la France à notre égard. On en trouve une preuve évidente & bien honorable dans le traité d'alliance & de commerce fait ſur les principes de l'égalité, dans un tems où nous avions le plus grand beſoin de ſon ſecours, & où elle ſeule avoit reconnu notre indépendance.

Une telle conduite, entièrement conforme aux règles de l'équité, de la prudence & de la généroſité, n'a pas eu le bonheur de plaire à M. l'abbé Raynal, & il en témoigne ainſi ſon mécontentement, page 355 : « Pourquoi s'être mis par un » traité inconſidéré dans les fers du congrès qu'on » auroit tenu lui-même dans la dépendance par » des ſubſides abondans & réglés ? » Je ne chercherai point à deviner ce que l'auteur a voulu dire par cette expreſſion *les fers du congrès*, dans leſquels il prétend que la France s'eſt miſe.

Mes réflexions ſur le paſſage que je viens de citer étant les mêmes que celles de M. Payne, je rapporterai ſes paroles. « Quand un auteur entreprend de traiter du bonheur public, il doit bien s'aſſurer auparavant que ſes paſſions ne peuvent l'égarer, & qu'il eſt incapable de prendre les rêves de ſon imaginarion pour des droits ou pour des principes. Les principes comme la vérité n'ont pas beſoin d'artifices. Ils ſe préſentent

naturellement & toujours de la même manière. Mais tout ouvrage ſur ces matières, qui ne porte pas l'empreinte de l'évidence & de la ſimplicité, doit être conſidéré dans toute ſes parties comme un ouvrage de pure invention. »

« J'avoue que je ne puis m'empêcher d'être ſurpris de ce paſſage de l'abbé Raynal; il ne ſignifie rien du tout, ou ſa ſignification eſt mauvaiſe; & dans l'un ou l'autre cas, il ſert à faire voir la prodigieuſe différence qui ſe trouve entre les connoiſſances de pure ſpéculation & les connoiſſances pratiques. »

Si la France, au lieu de ſe concilier l'amitié des Américains, eût, conformément aux leçons philoſophiques de l'hiſtorien des deux Indes, cherché à les tenir dans ſa dépendance, elle auroit bleſſé les loix de la plus ſaine politique. Les alliances ſont de courte durée, ſi elles ne ſont établies ſur les baſes de la convenance réciproque, & un peuple qui riſque tout par amour pour la liberté, eſt fait pour la reconnoiſſance, non pour la dépendance.

« Enfin la philoſophie, continue M. l'abbé Raynal à la page ſuivante, dont le premier ſentiment » eſt le déſir de voir tous les gouvernemens juſtes » & tous les peuples heureux, en portant un » coup d'œil ſur cette alliance d'une Monarchie » avec un peuple qui défend ſa liberté, en cherche

» le motif. Elle voit trop que le bonheur » de l'humanité n'y a point de part. Elle penſe » que ſi l'amour de la juſtice eût décidé la Cour » de Verſailles, elle auroit arrêté dans le premier » article de ſa convention avec l'Amérique, que » *tous les peuples opprimés avoient le droit de s'é-* » *lever contre leurs oppreſſeurs.* »

La conſéquence n'eſt point abſolument néceſſaire. Les Américains ſe ſont bien gardés de commettre l'imprudence de propoſer un article ſuperflu, qui d'ailleurs eût été ſujet à des diſcuſſions longues & épineuſes. La difficulté ne conſiſte pas tant dans le principe, que dans le droit de juger du fait. Qui par exemple décidera dans les monarchies ſi le peuple eſt opprimé ? Pour s'aſſurer du vœu de la nation, il faudroit changer les gouvernemens, ſans en exclure celui de la Grande-Bretagne, où les habitans étant au nombre d'environ ſix millions ſuivant Jean Burgh (1), & de huit ſelon l'opinion générale, moins de ſix mille voix éliſent la moitié des repréſentans.

---

(1) « Dans la Grande-Bretagne, dit cet écrivain célèbre, qui compte environ ſix millions d'habitans, cinq mille ſept cent vingt-trois perſonnes, dont la plupart ſont du menu peuple, éliſent la moitié des membres de la chambre des communes, & trois cens ſoixante-quatre en éliſent la neuvième partie. »

Ainſi la France auroit dû, d'après l'avis de M. l'abbé Raynal, établir dans le premier article de ſon traité d'alliance & de commerce avec les Américains, une maxime étrangère à ce traité, qui même eût pu déplaire à toutes les puiſſances de l'Europe; & comme la France ne l'a pas fait, M. l'abbé Raynal en conclud que *le bonheur de l'humanité n'y a point de part.* Le lecteur ne ſe payera pas ſans doute de cette logique; il aura ſur-tout beaucoup de peine à concevoir comment, ſi la France, au lieu de faire avec les Américains un traité d'alliance & d'amitié, les eût tenus dans la dépendance, le bonheur de l'humanité y auroit eu part.

Quant au motif que cherche l'eſprit philoſophique de l'auteur, *en portant un coup d'œil ſur cette alliance d'une monarchie avec un peuple qui défend ſa liberté*, il feroit croire pour ainſi dire que la léthargie qu'il attribue à *Saint-James*, s'étoit plutôt emparée de la philoſophie, puiſque les motifs non moins ſages que juſtes, ſur leſquels cette alliance fut fondée, ont été ſentis bien aiſément de tous ceux dont la raiſon n'étoit point endormie. Parmi ces divers motifs, il ne faut pas compter pour le moindre celui d'attirer dans ſon parti un peuple qui, s'il eût été rejeté, ſe ſeroit trouvé dans la néceſſité de joindre ſes forces à celles de l'ennemi, déjà reſolu de faire la

guerre. L'impropriété de l'alliance entre une monarchie & un peuple qui défend ſa liberté, indiquée par cette diſtinction qui ne peut avoir un autre ſens, demandoit d'être démontrée, parce que juſqu'à ce moment on n'a pas encore compris que les alliances pouvoient influer ſur l'adminiſtration intérieure des différens gouvernemens. M. Payne cite à ce ſujet l'alliance de la France avec les Suiſſes, qui exiſte déjà depuis pluſieurs ſiècles.

Toute l'Europe ſait que Louis XVI trouva la marine de France en fort mauvais état. Les perſonnes qui ont quelque idée de tout ce qui eſt néceſſaire pour remonter une marine, ont admiré la promptitude avec laquelle on le fit dans les premières années de ſon règne, non moins que la révolution ſubite relative aux gens de mer qui paſsèrent du plus profond aviliſſement dans un état de gloire. Si M. l'abbé Raynal eût été moins ſcrupuleux, il eût pu faire à cette occaſion différentes obſervations honorables pour ſon prince & pour ſa nation, ſans courir le riſque de violer les loix de la modeſtie & de l'impartialité; mais il a trop appréhendé de paſſer pour Gallomane.

Comme il dit lui-même, page 340, en parlant de la France : « Alors (en 1775) le délabre-» ment de ſa marine rempliſſoit d'inquiétude tous

» les citoyens, & page 344, la France commen-
» çoit la guerre (en 1778) avec des avantages
» inappréciables, » il auroit dû, ce ſemble, dans l'intervalle entre ces deux paſſages, informer le lecteur des cauſes qui produiſirent un tel changement, durant le court eſpace de trois années, au lieu d'employer cet intervalle à des ſorties contre les adminiſtrateurs publics, & de dire *qu'il eſt l'organe d'un tribunal ſuprême; qu'il parle aux nations & à la poſtérité* (1); *que l'homme juſte & magnanime eſt par-tout ſon concitoyen; que la vertu eſt ce qu'il honore, & qu'il ſera juſte à l'égard des vivans comme il l'a été à l'égard des morts.*

Après ces remarques que l'auteur auroit pu ſe diſpenſer de faire ſans nuire à l'hiſtoire philoſophique, ni à la modeſtie, il entreprend de perſuader que la France étoit décidée à faire la guerre à l'Angleterre, dès les premiers tems de la révolution, & que ſeulement elle avoit attendu l'occaſion de la faire avec avantage. Apres avoir dit, comme nous l'avons vû, *la France commençoit la guerre avec des avantages inappréciables*, il continue ainſi: « Le lieu, le tems, les circonſ-

(1) Que l'auteur écrit pour la poſtérité, c'eſt ce qu'il dit expreſſément page 376, & autant que je puis m'en ſouvenir dans beaucoup d'autres endroits. Cependant l'amour pour la vérité & le dégoût pour les déclamations s'accroiſſent de jour en jour.

» tances : elle avoit tout choiſi. Ce ne fut qu'après » avoir fait à loiſir ces préparatifs ; qu'après » avoir porté ſes forces au dégré qui lui convenoit, » qu'elle ſe montra ſur le champ de bataille ». Quand même cela ſeroit vrai, eût-elle été blamable ? mais la verité eſt que ſes intentions étoient pacifiques.

Un écrivain qui n'auroit pas craint d'être accuſé de gallomanie, auroit plutôt dit : « La France n'avoit point oublié le coup fatal que lui porta la perte d'environ vingt-deux mille mariniers, tandis que ſon ambaſſadeur à Londres l'aſſuroit des diſpoſitions pacifiques de cette cour. Elle ſavoit bien que cet affoibliſſement de forces, avant de commencer la guerre, avoit contribué prodigieuſement aux pertes affreuſes qu'elle fit enſuite, & au traité honteux de 1763. Elle n'ignoroit pas combien il lui eût été facile alors de rendre la pareille à ſa rivale, particulièrement ſur les côtes d'Amérique & dans les iſles ; mais elle ne voulut point le faire. En vain la jalouſie & l'envie déclameront-elles contre la politique prétendue inſidieuſe de la France ; en vain lui reprochera-t-on de prétendus détours, ainſi que des ſubterfuges & des intrigues, qu'une impudence audacieuſe ne rougit point de lui attribuer, les faits prouvent le contraire. »

De telles réflexions & beaucoup d'autres ſemblables pourroient avoir été faites par un écrivain

françois moins ſcrupuleux que M. l'abbé Raynal.

Il eſt poſſible que M. l'abbé Raynal ait raiſon, lorſqu'il dit que les vaiſſeaux du roi ne protégèrent pas ſuffiſamment les bâtimens marchands. Je ne ſoutiendrai pas qu'on rétablit parfaitement la diſcipline. Ce parfait rétabliſſement ſemble au contraire impoſſible, en conſidérant que peu d'années auparavant il n'y en avoit pas l'ombre. Peut-être auſſi la conduite des miniſtres n'a-t elle pas été dans toutes les circonſtances la plus ſage poſſible. Mais où trouver le miniſtre, l'amiral, le général qui ne font jamais de fautes? la perfection, quelque déſirable qu'elle ſoit, n'a jamais exiſté. A l'égard de la manière dont nos ennemis conduiſoient les affaires, on diſoit en Amérique qu'il falloit y élever des ſtatues au lord North, au lord Sandwich, au lord Stormont, & au lord George Germane, avec cette inſcription, *Liberatoribus patriæ*, comme autant de monumens conſacrés à la reconnoiſſance. Au reſte, généralement parlant, la France ne conduiſit pas auſſi mal les affaires, que la bile aigrie de l'auteur pourroit le faire croire.

Sa colère paſſe toutes bornes, comme ſa crédulité. Lorſqu'il s'emporte contre la conduite de la marine, comme il fait page 347, il prouve ou qu'il a cru trop facilement, ou que l'ardeur de ſon zèle a brouillé ſes idées. « Le nouveau

» plan, dit-il, eut une influence encore plus fu-
» neſte. Juſques à cette époque, c'étoit le miniſ-
» tère qui avoit dirigé les opérations navales vers
» le but qui convenoit à ſa politique. Cette au-
» torité paſſa, peut-être ſans qu'on s'en apperçût,
» à ceux qui devoient les exécuter. »

Le gouvernement a toujours dirigé les projets en grand, & les commandans les ont exécutés ſelon les circonſtances. Si l'auteur a eu l'intention de dire que les commandans avoient agi comme s'ils euſſent eu toute l'autorité, ce qui réſulte de-là, c'eſt qu'il s'en eſt rapporté trop facilement aux fauſſes informations qu'on lui a données. Si au contraire il condamne la faculté accordée aux commandans de ſe régler ſelon les circonſtances, il fait tort à ſon propre jugement. C'eſt une grande imprudence de diriger dans le cabinet l'exécution des opérations lointaines. Les gouvernemens, qui l'ont fait, en ont reſſenti les mauvais effets. L'Angleterre ne s'eſt jamais repentie d'avoir accordé cette faculté à ſes commandans, & elle la leur a toujours accordée.

L'auteur a été mal informé pareillement au ſujet de la conduite de la cour de Verſailles envers celle de Madrid, comme on le voit page 358.
« Ce fut ſans l'en prévenir que la cour de Ver-
» ſailles fit ſignifier à Saint-James qu'elle avoit
» reconnu l'indépendance des provinces confédé-

» rées. » On communiqua toujours tout au roi catholique.

Il a encore été mal informé, page ſuivante, où il dit, par rapport aux propoſitions que le roi d'Eſpagne fit à l'Angleterre comme médiateur : « Ce monarque ne ſe diſſimuloit pas que cet ar- » rangement donnoit à la Grande-Bretagne la » facilité de ſe reconcilier avec ſes colonies. — Il » ne ſe diſſimuloit pas qu'il bleſſoit la dignité du » roi ſon neveu, — mais il vouloit être juſte. »

Suivant le traité d'alliance entre la France & les Etats-Unis, l'une des parties ne pouvoit faire ni paix, ni trève ſans le conſentement de l'autre. Le roi de France, par excès de délicateſſe & pour prouver combien il déſiroit ſincèrement d'éviter la guerre, diſpenſa les Etats-Unis de cette obligation en autoriſant le roi catholique à faire une propoſition, qui portoit que *le roi d'Angleterre ſeroit le maître de traiter de la trève ou de la paix directement avec les Américains.*

Les miniſtres anglois en convinrent dans leur mémoire juſtificatif, où ils dirent par dériſion que le roi de France prétendoit accorder comme une grace au roi d'Angleterre *la liberté de traiter directement avec ſes ſujets rebelles.* Si M. l'abbé Raynal s'étoit donné la peine de lire ce mémoire, au lieu de tomber dans l'erreur qu'on lui reproche, il auroit pu, ſans courir le riſque d'être accuſé

de Gallomanie, relever l'abſurdité de vouloir tourner en ridicule une propoſition qui fait tant d'honneur à ſon auteur, & prouver que le ridicule convenoit plutôt à l'affectation de donner à cette époque le titre de *ſujets* aux habitans des Etats-Unis.

On ne peut diſconvenir qu'à l'époque où Louis XVI trouva la marine de France dans un ſi grand délabrement, quoique le nombre des vaiſſeaux ne fût pas auſſi foible qu'on l'a cru, celle de la Grande-Bretagne étoit au plus haut période de ſa grandeur. En comparant l'état d'aviliſſement dans lequel la marine de France étoit tombée depuis ſi long-tems, à l'élévation qu'une longue ſuite de victoires avoit donnée à l'autre, en conſidérant que le défaut preſque total d'expérience devoit être oppoſé à l'habileté reconnue de beaucoup de braves amiraux & d'un grand nombre de capitaines capables d'en remplir les fonctions; ne faire que ſe défendre eût été très-glorieux; & cependant, ſans une faute capitale, attribuée au courage mal dirigé d'un commandant, elle auroit triomphé depuis le commencement juſqu'à la fin.

On a dit que l'Angleterre avoit eu à combattre contre quatre ennemis, & ce mot de *quatre contre un* eſt bien propre, il eſt vrai, à faire une forte impreſſion ſur quiconque ne porte pas

plus loin ſes réflexions. Mais il faut bien ſe donner de garde de les borner là. Les Américains n'ayant point de marine, réduits à quelques petites frégates, ne pouvoient renforcer celle de la France. Les Hollandois ne donnèrent pas autant d'embarras à la marine d'Angleterre comme ennemis, qu'ils en donnèrent à la France comme alliés, puiſque celle-ci eut à défendre leurs poſſeſſions en Amérique & dans les Indes Orientales. Pour approviſionner Gibraltar, & pour en renforcer la garniſon, les flottes angloiſes perdirent quelquefois un tems qu'elles auroient pu employer ailleurs contre la France; mais les flottes françoiſes en perdirent bien davantage pour ſuivre les vues du cabinet de Madrid.

On peut aſſurer hardiment qu'en appréciant avec impartialité la conduite de chacune des nations belligérantes, l'Angleterre n'eut contre elle ſur mer que les forces d'un ſeul ennemi. Quant aux Américains, il eſt certain qu'ils ne laiſsèrent pas de l'occuper ſur le continent; mais eux-mêmes n'auroient pu ſe délivrer ſi-tôt des maux de la guerre ſans l'aide de la marine françoiſe. Il faut remarquer de plus que les Américains étant réduits à une guerre purement défenſive, l'agreſſeur avoit un avantage conſidérable, celui de pouvoir choiſir à ſon gré le tems & le lieu pour agir & ſe repoſer.

M. l'abbé Raynal, après avoir dit que « la cour » de Madrid épouſa la querelle de celle de Ver- » ſailles, & par conſéquent celle des Américains », ſe livre à des réflexions fort juſtes, & cite des faits hiſtoriques pour prouver qu'une puiſſance, qui réunit elle ſeule la combinaiſon & l'exécution des projets, a beaucoup d'avantage ſur des puiſſances alliées dont les opérations ſont ſouvent retardées ou mal combinées, & enfin ſujettes à tous les inconvéniens de la variété d'intérêts. Qui pourroit croire, s'il n'étoit pas facile de s'en aſſurer à la page 360, que le même auteur, au ſujet du parti que prit l'Angleterre de rejeter les propoſitions offertes par le roi d'Eſpagne en qualité de médiateur, s'exprime en ces termes : « C'eſt dans » une circonſtance pareille ; c'eſt lorſque la fierté » élève les ames au-deſſus de la terreur ; qu'on » ne voit rien de plus à redouter que la honte » de recevoir la loi, & qu'on ne balance pas à » choiſir entre la honte & le déshonneur : c'eſt » alors que la grandeur d'une nation ſe déploie. » J'avoue toutefois que les hommes accoutumés » à juger des choſes par l'évènement, traitent les » grandes & périlleuſes révolutions d'héroïſme & » de folie, ſelon le bon ou le mauvais ſuccès qui » les ont ſuivies. Si donc on me demandoit quel » eſt le nom qu'on donnera dans quelques années à » la fermeté que les Anglois ont montrée dans ce » moment,

» moment, je répondrois que je l'ignore. Quant » à celui qu'elle mérite, je le ſais. Je ſais que » les annales du monde ne nous offrent que » rarement l'auguſte & majeſtueux ſpectacle d'une » nation qui aime mieux renoncer à ſa durée » qu'à ſa gloire. »

Je ſuis perſuadé que le lord North lui-même, en voyant le raviſſement énergique de l'auteur ſur *l'auguſte & majeſtueux ſpectacle* &c. n'a pu s'empêcher de rire. Il faut avoir une grande envie de louer ! On me pardonnera de rappeler à cette occaſion ce que dit M. Payne au commencement de ſa lettre. « L'abbé Raynal, dans le cours de ſon ouvrage, a ſouvent exalté ſans raiſon & blâmé ſans cauſe. Il a célébré des choſes qui ne devoient pas l'être, & s'eſt tû ſur celles qui méritoient de juſtes éloges. » Il a fait plus; les choſes qui méritoient de juſtes éloges ont été ſouvent l'objet de ſes cenſures.

Si l'auteur n'avoit pas dit plus haut *nos vœux ſont pour la patrie, & nos hommages pour la juſtice*, on pourroit preſque le ſuſpecter d'un peu d'Anglomanie. Il eſt certain qu'aucun miniſtre anglois ne ſongea pas même que la nation fût en danger de renoncer à ſa durée.

Il faut que le zèle de l'auteur l'ait ſingulièrement aveuglé, puiſqu'il l'a empêché d'appercevoir qu'il bleſſoit au vif la nation même qu'il

prétendoit louer. L'Angleterre ne doutoit point de ſa ſupériorité ſur les forces combinées de la France & de l'Eſpagne. Lorſque les politiques s'entretenoient de guerre, ils ne parloient plus de la France ſeule, mais de la maiſon de Bourbon. *Paix avec l'Amérique, & guerre avec la maiſon de Bourbon*, fut le mot du célèbre lord Chatam, qui ſe fit porter au parlement exprès pour donner ce conſeil à ſa nation, peu de jours avant de terminer ſa glorieuſe carrière.

Le lord North, premier miniſtre, & le lord Sandwich, chef de l'amirauté, ne croyoient certainement pas expoſer l'exiſtence de leur nation en refuſant d'accepter les propoſitions du roi d'Eſpagne, puiſqu'ils n'avoient pas héſité de ſoutenir au parlement, en termes formels, que les forces navales de l'Angleterre ſurpaſſoient celles de la France & de l'Eſpagne réunies.

L'idée du danger dans lequel il ſuppoſe l'Angleterre, (celui de renoncer à ſa durée) paroît d'autant plus extraordinaire de la part de l'auteur, qu'en divers endroits il annonce des idées contraires. Outre les réflexions générales que nous venons de rapporter, il ſemble perſuadé page 364, que l'union entre les puiſſances alliées ne peut durer long-tems; page 368, il penſe qu'il n'eſt pas vraiſemblable que les autres puiſſances laiſſent prendre à la maiſon de Bourbon trop de pré-

pondérance ſur l'Angleterre, & il avoit déjà dit, page 355, « juſqu'à préſent c'eſt un problême à » réſoudre pour l'Europe, ſi, en nous déclarant » pour l'Amérique, nous n'avons pas nous-même » relevé les forces de l'Angleterre. »

Que la guerre avec l'Eſpagne les releveroit; cela n'étoit point un problême pour les Anglois; ils en étoient tous perſuadés. Depuis que l'avidité a introduit parmi les nations civiliſées cet uſage honteux inventé par les barbares, je veux dire la piraterie qui s'exerce en tems de guerre ſous la protection des loix, l'eſpoir du gain dans les particuliers a donné plus ou moins de vigueur à la guerre, ſuivant le génie de chaque nation. La guerre avec l'Eſpagne, ſur-tout depuis celle de 1745, où l'Amiral Anſon & ſa ſuite pillèrent tant de tréſors, a toujours été regardée comme offrant l'avantage de recueillir ſans peine une riche & abondante moiſſon. La priſe de l'Endimion en 1762, ne laiſſa pas de fortifier cette idée (1).

Si l'on veut une preuve bien claire que l'Angleterre penſoit autrement que l'auteur, on la trou-

(1) Le tréſor que contenoit ce galion, évalué à ſept cens mille livres ſterling, fut porté à la banque de Londres avec la pompe la plus ſolemnelle & la plus propre à faire impreſſion, au bruit du canon & d'une muſique militaire, & au ſon des cloches.

vera dans la réſolution qu'elle prit enſuite d'attaquer la Hollande, avec laquelle elle aima mieux être en guerre, que de ſouffrir qu'elle gardât la neutralité. Il eſt vrai que l'évènement a bien prouvé, ce que les bons politiques prévirent dès-lors, c'eſt-à-dire, que l'Angleterre n'avoit pas lieu de craindre une forte oppoſition.

J'eſpère que le lecteur ne ſera pas fâché de trouver ici quelques réflexions de M. Payne ſur le paſſage étonnant qui vient d'être cité.

» Les idées exprimées dans ce paragraphe ſont grandes, & préſentées d'ailleurs avec élégance & nobleſſe; mais le coloris en eſt trop fort, & la reſſemblance s'y perd dans les détails trop flattés. L'art de proportionner à ſon ſujet ſes penſées & ſon ſtyle, de manière à frapper directement le but qu'on ſe propoſe, ſans s'égarer jamais dans de vaines digreſſions, me paroît la véritable pierre de touche du talent d'écrire. Dans la plupart de ſes ouvrages, l'abbé Raynal, (qu'il me pardonne cette remarque,) me paroît s'écarter trop ſouvent de ſon ſujet; il les ſurcharge d'une inutile variété. On peut les comparer à un payſage agréable & déſert, au travers duquel on n'a pratiqué nulle route; tous les objets y flattent agréablement la vue; aucun ne la fixe & ne l'attire; on s'y plaît; on aime à s'y égarer; mais il eſt difficile d'en trouver l'iſſue ».

» Si nous examinons attentivement la nature de ces circonſtances, nous trouverons bientôt que les Anglois ne méritent en rien les louanges outrées de M. l'abbé Raynal. —»

« Quelles que puiſſent être enfin les ſuites de cette démarche, il eſt bien certain qu'elle n'entraînoit nullement pour la Grande-Bretagne l'idée de renoncer à ſon exiſtence. — »

« Si M. l'abbé Raynal ſe plaît tant à repréſenter les ſingularités frappantes des caractères nationaux, l'Amérique pouvoit fournir une ample matière à ſes louanges. Il y auroit trouvé des hommes qui, ſans connoître quel parti l'Europe voudroit prendre dans leur querelle, ſe déterminèrent ſur un plan dont l'expérience n'avoit pas encore démontré la ſolidité, à braver une puiſſance contre laquelle les nations les plus formidables avoient échoué. Sans autre connoiſſance que celle des principes ſur leſquels ils fondoient leur réſolution, ils avoient tout à apprendre. Dépourvus des choſes néceſſaires à leur défenſe, ils avoient à ſe les procurer. Supérieurs à la bonne comme à la mauvaiſe fortune, ils ſe ſont vu réduits aux derniers termes du malheur, ſans que leur courage en fût ébranlé; & dans le retour de la proſpérité la plus inattendue, ils n'ont point dégradé la dignité de leur caractère par les vains éclats d'une joie puérile. Les irréſolutions ou le

découragement ſont des choſes également inconnues aux Américains, & l'on peut dire qu'ils étoient préparés à tout ; car toutes les circonſtances poſſibles ſe trouvoient renfermées dans la réſolution inébranlable qu'ils avoient priſe de vaincre ou de mourir. »

« Dans l'état où ſe trouvoit l'Amérique en 1778, il y eut ſans doute plus de courage de ſa part, à rejeter les propoſitions qui lui furent faites au nom de l'Angleterre, que n'en montra la cour de Londres dans le refus qu'elle fit de la médiation de l'Eſpagne. »

Le parallèle que M. l'abbé Raynal fait, page 366, entre le caractère national des François & celui des Anglois, n'eſt pas moins étonnant que le prétendu acte de grandeur d'ame dont on vient de parler. « Si l'on conſidère l'eſprit de la nation françoiſe, oppoſé à celui de la nation qu'elle » combat, on verra que l'ardeur du François » eſt peut-être également prompte à s'allumer & » à s'éteindre ; qu'il eſpère tout lorſqu'il commence, qu'il déſeſpère de tout dès qu'il eſt arrêté » par un obſtacle ; que par ſon caractère il a » beſoin de l'enthouſiaſme des ſuccès pour obtenir des ſuccès nouveaux : que l'Anglois, au » contraire, moins préſomptueux d'abord malgré ſa hardieſſe naturelle, ſait, quand il le faut, » lutter avec courage, s'élever avec le danger

» & s'affermir par la diſgrace : ſemblable à ce » chêne robuſte auquel Horace compare les Ro- » mains, qui, frappé par la hache & mutilé » par le fer, renaît ſous les coups qu'on lui porte, » & tire une vigueur nouvelle de ſes bleſſures » même. »

Sans examiner juſqu'à quel point le caractère national influe aujourd'hui ſur la conduite des cours, je me contenterai de dire que l'auteur confond les forces du corps avec celles de l'eſprit, les actions du moment avec une ſuite continue d'opérations différentes, & que la comparaiſon du chêne d'Horace eſt déplacée.

On accorde que les François commencent le combat avec une plus grande ardeur que les autres nations. En admettant ce point, il faut convenir que la réſiſtance de l'ennemi doit les fatiguer davantage. La ſeconde conceſſion eſt un réſultat néceſſaire de la première. Si dans l'emploi de mes forces j'en conſomme une plus grande quantité que mon adverſaire, je dois les épuiſer plus vîte. Mais cela ne prouve pas que le courage reſte abattu. Au contraire, la cauſe même qui produit la trop grande ardeur au commencement de l'action, ranime aiſément le courage après les pertes. C'eſt ce que l'on a toujours remarqué dans les François. Après la funeſte bataille de Minden, en 1760, qui fut précédée de beaucoup d'autres pertes,

la réſolution ſeule d'envoyer à l'armée les gardes du roi, ſuffit pour ranimer le courage national. Cette année là, je traverſai la France au mois de ſeptembre, & j'eus occaſion de remarquer une confiance mêlée de joie, ſi grande & ſi univerſelle, qu'il faut en avoir été témoin pour s'en former une juſte idée.

Les Anglois, au contraire, avec plus de prévoyance & moins d'ardeur, peuvent faire une réſiſtance plus longue, & reſtent plus long-tems abattus par le ſouvenir des pertes. Tous ces effets viennent probablement de la même cauſe, & ils n'ont pas été moins remarqués que ceux qui regardent les François. En Amérique nous en avons eu beaucoup d'exemples. Au commencement de la guerre de 1756, le mauvais ſuccès de l'expédition contre Cherbourg, & la perte de Port-Mahon, ſuffirent pour abattre l'eſprit national anglois à un tel point, qu'on ne pouvoit faire un pas dans Londres ſans en voir la preuve écrite ſur les viſages. La conſternation occaſionnée par les progrès du Prétendant, dans la guerre de 1745, fut au-deſſus de tout ce qu'on pourroit exprimer, comme en conviennent les Anglois eux-mêmes. L'irréſolution exceſſive qu'elle produiſit, finit par procurer à George ſecond un pouvoir égal à celui d'un Dictateur.

Si donc l'auteur vouloit abſolument mettre

ſur la ſcène le chêne d'Horace, il auroit pu avec bien plus de fondement le placer du côté oppoſé. Je ne prétends pas néanmoins tirer de là des conſéquences favorables ni déſavantageuſes à l'une ni à l'autre nation. Mon but eſt uniquement de prouver que l'auteur confond les idées, & n'applique à propos ni ſes ſatyres ni ſes louanges.

CHAPITRE X.

De la conduite des Américains.

A l'égard de la conduite que tinrent les Américains pour ſoutenir leur indépendance, s'il faut en juger par les yeux de M. l'abbé Raynal, elle mérite le plus profond mépris. « L'autorité naiſſante, dit-il page 330, loin d'avoir à contenir » l'audace, ce fut la lâcheté qu'elle eut à pourſuivre ». Ce langage ſemble être une ſuite des inſtructions dont j'ai parlé plus d'une fois, que l'auteur doit avoir reçues de perſonnes mal informées, ou extrêmement partiales.

Voici ce qu'on lit page 311, au ſujet du débarquement du général Howe à Long-Iſland. » Le 28 août, il débarqua ſans oppoſition à » l'Iſle-Longue, ſous la protection d'une flotte » commandée par l'amiral ſon frère. Les Amé-

» ricains ne montrèrent pas beaucoup plus de » vigueur dans l'intérieur des terres que ſur le » rivage. Après une médiocre réſiſtance & d'aſſez » grandes pertes, *ils ſe refugièrent* dans le con- » tinent avec une facilité qu'un vainqueur qui au- » roit ſu profiter de ſes avantages ne leur auroit » pas donnée. »

» *Les nouveaux Républicains* abandonnèrent la » ville de New-York beaucoup plus facilement » encore qu'ils n'avoient évacué l'Iſle-Longue. »

Un officier auſſi bien inſtruit qu'on peut l'être à cet égard, m'a communiqué les réflexions ſuivantes : « Il eût été plus juſte de rendre hommage au général Washington ſur la retraite de Long-Iſland, mouvement très-dangereux & très-bien calculé qui fait honneur à ſon courage, à ſa prudence & à ſes talens. Quant au débarquement des Anglois ſur cette iſle, je ne ſerois pas étonné que M. l'abbé Raynal eût ignoré non-ſeulement la ſituation du terrein, mais auſſi le point de l'iſle où les frères Howe débarquèrent les troupes, ce qui étoit aſſez utile pour juger ce que les Américains devoient faire. »

De ce côté, le terrein de Long-Iſland eſt tel que des troupes protégées par une flotte ne peuvent y trouver aucune oppoſition à leur débarquement. Les Américains ignoroient à quel nombre ſe montoient les troupes ennemies, & ils ne

purent ſavoir combien il y en avoit de débarquées. Les Anglois étant maîtres de la mer, pouvoient choiſir le lieu de l'attaque, ſe porter ſur différens endroits en même tems, ou tenir leurs forces réunies. L'armée du général Washington étoit poſtée partie dans l'iſle & partie ſur le continent. Le général Howe débarqua trente-deux mille hommes a Long-Iſland, où les Américains n'en eurent jamais guère plus de dix mille. Le général Putnam les commandoit, & Washington étoit ſur le continent. On peut voir la relation de cette affaire dans *l'Annual Regiſter* de l'année 1777 (1). Je me contenterai d'en donner un extrait. Suivant l'hiſtorien Anglois, les officiers que Putnam envoya pour ſe ſaiſir des paſſages ne montrèrent pas beaucoup d'habileté. Le général Howe fit partir le lord Cornwallis avec le corps de réſerve & quelques autres troupes pour un endroit appelé

(1) Recueil imprimé à Londres, qui paroît chaque année, & qui contient l'expoſé des évènemens les plus remarquables arrivés l'année précédente. On croit que l'hiſtoire de la guerre eſt de M. Edmund Burke. Cette ſuppoſition ſuffit pour annoncer qu'elle eſt bien écrite. Le ſeul défaut qu'on pourroit lui reprocher, eſt cette partialité dont l'hiſtorien n'aura pu vraiſemblablement ſe mettre à l'abri, vu qu'il écrivoit dans un tems où il étoit fort difficile d'être à portée de confronter les relations des deux partis.

Flat-Bush, où, comme les Américains occupoient le paſſage, il ne fit aucune tentative conformément à ſes ordres. Après que toute l'armée fut à terre, le général Heiſter s'y rendit avec les troupes allemandes, & le général Grant avec un détachement de troupes angloiſes. Grant commandoit l'aîle gauche qui s'étendoit juſqu'à la côte.

Le lendemain matin, l'attaque commença; & déjà la bataille avoit été ſoutenue courageuſement de part & d'autre pendant pluſieurs heures par l'artillerie & la mouſqueterie, lorſque tout-à-coup parurent derrière les Américains le général Clinton, le lord Cornwallis, & le lord Percy avec le corps de l'armée angloiſe qui avoit tourné la droite pendant la nuit ſans que les nôtres s'en fuſſent apperçus. Les vaiſſeaux de guerre attaquèrent auſſi-tôt qu'il fit jour, une batterie ſituée au-deſſus de Red-Hook, pour diſtraire ceux qui ſe battoient avec le général Grant, & pour occuper l'attention des autres, afin qu'ils ne puſſent s'appercevoir des troupes qui venoient derrière eux. Les paſſages ſuivans, tirés mot pour mot de l'hiſtorien anglois, diffèrent beaucoup de la deſcription que M. l'abbé Raynal a donnée de cette affaire, trois ans après lui : « Ceux qui combattoient contre les Allemands à la gauche & au centre, furent les premiers qui s'apperçurent de la marche

de l'armée angloiſe & du danger dont ils étoient menacés. En conſéquence, ils ſe retirèrent avec l'artillerie en gros détachemens & ſans déſordre pour s'en retourner au camp; mais bientôt ils rencontrèrent les troupes du roi, qui les attaquèrent avec impétuoſité, & les repouſsèrent, &c. »

Dans cette ſituation déſeſpérée, « les Américains ſe trouvant entre deux feux, (continue l'hiſtorien) quoiqu'ils fuſſent bridés par des forces ſi ſupérieures, pluſieurs de leurs régimens s'ouvrirent une route & regagnèrent leur camp. D'autres non moins braves, peut-être, périrent dans l'entrepriſe, &c. »

« Le général Washington arriva de New-York à Long-Iſland durant le combat. On prétend qu'il jeta un cri de douleur, lorſqu'il vit la boucherie affreuſe dans laquelle étoit enveloppée une partie de ſes meilleures troupes. Tout ce qu'il pouvoit faire alors étoit de ſauver celles qui reſtoient. Il connoiſſoit la ſupériorité de l'artillerie du roi, &c. »

Après avoir peint la ſituation critique du général Washington, augmentée par les vaiſſeaux anglois qui, au premier vent favorable, pouvoient lui couper toute communication, le même hiſtorien donne quelques détails ſur la manière dont il ſe conduiſit pour ſe tirer d'un ſi mauvais pas, & finit par dire qu'*au jugement des connoiſſeurs, cette*

retraite occupera roujours une des premières places parmi les actions militaires.

Quant à l'évacuation de New-York, circonſtance que l'auteur ſemble avoir ſaiſie avec plaiſir pour parler d'un ton de mépris des *Nouveaux Républicains*, il faut connoître bien peu la topographie de ce pays-là, pour ne pas ſavoir que cette ville peut être réduite en cendres en moins d'une demi-heure par quiconque eſt maître des hauteurs de Long-Iſland. Il n'eſt pas vrai cependant qu'elle fut abandonnée avec une précipitation telle que l'auteur voudroit le faire croire, puiſque le général Washington en retira les derniers piquets le 15 ſeptembre, c'eſt-à-dire, quinze jours après cette retraite. Dans l'intervalle il tint le corps d'armée en sûreté, à deux milles environ de diſtance de la ville; & le commandant anglois, bien convaincu que le général américain ne pouvoit pas différer long-tems à l'abandonner entièrement, avoit intérêt de conſerver une propriété qui lui ſeroit fort commode.

M. l'abbé Raynal, non content d'avoir égaré ſon lecteur depuis l'inſtant du débarquement des troupes angloiſes à Long-Iſland, juſqu'à l'évacuation de la ville, continue ſon récit avec la même inexactitude « & ils ſe replièrent ſur Kings-Bridge » ou le Pont-du-Roi, où tout paroiſſoit diſpoſé » pour une réſiſtance opiniâtre. »

» Si les Anglois avoient ſuivi leurs premiers » ſuccès avec la vivacité qu'exigeoient les circonſ- » tances, les nouvelles levées qu'on leur oppoſoit » auroient été *infailliblement* diſperſées ou réduites » à mettre bas les armes. On leur laiſſa ſix ſe- » maines pour ſe raſſurer; & elles n'abandonnèrent » leurs retranchemens que dans la nuit du pre- » mier au ſecond novembre, lorſque les mou- » vemens qui ſe faiſoient ſous leurs yeux les » convainquirent que leur camp alloit être *enfin* » attaqué. »

L'auteur, qui n'épargne pas les réflexions, mais qui n'eſt pas auſſi généreux pour les faits, les ſupprime ici entièrement. L'inaction, ce défaut de vivacité, qui paroît lui déplaire ſi fort, n'exiſta point. Les Anglois prirent poſſeſſion de la ville de New-York le même jour qu'elle fut évacuée, & ſe mirent en marche le lendemain matin (le 16 ſeptembre), pour attaquer le camp des Américains, qui les repouſsèrent l'eſpace de deux milles avec grande perte. La bataille de Harlem-Heights, que M. l'abbé Raynal a comptée pour rien, a mérité l'attention de l'hiſtorien anglois, qui n'eſt pas perſuadé, comme lui, qu'on auroit réduit *infailliblement les nouvelles levées à mettre bas les armes.*

Le 12 octobre, les Anglois s'embarquèrent ſur le fleuve, & arrivèrent à Frogs-Neck, à dix milles

derrière notre camp, où le général Washington envoya des forces ſuffiſantes pour les empêcher d'avancer. Le 18, ils ſe rembarquèrent & ſe rendirent à Pells-Neck, où ils étoient à peine arrivés & mis en ordre pour marcher, qu'ils furent attaqués vigoureuſement par un corps de troupes aux ordres des colonels Glover & Shepard. Cette attaque fit plier ſur la droite l'infanterie légère de l'ennemi, & le général Howe ſe poſta entre Pells-Neck & New-Rochelle, au lieu d'avancer dans l'intérieur du pays, comme il paroiſſoit en avoir eu d'abord l'intention.

La nouvelle ſituation de l'ennemi détermina le général Waſhington à reculer de douze ou quinze milles. Les 20 & 21 du même mois il aſſit ſon camp à White-Plains (plaines blanches), endroit à-peu-près parallèle au camp des Anglois. Le jour ſuivant (le 22), le général Howe alla l'attaquer avec vingt-deux mille hommes de troupes d'élite. L'action commença trois milles avant d'arriver aux lignes, entre l'infanterie angloiſe & les milices américaines qui ne purent ſoutenir l'attaque. Cependant comme l'infanterie ſe trouvoit haraſſée par la marche, elle fut relevée par des troupes allemandes. Le général Mac-Dougall reçut leur attaque, la ſoutint & finit par les repouſſer. Alors le général Howe, s'étant fait ouvrir le paſſage entr'elles, s'avança lui-même à la tête des grenadiers

diers Anglois, & obligea le général Mac-Dougall de ſe retirer, après une forte réſiſtance, au-dedans des lignes, qu'il ne parut pas prudent à l'ennemi d'eſſayer de forcer. Le reſte du jour, on ne fit agir de part & d'autre que le feu de l'artillerie. Les quatre jours ſuivans, les deux armées ſe tinrent en face l'une de l'autre. Le général Washington ayant un peu changé la ſituation de la ſienne, pour que ſes magaſins fuſſent plus en ſûreté, le général Howe tenta pluſieurs fois en vain de le débuſquer. Il n'en faut pas davantage pour prouver que c'eſt à tort que M. l'abbé Raynal attribue au général anglois une inaction de ſix ſemaines.

L'armée angloiſe dirigea ſa marche enſuite vers New-York, pour ſe procurer des quartiers d'hiver ; mais la priſe inattendue du fort Washington & les ſuites de cet évènement décidèrent le général Howe à ſe tourner du côté de Philadelphie. Perſonne n'ignore la retraite que le général Washington fut obligé de faire à travers les Jerſeys, n'ayant avec lui que deux mille cinq cens hommes, « avec leſquels, dit M. l'abbé Raynal, page 312, » *il eſt trop heureux* de pouvoir ſe ſauver au-delà » de la Delaware. »

L'auteur, après avoir reproché au commandant anglois de n'avoir pas profité de l'occaſion d'*étouffer la nouvelle république*, ce qui ne parut pas vraiſemblablement auſſi facile au général Howe

qui étoit ſur le lieu, qu'il l'a paru à l'auteur dans ſon cabinet, finit en diſant, qu'il prit les quartiers d'hiver avec beaucoup de négligence, & ajoute page 313 : « Cette préſomption enhardit les mi-» lices de la Penſylvanie, du Maryland, de la » Virginie, accourues & réunies pour leur ſalut » commun. Le 25 décembre, elles traverſent la » Delaware & fondent inopinément ſur Trenton, » occupé par quinze cens des douze mille Heſſois, » ſi lâchement vendus à la Grande-Bretagne par » leur avare maître. Ce corps eſt maſſacré, pris » ou diſperſé tout entier. Huit jours après, trois ré-» gimens anglois ſont également chaſſés de Prince-» Town : mais après avoir mieux ſoutenu leur ré-» putation que les troupes étrangères à leur ſolde. »

L'officier que j'ai déjà cité répond ainſi à M. l'abbé Raynal. « L'affaire de Trenton eſt mal expoſée ; celle de Prince-Town ne l'eſt point du tout. Huit jours après l'affaire de Trenton, le général Washington revint dans les Jerſeys, & prit poſte dans cette même ville. Douze mille Anglois arrivèrent pour l'attaquer, mais la nuit étoit trop prochaine. Pendant cette même nuit, le général américain qui ſe voyoit très-inférieur en force, trompa l'ennemi par le moyen du feu dont la fumée ſervit à couvrir ſa retraite ; il fit une marche oblique d'environ dix-huit milles, & arriva au point du jour à Prince-Town, douze milles derrière eux, où il enleva un

régiment qu'on y avoit laiſſé en communication. »

« Ce régiment ſoutint mal ſa réputation, car il ne ſe battit pas ; & le commandant la ſoutint encore plus mal ; en effet, au lieu de s'enfermer dans le grand bâtiment & dans la cour du collège, il ſe forma dans la grande rue où il ne put faire aucune réſiſtance. Le mouvement du général Washington lui fait le plus grand honneur aux yeux des gens de l'art, ſur-tout lorſqu'on ſait qu'en forçant les Anglois de ſe replier ſucceſſivement, il finit par recouvrer les Jerſeys & s'aſſurer des quartiers d'hiver. »

Les Allemands poſtés à Trentown furent ſurpris, mais ils ſe battirent. Ils ne mirent bas les armes qu'après que le colonel Roll, leur commandant, eut été grièvement bleſſé de trois balles de fuſil. Je tiens cette particularité de pluſieurs perſonnes qui y furent préſentes, entr'autres du colonel Smith qui prit ſoin de ce commandant.

La relation qui ſuit, page 315, n'eſt pas plus exacte que la précédente. « La campagne de 1777 » s'ouvre très-tard. L'armée angloiſe, déſeſpérant » de ſe tracer par le Jerſey une route en Penſyl- » vanie, s'embarque *enfin* le 23 juillet, & atteint » par la baye de Chéſapeak une contrée qu'on » pouvoit reprocher à ſes généraux de n'avoir pas » envahie l'année précédente. Sa marche n'eſt pas

» interrompue juſqu'à Brandiſwine. Là, elle at-
» taque, elle bat les Américains le 11 ſeptembre,
» & arrive le 30 à Philadelphie. »

La manière de l'auteur eſt vraiment ſingulière. Ce qu'en dit M. Payne me revient ici fort à propos. « Il précipite ſa narration en homme qui brûle d'être débarraſſé d'une tâche faſtidieuſe. On ſent qu'il lui tarde de s'exercer dans le champ plus vaſte de l'éloquence & de l'imagination. »

Le même officier, qui vit répandre le ſang pluſieurs fois avant que l'armée angloiſe arrivât à Philadelphie, & qui même verſa du ſien, m'a communiqué les détails ſuivans, qui, ſelon l'uſage, ne s'accordent point avec ceux de M. l'abbé Raynal.

« Sa marche fut interrompue à Chiſtian Chreek, où il y eut une affaire entre ſon avant-garde & nos troupes légères. La canonade de Brandiſwine commença à neuf heures du matin à Chads-Ford, & il y eut auſſi des coups de fuſil entre les troupes légères, dès la pointe du jour. L'affaire ſur la droite à Wingmilton-Church commença à quatre heures avec la mouſqueterie & le canon à mitraille. De nouvelles lignes ſe formant derrière celles qui étoient repouſſées, le combat ne finit qu'à la nuit. Nous fûmes battus; nous perdîmes beaucoup de monde; les ennemis en perdirent davantage, parce qu'on leur en tua beaucoup à l'attaque, &

que nous fûmes bientôt à couvert dans la retraite. C'eſt ce que nous sûmes par nos chirurgiens que le général Howe nous avoit fait demander, parce que les ſiens étoient trop occupés à ſoigner leurs propres bleſſés. »

« Il faut que les ennemis ayent regardé cette affaire comme plus fatiguante qu'elle ne l'eſt pour M. l'abbé Raynal, puiſqu'ils ne marchèrent pas le lendemain à Darby, ce qui nous auroit beaucoup embarraſſés. Il y a deux marches au plus de Brandiſwine à Philadelphie ; il faut donc qu'il y ait eu quelques autres mouvemens du 11 au 30. Il y en eut beaucoup & de très-intéreſſans, & ſans notre infériorité, Howe n'eût jamais pu paſſer le Scuylkill. »

A la même page, M. l'abbé Raynal fait partir ſon *vainqueur* de Philadelphie, & la raiſon qu'il en donne eſt l'ennui de ce ſéjour. « L'ennui d'une » priſon qui dure depuis neuf mois, le détermine » à regagner New-York par le Jerſey ; & ſous » le commandement de Clinton, ſucceſſeur de Ho- » we, il exécute cette longue & périlleuſe retraite » avec moins de perte qu'un ennemi plus expé- » rimenté ne lui en auroit cauſée. »

Le ſeul homme auquel on pourroit s'en prendre, ſi nous n'avons pas mieux profité de cette retraite, (qui d'après notre poſition reſpective, n'étoit pas ſi admirable, quoiqu'elle ne fût pas ſans mérite) eſt le ſeul général expérimenté que nous

euſſions, le général Lee. Si les ordres du général Washington euſſent été remplis, Clinton ſe ſeroit trouvé dans un grand embarras, & un *vainqueur* qui s'expoſeroit de la ſorte pour fuir l'ennui, ſeroit inexcuſable (1). La vérité eſt que les Anglois s'amuſoient beaucoup à Philadelphie, & c'eſt une choſe aſſez ſingulière que l'auteur les envoye de Philadelphie à New-York pour fuir l'ennui, comme s'il s'agiſſoit de paſſer des montagnes d'Auvergne à Paris. Enfin, ce fut la flotte françoiſe commandée par le comte d'Eſtaing, & non l'ennui qui détermina les Anglois à prendre la ſage précaution de traverſer les Jerſeys.

Lorſque les ennemis eurent évacué Philadelphie, le général Washington partit du camp de Valley-Forge, & paſſa la Delaware à vingt milles au-deſſus de la ville. On rompit les chemins dans les Jerſeys, mais ſans nuire beaucoup à la marche des généraux Clinton & Knipauſen, qui avoient envoyé leurs malades & une partie de leurs équipages par mer. Le général Clinton, après avoir balancé quelque tems ſur la route qu'il tiendroit, ſe dirigea vers Freehold, & gagna par ce chemin

(1) De tems en tems M. l'abbé Raynal met le lecteur dans le cas de faire des réflexions qu'il paroît n'avoir eues nullement en vue, & qui, ſi elles étoient juſtes, feroient peu d'honneur à ceux qu'il a deſſein de louer.

un pays où il étoit difficile de l'attaquer, au lieu qu'il eût été sûrement fort endommagé, s'il ſe fût expoſé au paſſage de Rareton. L'armée américaine étoit à-peu-près de la même force; elle étoit compoſée d'environ quatorze mille hommes. Nous avions à-peu-près de quinze cens à deux mille miliciens qui tâchoient de harceler l'ennemi dans ſa marche. La nôtre fut retardée par le manque de proviſions, & plus encore par les incertitudes d'un conſeil de guerre, où le général Lee perſuada à la majorité qu'il convenoit de ne pas riſquer une affaire, & de ſe porter en droiture aux White-Plains. L'approche du comte d'Eſtaing, qui avoit beaucoup contribué à l'évacuation de Philadelphie, fut la raiſon dont il ſe ſervit contre les riſques d'une affaire générale. Le général Washington ſe détermina cependant le lendemain à réunir quatre mille hommes environ ſous le marquis de la Fayette, & à lui ordonner de ſuivre de près l'ennemi, & de prendre l'occaſion de l'attaquer. Le général Lee, dont le tour étoit venu de marcher, réclama ce détachement qu'il avoit d'abord cédé; puis il partit avec mille hommes, joignit le Marquis qui reſta ſous ſes ordres, & détacha la milice pour attaquer la marche des ennemis en front, tandis qu'il attaqueroit l'arrière-garde. Le 28 juin au matin, il étoit à portée des ennemis qui s'étoient réunis dans une ſeule colonne de marche;

leur arrière-garde ſe trouvoit trop ſéparée du corps de l'armée ; mais au lieu de profiter de cette circonſtance, le général Lee manœuvra mollement, ſe découvrit, recula, & finit par attirer ſur lui non-ſeulement cette arrière-garde, mais encore toute l'armée ennemie. Il ſe retiroit avec quelque confuſion qu'il falloit attribuer à lui ſeul & non pas aux troupes, lorſque le général Washington, qui ſuivoit avec l'armée, arriva au galop, renvoya le général Lee ſur les derrières, forma quelques troupes de l'avant-garde pour arrêter l'ennemi, & les confiant aux généraux la Fayette, Knox & Wayne, retourna former ſon armée. Lorſqu'il fut prêt, le corps avancé, déjà preſque entièrement tourné, reçut l'ordre de ſe retirer, & à peine en eut-il le tems. Les deux armées, ſéparées par un petit vallon, ſe canonèrent longtems avec un grand effet. Celle des ennemis fut priſe en flanc par une batterie de l'aîle droite du général Green, commandée par le lieutenant-colonel Mauduit. Ils firent une tentative pour tourner notre gauche, & le général y plaça en potence la ſeconde ligne de ſon armée dont le marquis de la Fayette avoit repris le commandement. Mais le feu des batteries de l'aîle gauche, commandée par le lord Sterling, ne permit pas aux ennemis d'exécuter leur mouvement. Ils prirent deux poſitions en arrière du champ de

bataille. L'armée américaine marcha en avant. La nuit ſurvint, & comme elle étoit très-noire, le général Clinton en profita pour ſe retirer précipitamment, & gagner les hauteurs du Muniſink, en laiſſant aux vainqueurs les bleſſés qu'il recommanda à leur humanité (1).

A la page ſuivante, l'auteur parle de l'expédition du général Burgoyne, & peint l'effet que produiſit ſon arrivée à Ticonderago, ſous des couleurs propres à déshonorer le général Saint-Clair qui en étoit le commandant. « A ſon approche, » une garniſon de quatre mille hommes aban- » donna ce poſte important, avec perte de ſon » artillerie, de ſes munitions, de ſon arrière- » garde. »

Si un général anglois voyant que le poſte de Ticonderago, excellent à défendre contre une attaque faite du côté des Etats-Unis, ne pouvoit être défendu contre une armée venante du Canada, & maîtreſſe du lac Champlain; ſi ce général anglois (dis-je,) avoit ſacrifié ſa réputation au déſir de ſauver *deux à trois mille hommes*, qui depuis ont forme le noyau des troupes qui ont

(1) Le général Clinton écrivit à ſa cour qu'il avoit profité du clair de lune, quoique la lune fût nouvelle & par conſéquent ſous l'horiſon. Il eſt inconcevable comment il put s'éblouir à ce point.

pris Burgoyne à Saratoga, M. l'abbé Raynal cédant à ſon extrême délicateſſe, & à ſon inclination généreuſe qui le porte toujours à vanter les actions des ennemis, auroit élevé juſqu'aux nues la vertu de ce général : c'eſt ce que fit le général Saint-Clair.

L'auteur fait enſuite ſes obſervations ſur la conduite du général Burgoyne, & les termine ainſi : « Les Américains reprenant courage ſe » raſſembloient de toutes parts autour de lui. Enfin » ce malheureux corps d'armée ſe trouva enve- » loppé le 13 octobre à Saratoga ; & les nations » apprirent avec étonnement que ſix mille ſol- » dats des mieux diſciplinés de l'ancien hémiſphère » avoient mis les armes bas devant les agricul- » teurs du nouveau, conduits par l'heureux Gates. » Ceux qui ſe rappelloient que les Suédois de » Charles XII juſqu'alors invincibles avoient » capitulé devant les Ruſſes encore barbares, » n'accuſoient pas les troupes angloiſes, & blâ- » moient ſeulement l'imprudence de leur géné- » ral (1). »

Les pauvres Américains, ſoldats ou commandans, n'ont jamais été capables d'échauffer l'éloquence de l'auteur. A peine fait-il mention de

(1) Il paroît que l'auteur ignore que la moitié des troupes qu'on fit priſonnières étoient Allemandes.

la priſe de Burgoyne, & la conduite de ceux qui le prirent n'eſt pas digne de ſon attention, livrée à des réflexions qui lui paroiſſent plus intéreſſantes. Il faut eſpérer qu'ils ſeront dédommagés par celui qui écrira l'hiſtoire de la guerre dans les états ſeptentrionaux.

M. l'abbé Raynal paſſe enſuite à l'examen des cauſes pour leſquelles les Anglois ne ſont point parvenus à ſoumettre les provinces confédérées. Parmi ces cauſes, il compte « ceux même qui, » dans le parlement, s'élevoient avec le plus » de véhémence contre le traitement fait aux » Américains; ceux qui les encouragoient le plus » à la réſiſtance; ceux qui peut-être leur faiſoient paſſer des ſecours ſecrets, &c. »

L'auteur eſt ſingulièrement enclin à croire que nous avons reçu des ſecours ſecrets; mais je veux le détromper en l'aſſurant que malheureuſement pour nous, les ſecours du parti de l'oppoſition en Angleterre, ſur leſquels il eſt en doute, ne furent pas moins imaginaires que ceux du gouvernement de France dont il eſt ſûr.

Selon lui, ce fut auſſi le luxe qui empêcha les Anglois de parvenir à ſoumettre les provinces confédérées. « En s'éloignant des côtes, il auroit » fallu renoncer aux ſuperfluités dont on étoit » épris; & ce goût de luxe, cette ardeur d'autant » plus violente qu'elle étoit récente, n'encoura-

» geoient pas à pourſuivre dans l'intérieur des » terres un ennemi toujours prêt à s'y enfoncer. »

Comme ce mot *enfoncer* tend à repréſenter les Américains comme un troupeau de moutons prêt à fuir & à ſe cacher, dès qu'il apperçoit le loup, je prendrai la liberté de ſupplier le lecteur de conſidérer qu'il étoit de leur intérêt, qu'il étoit même indiſpenſable pour eux de tâcher d'attirer l'ennemi dans l'intérieur du pays, puiſqu'ils ne pouvoient jamais eſpérer d'obtenir aucun avantage ſur les côtes.

Mylord Cornwallis, quand il étoit à York-Town, auroit pu ſe mocquer de cent mille hommes des meilleures troupes, ſi la flotte françoiſe n'avoit pas été là. Auſſi-tôt qu'il auroit cru voir quelque danger, il ſe ſeroit embarqué ſur le fleuve York, & il ne lui eût fallu que quelques heures pour gagner un autre endroit qu'il auroit pu ravager pendant pluſieurs ſemaines avant d'être interrompu. Les Anglois ne purent jamais ſe maintenir long-tems dans l'intérieur du pays ; ils le déſoloient par leurs incurſions, mais en le déſolant, ils s'affoibliſſoient. Leur grand avantage conſiſtoit dans l'empire de la mer, avantage qu'ils perdoient lorſqu'ils s'éloignoient des côtes & des fleuves navigables ; de ſorte que, ſi c'eût été le luxe qui les eût empêchés de *pourſuivre dans l'intérieur des terres un ennemi toujours prêt à s'y enfoncer*, comme

le ſuppoſe l'auteur, ce luxe ne leur auroit pas été préjudiciable. Ainſi la ſortie qu'il fait à ce ſujet, page 327, contre *les politiques nouveaux*, eſt abſolument hors de ſaiſon.

L'auteur examine enſuite, « pourquoi les pro-» vinces confédérées n'ont pas réuſſi à chaſſer les » Anglois du continent américain. » Il prétend qu'une de ces cauſes fut, « le peu d'eſpérance de » ſe meſurer avec avantage contre des hommes » vieillis dans la diſcipline, &c..... Il ajoute : « L'enthouſiaſme ſeul auroit pu ſurmonter ces » difficultés : mais en exiſta-t'il plus réellement » dans les colonies que dans la métropole ? »

La ſuppoſition de l'auteur ſur le peu d'eſpérance de ſe meſurer, &c. eſt ſuffiſamment détruite par des faits bien connus, & ſur-tout par l'ardeur intrépide des volontaires dans les conjonctures les plus critiques. A l'égard du défaut d'enthouſiaſme, l'auteur a raiſon. Les Américains ne ſe laiſsèrent conduire que par un patriotiſme raiſonné, & ſous ce point de vue ils auroient eu ſans doute quelque part à ſes éloges, ſi ſa ſcrupuleuſe délicateſſe ne lui eût pas fait craindre d'être accuſé de partialité, venant à louer un peuple allié avec ſa nation. Pour écarter toute eſpèce de doute à ce ſujet, après nous avoir taxé gratuitement de *lâcheté*, il continue ainſi, page 330, ſon tableau de l'*autorité naiſſante.*

« On la vit punir de mort la déſertion, & » ſouiller par des *aſſaſſinats* l'étendart de la liberté. » On la vit ſe refuſer à l'échange des priſonniers, » de peur d'augmenter dans les troupes, *le pen-* » *chant de ſe rendre à la première ſommation.* On » la vit réduite à la néceſſité d'ériger des tribunaux » chargés de pourſuivre les généraux ou leurs » lieutenans qui abandonneroient trop légèrement » les poſtes confiés à leur vigilance. »

Il y a des écrivains qui ſe repréſentent une révolution comme une émeute, & une armée comme une petite coterie. Il faut des tribunaux à toutes les nations pendant l'eſpace de dix années, & il y a de mauvais ſujets dans toutes les armées. Les étrangers & quelquefois les nationaux déſertoient, alors on les puniſſoit, & c'eſt ce que M. l'abbé Raynal appelle poliment un *aſſaſſinat.*

Comme on échangeoit autant d'Anglois que d'Américains, la belle raiſon de M. l'abbé Raynal auroit été autant en notre faveur que contre nous. Le fait eſt que les Anglois avoient fait une propoſition de cartel ridicule, & qu'on ne put s'échanger que lorſqu'ils devinrent raiſonnables.

Le cartel propoſé par les Anglois ne fut pas accepté, parce qu'ils vouloient nous paſſer en compte un nombre de priſonniers américains qu'ils avoient apportés mourans ſur le rivage, dont une partie avoient péri dans la traverſée de New-York

à la côte de New-Jerſey. Sans entrer dans l'affreux détail des moyens qui avoient réduit ces malheureux dans un état ſi déplorable, il ſuffit de ſavoir qu'une partie de ces gens-là fut délivrée morte ou mourante, pour ſentir que le général Washington ne pouvoit pas les admettre en compte dans le traité d'un cartel.

Ils ont ſouvent propoſé d'échanger des citoyens contre des ſoldats anglois.

Une autre occaſion de diſpute étoit le général Lee que les Anglois n'ont conſenti à échanger qu'en 1778.

Il y a dans toutes les marines & dans beaucoup d'armées une enquête faire ſur la perte d'un bâtiment ou d'un poſte. C'eſt moins un moyen de punir que de juſtifier, & plus on met de prix à la faveur publique, plus on s'empreſſe à demander ces ſortes d'enquêtes.

Quant au *penchant de ſe rendre à la première ſommation*, il n'a jamais exiſté. Les ennemis n'ont jamais oſé s'en vanter. Les faits ont prouvé le contraire, & le traitement que nos priſonniers recevoient, n'étoit pas fort encourageant pour déterminer les Américains à ſe rendre *à la première ſommation.*

Depuis le commencement de la guerre juſqu'au mois d'août 1779, les priſonniers américains furent traités avec barbarie, & en Amérique on ne pou-

voit pas ſe réſoudre à uſer de repréſailles ſur les innocens. Tandis que j'étois priſonnier à New-York, dans l'été de 1779, traverſant un jour cette partie de la ville qui avoit été incendiée, vers le bord du fleuve Hudſon avec M. Cammel, capitaine d'infanterie dans l'armée angloiſe, il me dit d'un ton qui marquoit l'excès de ſa ſenſibilité, que nous paſſions ſur les tombeaux d'environ quatre mille hommes, tant françois qu'américains, morts pour avoir été tenus renfermés dans les égliſes durant les plus grandes chaleurs de l'été, & tellement ſerrés qu'ils étouffoient faute d'eſpace & d'air, outre qu'ils n'avoient qu'une nourriture infecte & inſuffiſante avec de l'eau ſaumâtre & en très-petite quantité, de ſorte que la ſoif étoit pour eux le plus horrible des tourmens (1).

(1) Pour que le lecteur puiſſe juger de la croyance que mérite le rapport du S. Cammel, il faut que je le lui faſſe connoître. Quelques années avant la révolution, ſa famille ſortie d'Ecoſſe s'étoit établie dans la Caroline Septentrionale. Quand la guerre commença de s'allumer, il alla ſe joindre aux Anglois, & laiſſa dans la Caroline, ſon père, ſa mère, ſes frères, ſes ſœurs, & ſes biens. Il me dit pluſieurs fois que ſa conſcience l'obligeoit à marcher ſous les drapeaux du roi, quoiqu'il déſapprouvât en beaucoup de points la conduite de ſes miniſtres & de ſes officiers, & que ſa tendreſſe pour ſa famille fût toujours

On

On n'ignoroit pas la ſituation déplorable des priſonniers qui étoient détenus dans deux vaiſſeaux de guerre convertis en priſons, où dès le troiſième jour ils étoient attaqués d'une fièvre peſtilentielle, dont la plupart mouroient dans le délire, & il reſtoit peu d'eſpoir à ceux qui ſurvivoient de ſe rétablir jamais parfaitement.

Me trouvant un jour à bord du Commodore, je vis ſur le pont d'un petit bâtiment autant de monde qu'il me ſembloit qu'il pouvoit y en avoir. La choſe me parut ſingulière, & j'en demandai la cauſe. « Ce ſont environ cent cinquante priſonniers échangés, me répondit un lieutenant de troupes de la marine, dont il n'en arrivera peut-être pas vingt en vie à Boſton. » Pourquoi donc, lui dis-je? — « Parce qu'ils ont la mort dans le ſang. » — Je crus m'appercevoir par ſon langage & par ſon air qu'il étoit pénétré de ſentimens d'humanité, & je ne me trompai point. Il m'informa qu'ils venoient d'être tirés des vaiſſeaux dont j'ai parlé ci-deſſus. L'attendriſſement extrême qu'il fit paroître, me rappella l'air de ſatisfaction que j'avois remarqué à terre, une demi-heure auparavant, ſur le viſage de certains Ecoſſois, d'un

---

la même, malgré la différence d'opinions en matière politique. Il étoit perſuadé que les Anglois l'emporteroient, & il ſe flattoit de pouvoir être utile à ſa famille.

caractère diamétralement opposé à celui de cet officier. J'entendis un d'entre eux dire gaiement aux autres, tandis qu'il regardoit avec la lunette du côté des bâtimens : « Nous avons eu des hommes & nous donnons en échange des cadavres. »

Nous fûmes instruits dès le commencement de la guerre du traitement indigne qu'éprouvoient nos prisonniers; cela fut cause que plusieurs étoient d'avis qu'on ne donnât ni ne reçût aucun quartier. Il m'est arrivé plusieurs fois d'entendre des hommes d'un excellent cœur protester qu'ils ne s'enrôleroient pas à d'autres conditions. « S'il est possible, disoient-ils, de rendre nos ennemis tant soit peu humains, c'est le seul moyen, puisque nous ne pouvons nous résoudre à faire comme eux. A quoi sert la vie, lorsqu'il faut souffrir au point d'être réduit à desirer la mort? » De telles dispositions sont bien opposées *au penchant de se rendre à la première sommation.*

Cette conduite barbare cessa en grande partie au mois d'août 1779, en conséquence des démarches de M. Gérard, ministre plénipotentiaire du roi de France, auprès des Etats-Unis. Ce ministre dépêcha un exprès de Philadelphie, qui eut deux jours de conférence avec un commissaire anglois à Staten-Island. Ce qui contribua beaucoup à ce changement (à ce que l'on supposa) ce fut la nouvelle que les Anglois venoient de rece-

voir du combat du comte d'Eſtaing contre les amiraux Byron & Barrington, & de la priſe de Saint-Vincent & de la Grenade; parce que d'ordinaire la modération s'éveille en eux après une défaite, autant que l'humanité & la généroſité dans les François après une victoire.

Ces vérités ne détruiſent pas les exceptions qui ſe rencontrent toujours parmi tous les peuples & dans toutes choſes. J'en demande pardon à ces déclamateurs énergumènes, dévorés de la fièvre de la myſantropie, le genre humain n'eſt pas auſſi méchant qu'ils voudroient le faire croire. Les actions dignes d'éloges du côté de nos ennemis furent plus fréquentes que les actions dignes de blâme du côté des puiſſances alliées. Quand j'étois à New-York j'eus occaſion d'entendre parler de pluſieurs perſonnes diſtinguées par les ſentimens les plus nobles, dont la conduite fut diamétralement oppoſée à l'eſprit de ceux qui préſidoient alors dans le cabinet de Saint-James. J'en citerois deux ſur-tout, ſi je ne craignois de commettre une indiſcrétion. Je me contenterai de les ſupplier d'agréer le tribut de la reconnoiſſance la plus vive & la plus ſincère, & je paſſe au récit d'un trait d'humanité & de grandeur d'ame de la part d'un ſimple matelot.

Vers la fin de 1777, un capitaine françois fut condamné à mort par la cour martiale angloiſe

de New-York, pour avoir continué de ſe battre (en déſeſpéré ſuivant l'opinion de la cour, & bravement au jugement de tout autre) & pour avoir tué quelqu'un, après que ſon bâtiment avoit été abordé, & qu'il ne pouvoit plus douter, à ce que diſoient ſes juges, de l'impoſſibilité de le défendre. Le fait eſt que le pavillon flottoit. Un marinier anglois, la nuit qui ſuivit immédiatement ſa ſentence, & qui devoit précéder ſon exécution, réuſſit à le faire évader de la priſon, non ſans avoir couru de grands riſques. Tous les deux étant arrivés à Williamsbourg, où ſe trouvoient alors beaucoup de François, dont pluſieurs étoient amis du capitaine, il eſt aiſé de concevoir que le matelot devint l'objet de leur attachement & de leur admiration. Ils le menoient par-tout comme en triomphe, & lui firent les offres les plus généreuſes. Il ouvrit ſon ame à-peu-près de la manière ſuivante. « Vous êtes un brave homme, dit-il au capitaine, & votre ſentence m'a paru injuſte. Je me ſuis beaucoup expoſé pour vous ſauver, & ce que j'ai fait, je le ferois encore. Je n'avois pas le courage de voir périr un brave homme ſi miſérablement. J'étois déjà affligé de la conduite que mes compatriotes tenoient à New-York, & je voulois m'en aller. Tout ce que je deſire maintenant, c'eſt qu'on me procure les moyens de retourner en Angleterre le

plutôt poſſible, parce que je ne voudrois pas qu'on pût me ſoupçonner d'entretenir des ſentimens contraires à ma patrie. » En conſéquence, il fut renvoyé comme il le deſiroit.

Je reviens à mon auteur. Après nous avoir taxé de *lâcheté*, après avoir dit, page 331, que les ſentimens héroïques étoient rares parmi nous, & devenoient moins communs de jour en jour (1), Il continue ainſi ſes réflexions. « Jamais » l'ivreſſe ne fut générale; & elle ne pouvoit » être que momentanée. De toutes les cauſes éner- » giques qui produiſirent tant de révolutions ſur le » globe, aucune n'exiſtoit dans le nord de l'Améri- » que. Ni la religion, ni les loix n'y avoient été » outragées. Le ſang des martyrs ou des citoyens » n'y avoit pas ruiſſelé ſur des échafauds. On n'y » avoit pas inſulté aux mœurs. Les manières, » les uſages, aucun des objets chers aux peuples » n'y avoient été livrés au ridicule. Le pouvoir » arbitraire n'y avoit arraché aucun habitant du

(1) M. l'abbé Raynal n'étoit pas tout-à-fait de cet avis, à la page 269. « On vous avoit dit que les Américains » n'étoient qu'un vil troupeau de lâches que la moindre » menace ameneroit tremblant & conſterné à tout ce qu'il » vous plairoit d'exiger. A la place des hommes puſilla- » nimes qu'on vous avoit peints & promis, vous rencontrez » de braves gens, de véritables Anglois, des concitoyens » dignes de vous. »

» ſein de ſa famille ou de ſes amis, pour le » traîner dans les horreurs d'un cachot. L'ordre » public n'y avoit pas été interverti. Les prin- » cipes d'adminiſtration n'y avoient pas changé ; » & les maximes du gouvernement y étoient » toujours reſtées les mêmes. Tout ſe réduiſoit » à ſavoir ſi la métropole avoit ou n'avoir pas » le droit de mettre directement ou indirectement » un léger impôt ſur les colonies : car les griefs » accumulés dans le manifeſte n'eurent de valeur » que par ce premier grief. Cette queſtion preſque » métaphyſique, n'étoit guères propre à ſoule- » ver une multitude, ou du moins à l'intéreſ- » ſer &c. »

Quand l'auteur mit au jour ſes réflexions hiſtoriques, ſix ans d'expérience avoient démontré que l'*ivreſſe*, pour me ſervir de ſon expreſſion, pouvoit être plus que momentanée, & que bien loin de n'avoir jamais été générale, elle avoit toujours été preſque univerſelle. Il eſt vrai que le pouvoir arbitraire n'avoit arraché juſqu'alors aucun habitant du ſein de ſa famille ; mais un acte du parlement d'Angleterre avoit ordonné qu'on le fît, & l'auteur auroit rendu un plus juſte hommage à l'impartialité qui lui eſt ſi chère, ſi au lieu de nier qu'*aucune cauſe de révolution* exiſtât chez eux, il avoit tenu compte aux Américains de ne pas avoir attendu les ſuites de cet acte

Ce qu'il dit ſur *l'ordre public* eſt abſolument faux : toutes ces choſes avoient changé, comme on le lit dans la déclaration d'indépendance. Cette déclaration ſolemnelle du congrès, dont il parle dans le paſſage qui vient d'être cité, comme d'un ſimple manifeſte, lui ſemble apparemment n'être que de la charlatannerie, puiſque *les griefs qui s'y trouvent accumulés n'eurent*, ſuivant lui, *d'autre valeur que par la queſtion preſque métaphyſique, laquelle ſe réduiſoit à ſavoir ſi la Grande-Bretagne avoit ou n'avoit pas le droit de mettre un léger impôt ſur les colonies.* Il ſuffit de lire la diſcuſſion ſur la véritable cauſe de la révolution, pour être convaincu que la queſtion n'étoit point du tout métaphyſique ; & les griefs accumulés dans la déclaration d'indépendance, ſont le réſultat de faits inconteſtables. En conſidérant que l'auteur dit aux Anglois, page 259, à l'occaſion de leur conduite envers les Américains : « Quand en avez-» vous éprouvé des refus, ſi ce n'eſt lorſque leur » appuyant la bayonnette ſur la poitrine, vous leur » avez dit : *Vos tréſors ou la vie ; mourez ou ſoyez* » *mes eſclaves*, » il eſt difficile de concevoir comment *de toutes les cauſes énergiques qui produiſirent tant de révolutions ſur le globe, aucune n'exiſtoit dans le nord de l'Amérique.* Où faudra-t-il donc chercher ces cauſes énergiques, ſi ce n'eſt pas aſſez d'appuyer la bayonnette ſur la poitrine pour

avoir la fortune ou la vie, pour tuer les hommes ou pour les rendre eſclaves ?

Cet objet eſt traité avec étendue dans la lettre de M. Payne. Je me contenterai d'en rapporter quelques fragmens au ſujet du prétendu défaut de cauſes énergiques.

» M. l'abbé Raynal, dit M. Payne, en parlant de l'acte du timbre qui fut paſſé en 1764, l'appelle *une uſurpation des droits les plus ſacrés & les plus précieux des Américains;* & par conſéquent il avoue que la plus énergique de toutes les cauſes, c'eſt-à-dire, *une uſurpation des droits les plus précieux & les plus ſacrés*, exiſtoit en Amérique douze ans avant la déclaration d'indépendance, & dix ans avant le commencement des hoſtilités, &c. »

« A la vérité, l'acte du timbre fut révoqué deux ans après qu'il eut été paſſé; mais il ne tarda pas à être ſuivi d'un autre acte d'une bien plus grande importance, & ſuſceptible de conſéquences bien plus dangereuſes, je veux parler de l'acte déclaratoire, qui, ſuivant ſon titre, attribuoit au parlement d'Angleterre le droit de lier l'Amérique *dans tous les cas quelconques.* »

« Si l'acte du timbre étoit *une uſurpation des droits les plus précieux & les plus ſacrés des Américains*, l'acte déclaratoire ne leur en laiſſoit plus aucuns, il renfermoit les ſemences toutes développées du gouvernement le plus deſpotique qui ait jamais

été exercé dans le monde ; il plaçoit l'Amérique dans l'état du plus vil aſſerviſſement ; car il demandoit une ſoumiſſion abſolue dans chaque choſe, ou, comme l'acte le porte, *dans tous les cas quelconques* ; & ce qui contribuoit à le rendre encore plus offenſant, c'eſt qu'il paroiſſoit avoir été paſſé comme un acte de clémence : c'eſt ici qu'on peut s'écrier avec vérité, que *la pitié du méchant eſt cruelle.* »

« Cet acte ébranloit dans leurs fondemens les chartes primitives de la couronne d'Angleterre, ſur la foi deſquelles les émigrans de l'ancien monde s'établirent dans le nouveau. Car au mépris de la nature de ces chartes, qui, étant celles d'un traité, ſuppoſoit un concours, il les ſoumettoit au caprice d'une des parties, qui, ſans conſulter l'autre, pouvoit déſormais les altérer ou les anéantir à ſon gré ; & par-là l'état de l'Amérique ſe trouvoit tout-à-fait entre les mains du parlement & du miniſtère, ſans qu'il lui reſtât le moindre droit dans aucun cas quelconque (1). »

« Il n'y a point d'acte de deſpotiſme auquel cette loi inique ne pût s'étendre, & quoique dans

(1) M. Payne a cru ſans doute inutile d'obſerver combien il eſt encore plus malheureux pour une nation d'être ſoumiſe à une nation étrangère, que de l'être au deſpotiſme d'un ſeul, fut-ce même un étranger.

les applications particulières, on pût être forcé quelquefois de s'accommoder aux mœurs & aux habitudes locales, le principe fondamental n'en légitimoit pas moins toute eſpèce de tyrannie. Il ne s'arrêtoit nulle part, & il embraſſoit, dans ſon étendue, la vie entière de l'homme, &, ſi je puis m'exprimer de la ſorte, une éternité de circonſtances. Toute loi demande obéiſſance : celle-ci demandoit ſervitude, & ſous ſon influence, la condition d'un Américain n'eût plus été celle d'un ſujet, mais celle d'un eſclave. La tyrannie s'eſt ſouvent établie ſans les loix, & quelquefois même *en dépit des loix*. Mais l'hiſtoire du monde ne fourniroit pas un autre exemple des efforts qu'elle a faits pour s'établir par leur ſecours. C'eſt un outrage ſanglant au gouvernement civil, & contre lequel on ne ſauroit trop s'élever ».

M. l'abbé Raynal aſſure, page 333, que « les » Anglois & les Colons réſolurent également d'em» ployer les Sauvages à leur deſtruction mutuelle », & page ſuivante, après avoir dit que les Sauvages rejetèrent la propoſition du général Carleton, il rapporte une prétendue réponſe de la tribu des Onéidas aux députés des Etats-Unis. L'Auteur ſe trompe, le diſcours de la tribu des Onéidas fut une proteſtation, non une réponſe. En voici la traduction auſſi littérale qu'elle puiſſe être.

Discours des chefs & guerriers de la tribu indienne des Onéidas, aux quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre, adreſſé directement au gouverneur Trumbull (1), *pour leur être par lui communiqué.*

Comme nos jeunes frères, les Indiens de la nouvelle Angleterre, qui ſe ſont établis dans notre voiſinage, s'en vont maintenant viſiter leurs amis, & chercher partie de leur famille qui eſt reſtée derrière, nous envoyons ce ceinturon (2) par eux, pour ouvrir la route, l'élargir & la dégager de tous obſtacles, afin qu'ils puiſſent viſiter leurs amis, & retourner paiſiblement à leurs établiſſemens.

Nous, les Onéidas, nous déterminons à prendre cette meſure, à cauſe de la triſte ſituation où ſont les affaires de ce côté, & nous eſpérons qu'avec l'aide de Dieu, ils pourront aller & revenir paiſiblement.

---

(1) Trumbull étoit gouverneur de Connecticut.

(2) Le préſent du ceinturon étoit une marque d'amitié, c'eſt pour cela qu'ils eſpèrent qu'il contribuera à ouvrir la route, &c. Les métaphores entre les Sauvages ſont fort à la mode, de même que les répétitions, ce qui vraiſemblablement eſt un effet de la pauvreté de leurs langues.

Nous les recommandons inſtamment à votre bienveillance dans le cours de leur long voyage.

Maintenant, c'eſt à vous, nos frères, que nous nous adreſſons plus particulièrement, vous, le gouverneur & les chefs de la Nouvelle-Angleterre.

Frères, nous avons entendu parler des malheureux différens, & des grands débats qui règnent entre vous & la Vieille-Angleterre. Nous nous en ſommes ſingulièrement étonnés, & nos eſprits en ſont troublés.

Frères, conſervez vos eſprits en paix à l'égard de nous autres Indiens. Nous ne pouvons nous mêler de cette diſpute entre deux frères. Elle nous ſemble contre nature. Vous êtes deux frères du même ſang. Nous ne voulons nous joindre à aucun parti dans une telle conteſtation, car nous portons une égale affection à vous deux, à la Vieille & à la Nouvelle-Angleterre. Si le grand roi d'Angleterre demande notre aide, nous le refuſerons: ſi les Colonies le demandent, nous les refuſerons de même. La poſition actuelle où vous vous trouvez l'un à l'égard de l'autre, vous qui êtes deux frères, eſt nouvelle & ſingulière pour nous. Nous autres Indiens, nous ne pouvons voir dans la tradition de nos ancêtres un pareil évènement, ni un pareil exemple.

Frères, pour ces raiſons conſervez vos eſprits en paix, & ne prenez point d'ombrage de ce que

nous autres Indiens nous refuſons de nous mêler de cette querelle. Nous ſommes pour la paix.

Frères, ſi c'étoit un étranger qui vous attaquât, nous y ferions attention, nous eſpérons que moyennant le gouvernement ſage & le bon plaiſir de Dieu, vos maux ſeront bientôr ſoulagés, & que le ſombre nuage ſera diſſipé.

Frères, comme nous nous ſommes déclarés pour la paix, nous vous prions de ne point rechercher l'aide de nos frères les Indiens de la Nouvelle-Angleterre. Souffrez que nous autres Indiens reſtions tous animés d'un même eſprit, & que nous vivions en paix l'un avec l'autre; & vous, hommes blancs (1), terminez vous-mêmes vos diſputes.

Frères, nous venons de vous déclarer notre intention. Faites-nous le plaiſir de nous écrire, pour que nous puiſſions connoître la vôtre.

Nous, les ſachems, guerriers & gouvernantes (2) de la tribu des Onéidas, nous envoyons l'aſſurance

---

(1) Comme ils ſont beaucoup plus bazanés que nous, ils appellent *Blancs* les Européens, & les Américains *Originaires d'Europe.*

(2) Le mot de *gouvernantes* eſt impropre. Parmi les Sauvages, perſonne ne commande. Tout ſe règle d'après l'avis de la pluralité. Le nom de *Sachems* eſt un de ceux par leſquels nous diſtinguons leurs principaux ou chefs, dont le pouvoir eſt proportionné au degré d'eſtime dont ils jouiſſent dans la nation ou tribu.

de notre amitié à vous nos frères le gouverneur & tous les autres chefs de la Nouvelle-Angleterre.

Kananoorohara, 19 juin 1775.

Signé par { THOMAS YOGHTANAWA, ADAM OHONOORARO,

Et dix autres chefs & guerriers de la tribu des Onéidas.

Traduit en Anglois & écrit par Samuël Kiſtland, miſſionnaire.

Juſqu'à cette époque l'aide des Onéidas n'avoit été réclamé ni par les Anglois ni par les Américains. Le chef de la tribu Shawanahac ayant déclaré aux députés de Virginie qu'il ne pouvoit répondre de contenir ſes jeunes gens en pareilles circonſtances, il leur recommanda d'en laiſſer venir trois ou quatre cens à notre armée, comme le ſeul moyen de s'aſſurer qu'ils ne ſe réuniroient point avec les Anglois; les députés refusèrent cette propoſition, en les priant & leur conſeillant de reſter neutres.

Il eſt certain que les Américains recommandèrent conſtamment aux Sauvages la neutralité, & il eſt vraiſemblable que le général Carleton fit la même choſe, ſi l'on en juge par ſa réputation. Les autres commandans anglois n'épargnèrent rien

pour les ſoulever contre nous de tous côtés, & ils n'y réuſſirent que trop. Quant à nous, ſans parler des raiſons d'humanité, quel aide pouvions-nous eſpérer de leur manière de faire la guerre? L'auteur ſe trompe en diſant : « Inſtruits » par l'expérience de ce que ces hordes pouvoient » apporter de poids dans la balance, les Anglois » & les Colons réſolurent également de les em- » ployer à leur deſtruction mutuelle. »

Nous ne pouvions les lâcher que contre des ſoldats ; & au contraire, nos maiſons, nos femmes & nos enfans étoient expoſés à leurs incurſions. Le peu de Sauvages qui ſe joignirent à nous, après que la guerre avoit déjà duré pluſieurs années, furent reçus dans notre armée bien moins pour les empêcher de ſe joindre à nos ennemis, que pour nous ſervir de guides dans les longues marches qu'il nous fallut entreprendre contre les hordes qui infeſtoient nos frontières. Il n'y a pas eu peut-être ſix Anglois dans toute la guerre tués par nos Sauvages.

L'auteur termine ſes réflexions ſur la conduite des ſauvages par le conte d'une prétendue offre de ſeize ſchelings qu'il nous fait faire par la tribu des Maſphis. Enſuite notre pauvreté devient l'objet de ſes diſſertations, & à cette occaſion il nous traite avec un mépris qui feroit preſque croire que c'eſt bien plutôt un Craſſus ou un Créſus qui parle,

qu'un philoſophe. « Le papier remplaça l'argent. » Pour donner quelque dignité au nouveau gage, » il fut entouré d'emblêmes qui devoient conti- » nuellement rappeler aux peuples la grandeur de » leur entrepriſe, le prix inappréciable de la liberté, » la néceſſité d'une perſévérance ſupérieure à toutes » les infortunes. L'artifice ne réuſſit pas. Ces ri- » cheſſes idéales furent repouſſées. Plus le beſoin » obligeoit à les multiplier, plus leur aviliſſement » croiſſoit. Le congrès s'indigna des affronts faits » à ſa monnoie ; & il déclara traître à la patrie » tous ceux qui ne la recevroient pas comme ils » auroient reçu de l'or. »

Il n'eſt pas vrai que les *richeſſes idéales fuſſent repouſſées* de la manière dont l'auteur le fait entendre, ni auſſi promptement. L'hiſtoire du papier monnoye dans la dernière partie de cet ouvrage prouvera le contraire. A l'égard de la déclaration que l'auteur prête au congrès, elle eſt abſolument imaginaire. Quand le congrès en auroit eu l'envie, il ne l'auroit pas fait, parce qu'il n'en avoit pas le droit, & aucun corps légiſlatif n'eut l'idée de porter une déclaration ſemblable.

M. l'abbé Raynal après avoir dit, page 337, que « la Grande-Bretagne avoit intercepté la na- » vigation des Américains avec l'Europe, avec » les Indes occidentales, avec tous les parages que » couvroient leurs navires », ajoute : « Alors ils » dirent

» dirent à l'Univers. *C'eſt le nom Anglois qui nous*
» *a rendus odieux ; nous l'abjurons ſolemnellement.*
» *Tous les hommes ſont nos frères. Nous ſommes*
» *amis de toutes les nations. Tous les pavillons peuvent*
» *ſans crainte d'inſulte, ſe montrer ſur nos côtes,*
» *fréquenter nos ports.* On ne ſe rendit pas à une
» invitation en apparence ſi ſéduiſante. »

La déclamation emphatique prêtée par M. l'abbé Raynal aux Américains eſt ridicule. Les Américains n'ont fait que profiter de la liberté acquiſe par la déclaration d'indépendance, liberté dont les rois de la Grande-Bretagne les privoient avant cette époque.

L'auteur aſſure, page 339, que le congrès eut le courage de refuſer les offres de l'Angleterre, à cauſe du traité conclu avec la France. Le congrès l'ignoroit à cette époque. Ce fait eſt prouvé juſqu'à la démonſtration par M. Payne, dans ſa lettre que nous avons citée pluſieurs fois.

L'hiſtorien anglois, dont nous avons déjà fait mention, a cru également que le congrès étoit dès lors inſtruit du traité conclu avec la France, mais il compte en outre, parmi les cauſes vraiſemblables de refus, *le peu de confiance que les Américains avoient dans la ſincérité des offres de la Grande-Bretagne, & la réſolution qu'ils avoient priſe de ne plus jamais renoncer à la liberté.* M. l'abbé Raynal qui étoit à portée de s'aſſurer que ce

traité ne pouvoit pas être une des cauſes qui y contribuèrent, aſſure que ce fut la ſeule. « Le » congrès, les généraux, les troupes, les hommes » adroits ou hardis, qui dans chaque colonie » s'étoient ſaiſis de l'autorité : tout avoit recouvré » ſa première audace. C'étoit l'effet d'un traité » d'amitié & de commerce entre les Etats-Unis » & la cour de Verſailles, ſigné le 6 février 1778.» Qu'il y avoit dans chaque Colonie des *hommes adroits ou hardis qui s'étoient ſaiſis de l'autorité*, c'eſt ce que les miniſtres anglois ne ceſſoient de dire, & l'on conviendra qu'il étoit de leur intérêt de tâcher de le faire croire, quoiqu'ils ſûſſent le contraire. Ce qui doit étonner, c'eſt que M. l'abbé Raynal l'ait cru, lui qui auroit dû par la nature ſeule de nos gouvernemens en concevoir l'impoſſibilité ; & le docteur Franklin, M. Adams, ainſi que d'autres perſonnes inſtruites, auroient pu lui dire que, parmi nous, le vrai moyen de faire le plus grand tort à ſa réputation eſt d'employer la brigue pour parvenir aux emplois.

Examinons maintenant les motifs qui ont engagé M. l'abbé Raynal à regarder comme impoſſible la durée de l'union entre les nations alliées. « Eſt-il poſſible, dit-il page 364, qu'une union » étroite puiſſe long-tems ſubſiſter entre des con- » fédérés d'un caractère auſſi oppoſé que le François » emporté, dédaigneux & léger ; l'Eſpagnol lent,

» hautain, jaloux & froid; l'Américain qui tient » ſecrètement ſes regards tournés vers ſa mère- » patrie & qui ſe réjouiroit des déſaſtres de ſes » alliés, s'ils étoient compatibles avec ſon indé- » pendance ? »

Que faut-il admirer de plus dans l'auteur, ou de la hardieſſe avec laquelle il nous attribue gratuitement une ſi noire perfidie, ou de l'affectation d'amener une critique partiale de deux nations à un endroit où elle étoit hors de ſaiſon ? Il eſt certain que l'union établie entre des nations confédérées eſt ſujette à des inconvéniens qui proviennent principalement de la diverſité d'intérêts; mais cela regarde la politique des cabinets & non pas le caractère des peuples. L'auteur en parle comme ſi ces différentes nations avoient dû vivre enſemble dans un ſéminaire, ou naviguer dans le même vaiſſeau.

Je n'entrerai point dans une diſcuſſion métaphyſique ſur les attributs nationaux. Je ne demanderai point non plus à M. l'abbé Raynal, quel eſpece de jalouſie il ſuppoſe à l'Eſpagnol, ni comment il peut lui attribuer un caractère froid.

J'obſerverai ſeulement que, ſans être étayé de la probabilité la plus légère, il nous charge d'une accuſation qui, ſi elle étoit juſte, ſuffiroit pour nous mériter le reproche de l'ingratitude la plus noire.

Mais quand notre indépendance auroit été alors établie, quand nous aurions été capables d'une perfidie de cette nature, nous n'aurions pu *nous réjouir des déſaſtres de nos alliés*, ſans avoir perdu l'eſprit; car malgré l'établiſſement de notre indépendance, il eſt facile de concevoir que nous ſommes très-intéreſſés à reſter conſtamment unis avec la France, & à conſerver le moins de relations poſſibles avec la Grande-Bretagne. Il ne faudra pas moins d'une nouvelle génération pour faire perdre à la Grande-Bretagne tout eſpoir de reconquérir l'Amérique. La France eſt la ſeule puiſſance qui puiſſe nous ſoutenir avec ſuccès en cas de beſoin. Nous ne pouvons nous flatter de proſpérer, ſi nous n'adoptons l'économie la plus ſtricte. Il ſeroit difficile de réſiſter à la tentation de ſe procurer les articles de luxe anglois avec leſquels une longue habitude nous a familiariſés: mais il ne le ſera point de ſe paſſer de ceux de France que nous connoiſſons à peine. Enfin les raiſons que nous avons pour nous éloigner de la Grande-Bretagne, & pour conſerver nos liaiſons avec la France, ſont auſſi nombreuſes qu'importantes, & elles n'échapperont point à quiconque connoît le caractère, les intérêts & les vues des trois nations.

Cette déſunion que M. l'abbé Raynal prédit aux nations alliées, & cette antipathie qu'il leur prête, ſont autant de fruits de ſon imagina-

tion. Cette union n'a pas ſouffert le moindre refroidiſſement. Les Eſpagnols & les François ſe ſont parfaitement accordés. Il en eſt de même des Américains à l'égard des Eſpagnols. Les troupes françoiſes & américaines ſe ſont témoigné réciproquement beaucoup d'égards, & dans toutes les circonſtances elles ſe ſont donné des preuves d'une ſincère affection (1).

Quant à la ſympathie nationale, deux faits l'atteſtent d'une manière bien convaincante. En France, on fut déſolé de la priſe de Charles-Town. En Amérique, la malheureuſe affaire du 12 avril répandit une conſternation univerſelle. A la nouvelle du premier évènement, l'ardeur des Américains ne fit que s'accroître, tandis que ceux de nos compatriotes qui ſe trouvoient en France s'occupoient à conſoler nos amis & nos alliés, en leur prédiſant les bons effets de cette cataſtrophe. A la nouvelle de la journée du 12 avril, l'air triſte & morne des Américains annonçoit la douleur amère dont leur cœur étoit accablé, tandis que le patriotiſme françois ſe préparoit de tous les bouts du royaume à en réparer les dommages. Je pourrois m'étendre bien plus ſur le paſſage de M. l'abbé Raynal que je viens de citer. Mais le lecteur verra

(1) V. L. M.

certainement avec plus de plaiſir ce qu'en a dit M. Payne.

« En général le monde accueille avec plaiſir ces portraits bizarres, que l'inimitié trace à la hâte, & répand par vengeance ou ſeulement par malignité; mais ces miſérables jeux d'un eſprit léger ſont toujours au-deſſous de la gravité d'un philoſophe, ſurtout s'il lui arrive de s'y livrer ſans provocation, & ſi, loin d'être utiles, ils peuvent au contraire cauſer beaucoup de mal..... Sans doute M. l'abbé Raynal auroit pu peindre de couleurs imaginaires les différens caractères de tous les peuples du monde qui peuvent à leur tour repréſenter le ſien chacun à ſa mode, juſqu'à ce que dans cette guerre d'eſprit les véritables trairs caractériſtiques ſe rrouvent entièrement perdus. La gaieté d'une nation & la gravité d'une autre peuvent être tellement défigurées par une peinture exagétée que ce tableau dégénère en une charge groſſière, dont le ridicule ſe répand juſques ſur le peintre. »

« Pourquoi M. l'abbé Raynal n'examine-t-il pas un peu plus attentivement le mérite de chaque nation & ne lui rend-il pas hommage? Pourquoi, par exemple, ne s'arrête-t-il pas avec plaiſir ſur cette grandeur de caractère, & ce déſintéreſſement que la France a toujours développés dans le cours de ſes conquêtes, & que l'Angleterre même s'eſt vue contrainte d'avouer? »

« Il eſt un objet du moins, & l'on en pourroit citer beaucoup d'autres, ſur lequel les alliés ſe ſont conſtamment unis : je parle de l'humanité dans la manière de traiter leurs ennemis, humanité qu'ils ont déployée à l'envi. L'Eſpagne dans la conquête de Minorque & des îles de Bahama confirme parfaitement cette remarque : & malgré les outrages qu'avoit reçus l'Amérique depuis le commencement de la guerre, elle n'a pas varié dans ſon plan de modération. L'Angleterre ſeule s'eſt montrée inſolente & cruelle. »

« Mais pourquoi charger l'Amérique d'une inculpation qu'elle n'a méritée ni par ſa conduite ni par ſes principes, & qui la déshonoreroit aux yeux du monde, ſi elle étoit prouvée ? Je veux parler du reproche que lui fait l'auteur de manquer d'attachement pour ſes alliés & de ſe réjouir de leurs pertes. Elle s'eſt efforcée à la vérité de faire connoître au monde que, loin d'avoir été l'agreſſeur dans ſa querelle avec l'Angleterre, elle n'avoit au contraire ni cherché, ni ſouhaité les moyens de rompre ; mais il y auroit à la fois de l'injuſtice & de la cruauté à s'autoriſer de la candeur de ſes aveux, pour flétrir ſon caractère par des imputations qu'on ne peut fonder que ſur ces mêmes aveux. »

« Le refus qu'elle fit des propoſitions de l'Angleterre en 1778, avant d'être informée du traité

conclu avec la France, s'accorde-t-il avec la peinture que M. l'abbé Raynal fait de ſes diſpoſitions ? Une ſeule circonſtance tirée de ſa conduite depuis ce tems peut-elle juſtifier ce qu'il avance ?..... mais il exiſte une autre preuve de l'eſpèce la plus forte en faveur de notre innocence, c'eſt que, parmi toutes les lettres, ſoit officielles ſoit particulières, qui furent priſes en différens tems dans les différentes parties de l'Amérique, & publiées à York-Town (1), il ne s'en trouve aucune ſur laquelle on puiſſe établir les reproches qu'on nous fait. »

« Nous ne vivons point ſous un de ces gouvernemens qui reſtreignent la liberté de parler. Si donc on s'obſerve parmi nous ſur quelques ſujets, ce ne peut être que par la crainte d'encourir le reſſentiment du peuple. Or je demande à préſent ſur quelle baſe peuvent porter les reproches de M. l'abbé Raynal, puiſque la diſpoſition générale eſt telle en Amérique qu'il ſeroit dangereux d'y montrer les moindres ſignes de joie à l'occaſion des malheurs de nos alliés, & puiſque d'ailleurs on n'a pu trouver dans nos lettres, ſoit publiques ſoit particulières, aucune raiſon pour juſtifier de ſemblables ſoupçons ? J'ignore quelles perſonnes cet auteur voyoit en France ; tout ce que je ſais, c'eſt que

(1) York-Town étoit alors entre les mains des Anglois, & l'armée de Cornwallis occupoit cette place.

le compte qu'il rend des affaires d'Amérique ne s'accorde en rien avec la vérité. »

CHAPITRE XI.

Des avis que M. l'abbé Raynal donne à la France, à l'Eſpagne & aux États-Unis.

Le zèle de M. l'abbé Raynal pour la proſpérité de ſa patrie s'étend juſqu'à l'Eſpagne, & dans la crainte que les liaiſons de ces deux puiſſances avec les nouvelles républiques ne leur ſoyent préjudiciables, il ſe donne la peine de les mettre en garde ; mais comme ſes réflexions, ainſi que ſes maximes, ſont pour la plupart remplies de contradictions ou d'obſcurité, il eſt à propos de rapporter en entier le texte qui les renferme, afin de découvrir, s'il eſt poſſible, les véritables ſentimens de l'auteur, & de les apprécier ſuivant leur mérite.

« Les Etats-Unis, dit-il, page 369, ont montré » *à découvert* le projet d'attirer à leur confédé- » ration toute l'Amérique ſeptentrionale. Pluſieurs » démarches, celle en particulier d'inviter les » peuples du Canada à la *rébellion*, ont dû faire

» croire que c'étoit auſſi le vœu de la France. On » peut ſoupçonner l'Eſpagne d'avoir également » adopté cette idée. »

« La conduite des provinces qui ont ſecoué le » joug de la Grande-Bretagne eſt ſimple, & telle » qu'il falloit l'attendre. Mais leurs alliés ne » manqueroient-ils pas de prévoyance, s'ils avoient » réellement le même ſyſtême ? »

« Le nouvel hémiſphère doit ſe détacher un » jour de l'ancien. Ce grand déchirement eſt » préparé en Europe par la fermentation & le » choc de nos opinions ; par le renverſement de » nos droits, qui faiſoient notre courage ; par le » luxe de nos cours & la misère de nos campagnes ; » par la haîne, à jamais durable, entre des hommes » lâches qui poſsèdent tout, & des hommes ro- » buſtes, vertueux même, qui n'ont plus rien à » perdre que la vie. Il eſt préparé en Amérique » par l'accroiſſement de la population, des cultures, » de l'induſtrie & des lumières. Tout achemine » à cette ſciſſion, & le progrès du mal dans un » monde, & le progrès du bien dans l'autre. »

» Mais peut-il convenir à l'Eſpagne & à la » France, dont les poſſeſſions dans le nouvel hé- » miſphère ſont une ſource inépuiſable de richeſ- » ſes, leur peut-il convenir de précipiter ce » déchirement ? Or, c'eſt ce qui arriveroit, ſi tout

» le nord de ces régions étoit aſſujetti aux mêmes » loix, ou lié par des intérêts communs. »

» A peine la liberté de ce vaſte continent » ſeroit-elle aſſurée, qu'il deviendroit l'aſyle de » tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes in- » triguans, ſéditieux, flétris ou ruinés. La culture, » les arts, le commerce ne ſeroient pas la reſſource » des refugiés de ce caractère. Il leur faudroit » une vie moins laborieuſe & plus agitée. Ce » génie, également éloigné du travail & du repos, » ſe tourneroit vers les conquêtes ; & une paſ- » ſion qui a tant d'attraits ſubjugueroit aiſé- » ment les premiers colons, détournés de leurs » anciens travaux par une longue guerre. Le » nouveau peuple auroit achevé les préparatifs » de ſes invaſions, avant que le bruit en eût été » porté dans nos climats. Il choiſiroit ſes enne- » mis, le champ & le moment de ſes victoires. » Sa foudre tomberoit toujours ſur des mers » ſans défenſe, ou ſur des côtes priſes au dé- » pourvu. Dans peu, les provinces du midi de- » viendroient la proie de celles du nord, & » ſuppléeroient par la richeſſe de leurs produc- » tions à la médiocrité des leurs. Peut-être même, » les poſſeſſions de nos monarchies abſolues bri- » gueroient-elles d'entrer dans la confédération des » peuples libres, ou ſe détacheroient-elles de » l'Europe pour n'appartenir qu'à elles-mêmes. »

» Le parti que doivent prendre les cours de » Madrid & de Verſailles, s'il leur eſt libre de » choiſir, c'eſt de laiſſer ſubſiſter dans le nord » de l'Amérique deux puiſſances qui s'obſervent, » qui ſe contiennent, qui ſe balancent. Alors » des ſiècles s'écouleront, avant que l'Angleterre » & les républiques formées à ſes dépens ſe rap- » prochent. Cette défiance réciproque les empêchera » de rien entreprendre au loin; & les établiſſe- » mens des autres nations, dans le nouveau-monde, » jouiront d'une tranquillité, qui juſqu'à nos jours » a été ſi ſouvent troublée. »

Si M. l'abbé Raynal n'a fait aucune difficulté de déclarer nos intentions, comme s'il eût parlé de faits avérés, on pourroit auſſi riſquer de deviner les ſiennes, ſans crainte d'être taxés d'indiſcrétion. M. Payne obſerve que l'auteur, «nonobſtant ſes proteſtations en faveur de la liberté, ne laiſſe pas de s'oublier quelquefois, & qu'on apperçoit que ſa théorie eſt plutôt le produit de ſon imagination que de ſon jugement. »

Cette émigration que l'auteur fait faire aux hommes intriguans, ſéditieux, flétris ou ruinés, & cet eſprit prophétique par lequel il apperçoit cette chaîne de circonſtances qui ſe ſuccèdent avec tant de facilité, ſont des prodiges auxquels on ne s'accoutume pas auſſi facilement. Eſt-ce la philoſophie ou la politique, ou toutes les deux qui

l'ont engagé à conſeiller à la France & à l'Eſpagne de retarder le *grand déchirement du nouvel hémiſphère de l'ancien*, . quoiqu'il ſoit préparé, dit-il, *par le progrès du mal dans l'ancien, & par le progrès du bien dans le nouveau?*

Il veut, ſi l'on eſt maître du choix, qu'on ne permette pas à tout le continent de l'Amérique ſeptentrionale de devenir libre, & qu'on y *laiſſe ſubſiſter deux puiſſances qui s'obſervent, &c.*

Par ſes deſcriptions des maux de l'ancien hémiſphère & des biens du nouveau, deſcriptions qui ne ſont pas d'ailleurs tracées avec la règle géométrique, il conſidère le nouveau-monde comme un aſyle pour les malheureux, & il confirme ſon idée d'une manière poſitive, page 379 : « L'op-» preſſion & l'intolérance y pouſſoient tous les » jours de nouveaux habitans. La guerre a fermé » ce refuge aux malheureux : mais la paix le leur » rouvrira ; & ils s'y rendront en plus grand » nombre que jamais. » Donc ſi l'auteur ne s'eſt point trompé en diſant : *A peine la liberté de ce vaſte continent ſeroit-elle aſſurée, il deviendroit l'aſyle de tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes intriguans, ſéditieux, flétris ou ruinés :* il faut entendre que les malheureux s'empreſſeront d'y aller, tant que la liberté n'exiſtera que ſur une partie du continent, mais qu'auſſi-tôt que tout le continent ſera libre, il ne ſera plus que l'a-

ſyle de la canaille. Si ce n'eſt pas là ſon idée, ſes expreſſions n'ont aucun ſens, & ſi c'eſt ſon idée, au moins auroit-il dû nous indiquer les raiſons d'une attraction ſi particulière.

Pour intimider la France, & encore plus l'Eſpagne, l'auteur réunit à ſon aiſe ſur le continent d'Amérique tout ce qu'il voit *d'hommes intriguans*, &c. & tout cela s'exécute ſi promptement, qu'avant que le bruit en ſoit porté dans nos climats, déjà le nouveau peuple a acquis une ſupériorité décidée ſur les anciens habitans, déjà ſa foudre eſt tombée ſur des mers ſans défenſe, & enfin il s'eſt aſſuré la conquête de l'Amérique méridionale. Sans doute quand l'auteur a prophétiſé le paſſage de cette nombreuſe canaille, il ſongeoit aux invaſions des Huns & des Vandales, & il avoit oublié le petit lac ſans pont qui ſépare l'Amérique de l'Europe.

On ne peut s'empêcher d'admirer l'effort d'imagination qu'a dû faire l'auteur pour ſe créer des labyrinthes auſſi tortueux qu'immenſes, dans leſquels le bruit des prétendues entrepriſes ſe perdra néceſſairement, afin que le nouveau peuple ait le tems de conſtruire des vaiſſeaux & d'équiper des flottes, & qu'il puiſſe alors faire *tomber ſa foudre* ſur des mers ſans défenſe, débarquer ſes armées ſur des côtes priſes au dépourvu, & con-

quérir l'Amérique méridionale, le tout avant qu'on en ſache rien en Europe.

M. l'abbé Raynal, après avoir eu la charité de donner ſes conſeils à la France & à l'Eſpagne, tourne ſon œil bienfaiſant vers les Etats-Unis. « Que les vrais amis des Américains y réfléchiſ-» ſent, dit-il, page 373, & ils trouveront que » l'unique moyen de prévenir les troubles parmi » ces peuples, c'eſt de laiſſer ſur leurs frontières » un rival puiſſant & toujours diſpoſé à profiter » de leurs diſſenſions. » — « Celui qui détruiſit » la liberté romaine, lit-on plus bas, ce ne fut, » ni Sylla, ni Céſar; ce fut le premier Caton, » en allumant dans le ſénat les flambeaux qui » mirent Carthage en cendre. »

Pour amener l'occaſion d'exercer ſes ſoins paternels, & de placer ce trait d'érudition, il débute de la ſorte: « Il règne une grande jalouſie » entre les contrées du nord & celles du midi. » Les principes politiques varient d'une rivière » à l'autre. On remarque de grandes animoſi-» tés entre les citoyens d'une ville, entre les mem-» bres d'une famille. » La vérité ſe trouve préciſément du côté oppoſé.

Les conſtitutions des treize états prouvent ſans réplique que les principes politiques ſont partout les mêmes. L'union qui règne dans les familles eſt telle que les Européens ne ſe laſſent

point de l'admirer. La jalouſie qu'entretenoit anciennement entre les colonies la politique du gouvernement anglois, étoit éteinte par-tout pluſieurs années avant la révolution. L'union des états eſt fondée non-ſeulement ſur la ſaine politique, mais auſſi ſur l'affection pour ainſi dire fraternelle des citoyens de chaque état depuis New-Hamshire juſqu'à la Géorgie, & cette dernière baſe eſt encore plus ſolide que la première.

M. l'abbé Raynal termine ſes réflexions ſur les Etats-Unis de la manière ſuivante. Après avoir jeté quelques idées ſur les ſentimens que réveille la cauſe de la liberté, ſur l'intérêt que les Américains ont inſpiré en Europe, & après avoir dit : « Nos imaginations ſe ſont enflammées pour eux : » il expoſe la facilité de ſe créer des illuſions, contre leſquelles *s'arme le courage philoſophique*, comme le lecteur pourra en juger dans le chapitre ſuivant.

Enſuite il meſure l'eſpace que les treize républiques occupent, ce qu'il ne fait pas avec une extrême exactitude, parce qu'il n'a pas voulu ſans doute perdre ſon tems à lire ces diplômes dont il nous parle ſi ſouvent, non plus qu'à regarder les cartes de géographie. Il nous donne une deſcription détaillée de la qualité du ſol, telle que ſi elle étoit juſte les Américains devroient ſonger à changer de pays. Il nous dit que » ſi dix millions d'hommes

» trouvent

» trouvent jamais une ſubſiſtance aſſurée dans ces » provinces, ce ſera beaucoup : qu'à peu de choſe » près, le pays pourra ſe ſuffire à lui-même, pourvu » que ſes habitans ſachent être heureux par l'éco- » nomie & la médiocrité ». Enfin il nous avertit de craindre l'abondance de l'or « qui apporte avec le » luxe la corruption des mœurs, le mépris des » loix. » En admettant ſa deſcription du pays, on aura peine à concevoir que nos deſcendans ſe trouvent jamais dans le cas de pouvoir faire uſage de ſon avis. Heureuſement pour nous l'auteur ne ſe trompe pas moins ſur ce point que ſur beaucoup d'autres. Le lecteur en a vu la preuve dans le chapitre VIII, où l'on a parlé de la qualité du ſol avec aſſez d'étendue. Quant à la population, la Géorgie ſeule, avec le territoire qu'elle poſsède actuellement, en vertu de la charte de 1732, pourroit nourrir les dix millions qu'il ſuppoſe pouvoir à peine ſubſiſter ſur tout le territoire des Etats-Unis.

CHAPITRE XII.

Des contradictions de M. l'abbé Raynal.

L'AUTEUR qui, comme nous l'avons vu, ſe réjouit de voir *s'ouvrir en Amérique un aſyle aux malheureux*, parle ailleurs des pauvres Européens qui s'engagent pour quelques années de ſervice, comme s'ils étoient menés en eſclavage dans des déſerts plus affreux que ceux de la Sibérie. Il déplore ſur-tout le ſort des pauvres Allemands qui, après avoir été amorcés, dit-il, par des flatteries inſidieuſes, ſont auſſi-tôt conduits à Amſterdam & à Roterdam, & de-là embarqués. « L'Amérique, » (lit-on page 179) forme des recrues pour la » culture, comme les princes pour la guerre, » avec les mêmes artifices, mais un but moins » honnête & peut-être plus inhumain : car qui ſait » le rapport de ceux qui meurent & de ceux qui » ſurvivent à leurs eſpérances ! L'illuſion ſe per- » pétue en Europe, par l'attention qu'on a de ſup- » primer les lettres qui pourroient dévoiler un » myſtère d'impoſture & d'iniquité, trop bien cou- » vert par l'intérêt qui en eſt l'inventeur. »

L'Amérique ne forme point de recrues en Europe,

& elle n'y en a jamais formé; mais elle a toujours reçu & traité avec la plus grande humanité les pauvres Européens. Il ſeroit fort difficile de trouver des maîtres qui n'aient pas employé quelques ſoins pour faire parvenir les lettres écrites par leurs ſerviteurs à leurs parens ou à leurs amis. En cela l'intérêt pouvoit bien s'unir avec des motifs plus louables. En voici la raiſon. Les ſerviteurs Allemands ſe contentent d'un traitement modéré; & ſentent le prix des égards de leurs maîtres. Ils font leur devoir, enviſagent avec plaiſir le tems où ils ſeront libres poſſeſſeurs, & l'attendent avec patience. Ils ne reſſemblent point à ceux qui prétendent paſſer tout-à-coup d'une extrême misère à une aiſance indépendante, pour le ſeul mérite d'honorer le nouveau-monde de leur préſence. Les colons ont donc la double ſatisfaction de voir leurs ſerviteurs heureux, & de jouir eux-mêmes du fruit de leurs ſervices, & de-là il eſt aſſez naturel qu'ils en déſirent encore de ſemblables, & qu'ils prennent la peine néceſſaire pour faire tenir leurs lettres, bien loin de les ſupprimer, comme M. l'abbé Raynal le ſuppoſe contre toute vraiſemblance. S'il alloit dans les endroits d'Amérique qui ſont habités particulièrement par des Allemands, il apprendroit que ces lettres ſervoient à faire prendre à leurs compatriotes le parti

d'émigrer, bien plus que les artifices des prétendus recruteurs.

Lorſque l'armée du général Burgoyne étoit priſonnière en Virginie, nous aſſignâmes aux officiers allemands, afin qu'ils fuſſent plus commodément, deux comtés où une partie des habitans eſt originaire d'Allemagne. Les ſoldats de cette nation, qui eurent l'occaſion de converſer avec leurs anciens compatriotes, ſe décidèrent à faire tout leur poſſible pour reſter en Amérique, & inſpirèrent la même réſolution à leurs camarades. Leurs officiers diront combien ils en perdirent, ſurtout lorſque vint le moment de ſe rembarquer, malgré toutes les précautions qu'ils prirent pour empêcher la déſertion. D'ailleurs il ſe trouve actuellement en Europe aſſez de perſonnes, qui ont vu & entendu en Amérique tout le contraire de ce que porte le paſſage que nous venons de citer.

M. le comte de Deux-Ponts s'eſt trouvé dans pluſieurs comtés de Penſylvanie, où les deſcendans de ceux qui ont ſi fortement ému la ſenſibilité de l'auteur, poſſèdent toutes les choſes néceſſaires à la vie, & même pluſieurs objets de luxe. Ils conſervent leurs uſages à un tel point, qu'un Allemand qui ne fait qu'arriver d'Europe, s'apperçoit à peine qu'il eſt ſorti d'Allemagne.

Quant aux expreſſions que renferme ce paſſage,

on peut aſſurer qu'on y reconnoît le ſtyle favori de l'auteur. On voit qu'il n'a pas voulu déplaire à ceux qui mettent l'éloquence foudroyante au-deſſus d'un raiſonnement ſimple, quelque juſte qu'il ſoit.

Les contradictions que j'ai trouvées dans l'hiſtoire philoſophique ſur toutes les matières auxquelles j'ai donné quelqu'attention, ſont de nature à ne pouvoir être regardées comme volontaires, ſans ſuppoſer que le but de l'auteur a été de contenter tous les goûts. Les paſſages ſuivans, qui ſont tous relatifs au même ſujet, en donneront une idée ſuffiſante.

Page 189, tome 9, l'auteur appelle la légiſlation angloiſe, « la légiſlation la plus heureuſement » combinée qui ait jamais exiſté. » :

Page 266, il adreſſe ces paroles aux Anglois à l'époque du commencement des troubles, & par conſéquent tandis que l'ancien gouvernement ſubſiſtoit encore en Amérique. « Le Roi d'Angleterre » a le pouvoir négatif. On n'y ſauroit publier une » loi ſans ſon conſentement. Ce pouvoir dont » vous éprouvez chaque jour l'inconvénient (1), » pourquoi les Américains le lui accorderoient-ils

(1) Il eſt bien ſurprenant qu'un inconvénient qu'on éprouve *chaque jour*, ſoit dans la *légiſlation la plus heureuſement combinée qui ait jamais exiſté.*

» chez eux ? Seroit-ce pour l'en dépouiller un jour,
» les armes à la main, comme il vous arrivera,
» ſi votre gouvernement ſe perfectionne ? Quel
» avantage trouvez-vous à les aſſujettir à une conſ-
» titution vicieuſe ? »

Outre qu'il eſt impoſſible de concilier l'idée d'une *conſtitution vicieuſe* avec celle de la *légiſlation la plus heureuſement combinée*, les queſtions que l'auteur fait aux Anglois, prouvent qu'il eſt perſuadé que les anciennes conſtitutions des Américains étoient exemptes des vices de la conſtitution angloiſe. Voyons comment cela s'accorde avec ce qui ſuit, & ſi ce qui ſuit s'accorde avec la *légiſlation la plus heureuſement combinée.*

Page 208 : « Les colonies Angloiſes ſe reſſentent à cet égard du vice radical, inhérent à l'ancienne conſtitution de leur métropole, » & page 209 il dit, après avoir parlé des défauts des loix angloiſes : « Par leur dépendance & leur ignorance,
» les colonies ont aveuglément adopté cette maſſe
» informe & mal digérée, dont le poids accabloit
» leur ancienne patrie. »

Ailleurs il en parle comme ſi c'étoit des modèles de légiſlation. Page 199, après avoir expliqué de quelle manière ſe forment les bons gouvernemens, il conclud ainſi : « De-là toutes les
» formes de gouvernement, que les Anglois, libres
» & penſeurs, ont établies dans l'Amérique ſeptен-

» trionale ; » Mais trois pages plus bas, il ſe contredit formellement. Ce ne ſont plus les mêmes conſtitutions, ce ne ſont plus les mêmes fondateurs. « Cette diverſité de gouvernement n'eſt pas » l'ouvrage de la métropole. On n'y voit pas la » marche d'une légiſlation raiſonnée, uniforme » & régulière. C'eſt le haſard, le climat ; ce ſont » les préjugés du tems & des fondateurs, qui » ont enfanté cette variété bizarre des conſtitutions. » Ce n'eſt pas à des hommes jetés par la fortune » ſur des plages déſertes, qu'il appartient de » former une légiſlation. »

A la page 266, l'auteur eſt perſuadé, comme on l'a vu, que les conſtitutions d'Amérique n'accordoient point au roi d'Angleterre le droit négatif ; & page 293, il fait dire aux Américains, par l'ouvrage intitulé *le Sens Commun*, au ſujet des anciennes conſtitutions des colonies : « Ne » vous ſouvenez-vous plus que toute légiſlation » eſt ſoumiſe au droit négatif du monarque qui » veut vous ſubjuguer ? » Enfin, il remarque lui-même, page 201, que les colonies de Connecticut & de Rhode-Iſland, « font toutes les loix qu'elles » jugent à propos, ſans qu'elles ayent beſoin de » l'approbation du monarque, ſans qu'il ait le » droit de les annuller. » Ce qui ſuppoſe que les onze autres étoient ſoumiſes au droit négatif, qu'effectivement le roi avoit & exerçoit.

Une telle exactitude peut-elle autoriſer un écrivain à monter en chaire pour donner des avis aux princes & aux nations, & pour cenſurer la conduite des gouvernemens d'un ton ſévère & dogmatique ? L'intention de l'auteur, ſuivant ce qu'il dit & répète fréquemment, eſt d'inſtruire non-ſeulement ſes contemporains, mais de plus la poſtérité, & de les mettre en garde contre les pièges qu'on leur tend. « Faut-il révéler aux » nations les trames qui ſe forment contre leur » liberté (dit-il page 180.) ? » Il va élever un autel à la vérité, comme étant ſa divinité tutélaire, & la ſeule qui conduiſe ſa plume foudroyante. « Notre devoir (dit-il page 375) eſt de combattre » tout préjugé, même celui qui ſeroit le plus » conforme au vœu de notre cœur. Il s'agit avant » tout d'être vrais, & de ne pas trahir cette » conſcience pure & droite qui préſide à nos » écrits & nous dicte tous nos jugemens. Dans » ce moment, peut-être, nous ne ſerons pas » crus : mais une conjecture hardie qui ſe vé- » rifie au bout de pluſieurs ſiècles fait plus d'hon- » neur à l'hiſtorien, qu'une longue ſuite de faits » dont le récit ne peut être conteſté ; & je » n'écris pas ſeulement pour mes contemporains » qui ne me ſurvivront que de quelques années. » Encore quelques révolutions du ſoleil : eux & » moi, nous ne ſerons plus. Mais je livre mes

» idées à la poſtérité & au tems, c'eſt à eux à » me juger. »

Il ne paroît pas vraîment qu'il ſoit néceſſaire d'attendre des ſiècles pour juger du mérite de l'Hiſtoire Philoſophique. Pour peu qu'on faſſe attention à la manière dont l'auteur a parlé des évènemens paſſés & des affaires préſentes, il ſera difficile de compter beaucoup ſur ſes prophéties. On penſera plutôt que ce langage eſt propre à en impoſer aux lecteurs ſuperficiels, & l'on conviendra que les vrais philoſophes, au lieu de proteſter & de répéter ſouvent dans les termes les plus emphatiques, que leur ſeul but eſt de dire la vérité, la diſent toujours ſans en faire oſtentation, perſuadés qu'ils ne font que remplir leur devoir.

Je ne me permettrai aucune obſervation ſur la grande variété de ſtyles, qu'on rencontre dans l'Hiſtoire Philoſophique, & ſur l'extrême différence qu'on apperçoit entr'eux. Il n'eſt pas beſoin de microſcope pour en diſtinguer les couleurs. Je me contenterai de dire qu'il ne faut pas une attention extraordinaire pour voir que ſi l'on vouloit en corriger toutes les contradictions, on ſeroit obligé de la refondre entièrement, & que quiconque aura la patience d'approfondir le dédale inextricable qu'elle renferme, finira par être convaincu que le remède le plus ſimple ſeroit d'en changer le titre.

CONCLUSION.

M. PAINE dans la lettre que nous avons déjà citée pluſieurs fois, prend congé de l'auteur en diſant : « J'aurois déſiré de tout mon cœur que l'ouvrage de M. l'abbé Raynal n'eût pu me fournir que des ſujets d'éloges ; mais les idées fauſſes qu'il contient, & les impreſſions dangereuſes que peuvent laiſſer ces idées, me ſerviront d'apologie, & juſtifieront la liberté de mes remarques. »

Pour donner une idée des conſéquences que peuvent entraîner les erreurs d'un écrivain célèbre, j'en citerai quelques-unes que l'auteur anonyme *de l'Hiſtoire Impartiale* doit certainement à M. l'abbé Raynal, puiſqu'elles ne lui ont coûté que la peine de les copier.

M. l'abbé Raynal dit, tome 8, page 474, en parlant de la Nouvelle-Angleterre : « Cette colonie » n'a pas moins de trois cens milles ſur le bord » de la mer, & s'étend à plus de cinquante milles » dans les terres. »

« La Nouvelle-Angleterre, dit l'auteur de l'Hiſ- » toire Impartiale à la page 59, du *coup d'œil*, n'a » pas moins de trois cens milles ſur le bord de la

» mer, & s'étend à plus de cinquante dans les » terres. »

La Nouvelle-Angleterre, qui contient quatre états, New-Hamshire, Maſſachuſets, Rhode-Iſland & Connecticut, s'étend ſur le bord de la mer depuis les frontières de l'état de New-York, juſqu'à l'embouchure du fleuve Saint-Croix, ce qui fait cinq cens ſoixante milles. Le mille eſt de huit cens vingt-ſix toiſes.

Quant à ſon étendue vers l'occident, ou *dans les terres*, elle n'étoit bornée, ſuivant le traité de Paris, que par le Miſſiſſipy. Depuis la ceſſion que l'état de Maſſachuſets a fait *du territoire* au congrès, le 19 avril 1783, elle eſt diminuée de beaucoup, mais encore actuellement elle n'a pas moins de cent vingt milles de tous les côtés.

M. l'abbé Raynal dit, page 488, que « la co- » lonie de la Nouvelle-York occupe un eſpace » étroit de vingt milles ſur le bord de la mer.

» La Nouvelle-York, dit l'autre à la page 67, » n'occupe ſur le bord de la mer qu'un eſpace » de vingt milles. »

L'Iſle-Longue fait partie maintenant, comme elle a toujours fait, de l'état de New-York, & s'étend à plus de cent milles ſur l'Atlantique. Les côtes qui bordent le continent de cet état s'étendent juſqu'à près de cinquante milles ſur ce grand amas d'eau, qui, par le moyen de l'île,

forme un port très-long & très-vaſte, & communique avec l'Atlantique aux deux extrémités de cette île.

L'auteur de l'Hiſtoire Philoſophique dit, tom. 9, pag. 21, en parlant de la Penſylvanie, que « ſa » profondeur n'a d'autres limites que celles de ſa » population & de ſa culture. »

L'auteur de l'Hiſtoire Impartiale répète, page 77 : « La profondeur de la Penſylvanie n'a d'autres » limites que celles de ſa population & de ſa cul- » ture. »

L'étendue du côté de l'occident, ou la profondeur de la Penſylvanie, a toujours été, comme elle eſt à préſent, de cinq degrés de longitude. Peut-il être de limites mieux déterminées ?

M. l'abbé Raynal dit, page 28 : « Au com- » mencement de 1774, cet établiſſement comptoit » trois cens cinquante mille habitans, ſuivant le » calcul du congrès général.

» Suivant le calcul du congrès général, répète » l'anonyme page 76, elle portoit ſa population » à trois cens cinquante mille habitans. »

Dans le premier calcul conjectural que fit le congrès le 22 juin 1775, & non pas au commencement de 1774, le nombre des habitans de la Penſylvanie fut évalué à trois cens mille, & dans

le ſecond le 18 avril 1783, à trois cens vingt mille.

On lit dans l'Hiſtoire Philoſophique, page 38: « Philadelphie eſt ſituée au confluent de la De- » laware & du Schuylkill. »

On lit dans l'Hiſtoire Impartiale, page 78: « Philadelphie ſituée au confluent du Schuylkill & » de la Delaware. »

L'auteur de ces obſervations vit Philadelphie l'année paſſée: elle étoit alors ſituée environ ſept milles plus haut.

M. l'abbé Raynal dit page 43, en parlant de la même ville: « Ce qui paroît certain, c'eſt qu'en » 1766, il s'y trouvoit vingt mille habitans. »

« On comptoit à Philadelphie, répète l'autre, » vingt mille habitans. »

Ou ces hiſtoriens ſe trompent, ou les Américains ſe ſont trompés, car ceux-ci croyoient qu'il n'y en avoit pas moins de cinquante mille.

L'auteur de l'Hiſtoire Philoſophique dit, page 52, en parlant du Maryland: « Selon le dénom- » brement du congrès, la population s'eſt élevée » à trois cens vingt milles habitans. »

L'auteur de l'Hiſtoire Impartiale dit, page 80: « On la fait monter à trois cens vingt mille ha- » bitans. »

En 1775, le calcul conjectural que l'on en fit,

les portoit à deux cens cinquante mille, & en 1783 à deux cens vingt mille ſept cens.

« La baie de Chéſapeak, dit M. l'abbé Raynal, » page 60, s'enfonce deux cens cinquante milles » dans les terres. »

L'anonyme répète mot pour mot la même choſe page 80.

Cette baie s'étend ſeulement à cent quatre-vingt-dix milles vers le nord, c'eſt-à-dire en décrivant une ligne preſque parallèle à la mer. De cette diſpoſition, il réſulte une langue de terre fort longue, appelée *Eaſtern Shore*, rivage oriental.

M. l'abbé Raynal parle en ces termes, pag. 62, des manufactures du Maryland:

« M. Stirenwith a pris enfin le parti de faire » fabriquer des bas, des étoffes de ſoie & de » laine, des toiles de coton, toutes les eſpèces » de clincailleries, juſqu'à des armes à feu. Ces » branches d'induſtrie, maintenant réunies dans un » même attelier, avec de grands frais & une intel- » ligence rares, ſe diſperſeront plus ou moins rapi- » dement dans la province, & paſſant le Potowmack, » iront ſe naturaliſer auſſi dans la Virginie. »

Ici l'auteur de l'Hiſtoire Impartiale ne s'eſt pas contenté de copier. Pour rendre le tableau plus intéreſſant, il a cru devoir faire connoître l'utilité qu'on retire de ces manufactures imaginaires.

« Les habitans de Maryland, dit-il page 81, » fourniſſent en échange pour le rum de Barbade, » & le vin de Madère, des étoffes de ſoie & de » laine, des toiles de coton, des armes à feu & » toures les eſpèces de clincailleries qu'ils ſavent » fabriquer. »

Nous avons déjà marqué les raiſons pour leſquelles les manufactures n'ont pu, ni ne pourront de long-tems s'établir dans les Etats-Unis, au moins dans les différentes parties qui peuvent aiſément commercer avec l'Europe. Les ſeuls objets qu'on fabrique en Amérique, ſur-tout dans l'intérieur du pays, pour l'uſage particulier de ceux qui l'habitent, ſont des marchandiſes groſſières qui ne peuvent ſupporter l'augmentation de prix occaſionnée par les frais de tranſport, & les autres dépenſes. Dans tous les tems, il s'eſt trouvé des perſonnes qui ſe ſont amuſées à faire certains ouvrages, même des ouvrages fins, ſoit pour elles, ſoit pour en faire préſent à des amis. On a connu ſur le bord du fleuve *James*, une dame qui fit pour ſon amuſement quelques aunes de ruban de ſoie, & l'on parle de cela comme d'une choſe fort ſingulière. Mais ni moi, ni aucun de ceux avec leſquels je me ſuis entretenu ſur cette matière, nous ne ſavons pas qu'on ait jamais fabriqué dans aucun des Etats-Unis, une demi-aune d'étoffe de ſoie.

Quant à M. Stirenwith, je n'ai jamais entendu parler de ſes manufactures, ni en Maryland, ni ailleurs. Il eſt poſſible qu'il ait fait faire quelques paires de bas, ou quelques pièces de drap ou de toile : mais ce n'eſt pas là ce que dit l'auteur de l'Hiſtoire Philoſophique, & quand il ſeroit excuſable d'avoir commis une telle erreur dans la première édition de ſon ouvrage, il n'en eſt pas de même pour la ſeconde. Alors toute l'Europe ſavoit que ce dont nous avions ſouffert le plus dans la guerre contre les Anglois, avoit été du défaut de manufactures de toute eſpèce. Il eſt vrai que dans cette occaſion, forcés par la néceſſité, nous tachâmes de faire un peu de tout, mais cela coûtoit fort cher. Il n'y avoit pas un article dont on pût fabriquer la quantité dont on avoit beſoin ; & dès que la guerre fut finie, les manufactures retombèrent dans l'oubli par les raiſons que nous avons déjà rapportées.

M. l'abbé Raynal dit, page 79, en parlant du nombre des habitans de la Virginie : « On y en » compte ſix cens cinquante mille, ſi les calculs » du congrès ne ſont pas exagérés. Dans ce dé- » nombrement ſont compris les eſclaves. L'opinion » commune les porte à cent cinquante mille. »

Son écho répète, page 82 : « S'il n'y a point » d'exagération dans le calcul du congrès, on » n'y

» n'y compte pas moins de ſix cens cinquante » mille habitans, y compris les eſclaves, dont le » nombre eſt évalué à cent cinquante mille. »

Il y a certainement de l'exagération, mais non pas dans les apperçus du congrès, qui tous les deux portent le nombre à quatre cens mille.

Depuis peu de tems on a fait un dénombrement en Virginie avec toute l'exactitude qu'il étoit poſſible d'y mettre, & l'on a trouvé cinq cens ſoixante-ſept mille ſix cens quatorze habitans, parmi leſquels, je ſuis bien fâché d'être obligé de le dire, il y avoit deux cens ſoixante-dix mille ſept cens ſoixante-deux eſclaves.

Pour ſatisfaire la curioſité du lecteur, ſur-tout par rapport à la différence qui ſe rencontre entre ce dénombrement & les évaluations conjecturales du congrès, je vais raconter ce qui donna lieu à ces évaluations.

Le 22 juin 1775, comme il étoit néceſſaire que le congrès répartît ſur chacun des états le rachat de deux millions de piaſtres en papier-monnoie qu'on étoit convenu de mettre dans la circulation, il fallut que les repréſentans des états reſpectifs donnaſſent à-peu-près l'état de leur population, parce qu'on étoit réſolu de ſe régler ſur le nombre d'habitans, & juſqu'alors on n'avoit rien fait d'où l'on pût tirer des inſtructions ſûres.

Les calculs ne ſe firent que par approximation; en voici le réſultat :

	Habitans.
New-Hamshire.	100,000.
Maſſachuſets	350,000.
Rhode-Iſland	58,000.
Connecticut	200,000.
New-York	200,000.
New-Jerſey.	130,000.
Penſylvanie.	300,000.
Delaware	30,000.
Maryland	250,000.
Virginie.	400,000.
Caroline Septentrionale	200,000.
Caroline Méridionale	200,000.
	2,418,000.

Quelque tems après dans une autre occaſion, les députés de New-Hamshire repréſentèrent que leur nombre n'étoit pas auſſi conſidérable qu'on l'avoit ſuppoſé ; mais comme les autres états n'avoient pas fait leur dénombrement, il fut décidé qu'on s'en tiendroit au premier calcul, & l'on continua de le ſuivre tout le tems de la guerre,

en ajoutant la Géorgie, qui n'entra dans la confédération que le 5 ſeptembre 1775, comme je l'ai déjà dit.

Le 18 avril 1783, on y fit des changemens; mais il fallut encore alors ſe repoſer preſque entièrement ſur des conjectures, puiſque peu d'états avoient fait leur dénombrement. Le réſultat du nouveau calcul fut tel qu'il ſuit :

	Habitans.
New-Hamshire.	82,200.
Maſſachuſets	350,000.
Rhode-Iſland	50,400.
Connecticut	206,000.
New-York	200,000.
New-Jerſey.	130,000.
Penſylvanie.	320,000.
Delaware	35,000.
Maryland	220,700.
Virginie.	400,000.
Caroline Septentrionale	170,000.
Caroline Méridionale	150,000.
Géorgie.	25,000.
	2,339,300.

On ſavoit bien que le nombre des habitans des cinq états les plus méridionaux étoit plus conſidérable qu'il ne paroiſſoit dans cette liſte ; mais comme elle devoit ſervir uniquement pour répartir ſur chacune des colonies les charges de la confédération, & que le travail des eſclaves étoit conſidéré comme moins utile des deux cinquièmes que celui des perſonnes libres, le nombre des habitans fut réduit dans cette proportion. On compte dans ces cinq états ſix cens cinquante mille eſclaves au moins, & l'on en compte à peine cinquante mille dans les huit autres.

On avoit réduit d'abord à cent ſoixante-dix mille le nombre des habitans de la Caroline Méridionale ; enſuite ſes députés ſupplièrent le congrès de le diminuer encore, à cauſe des ravages qu'elle avoit eſſuyés, & ils obtinrent qu'il fût fixé à cent cinquante mille, ainſi qu'on vient de le voir. Pour ſe mettre au fait de la quantité d'habitans à laquelle on eſtimoit la population des états en 1783, il faut ajouter aux deux millions trois cens trente-neuf mille trois cens, les deux cinquièmes d'eſclaves qui furent déduits, c'eſt-à-dire deux cens quatre-vingt mille, & les vingt mille habitans retranchés en dernier lieu du nombre de la Caroline Méridionale, outre la déduction déjà faite. Il réſultera de ce calcul qu'en avril 1783, la population ſe montoit à deux millions

ſix cens trente-neuf mille trois cens habitans, c'eſt-à-dire à deux cens vingt-un mille trois cens plus qu'elle ne paroiſſoit ſe monter en juin 1775. Au reſte, l'opinion commune eſt que les treize états en contiennent actuellement au moins trois millions, ce dont on ne pourra s'aſſurer tant qu'ils n'auront pas fait tous leur dénombrement.

On croit qu'en prenant les états en maſſe, la population double tous les vingt-cinq ans en tems de paix. Pendant les huit années qu'a duré la guerre, elle ne s'eſt pas accrue dans cette proportion; mais cependant l'accroiſſement n'a pas laiſſé d'être conſidérable, quoique les gazetiers anglois ayent publié qu'elle étoit prodigieuſement diminuée. Pour les réfuter, on pourroit, s'il étoit néceſſaire, leur oppoſer beaucoup de preuves & des preuves ſans réplique. Je dirai ce que j'ai ſu par haſard ſur cette matière, étant dans le comté de Fairfax en Virginie au mois d'août 1778. Je me trouvai chez le ſieur Georges Maſon. Un jour que je m'entretenois avec lui ſur la population, il me dit que dans ce *petit comté* le nombre des ſoldats de milice excédoit alors ſix cens quatre-vingt-dix; qu'en 1775, il avoit été de ſix cens douze ou ſix cens quatorze; & que dans l'intervalle, il étoit parti de ce comté pour l'armée du général Washington, près de trois

cens hommes (1). La même perſonne, dans une lettre qu'elle écrivit, le 3 juin 1781, à ſon fils aîné, que des raiſons de ſanté avoient forcé de quitter l'armée pour paſſer en France, lui diſoit : « Votre frère Guillaume eſt de retour de la Ca- » roline Méridionale, où il a commandé une » compagnie de volontaires de ſoixante-dix braves » jeunes gens de ce comté, &c. » Si donc outre le contingent d'hommes que ce comté fourniſſoit à l'armée générale & pour les milices, ſoixante-dix jeunes gens pouvoient abandonner leurs familles pour aller volontairement offrir leurs ſecours à leurs alliés à la diſtance de près de cinq cens milles, on peut en conclure que la population avoit continué de s'accroître.

Les gazetiers anglois ont pris ſoin d'informer l'Europe que, *ſuivant les calculs du congrès*, la population des Etats-Unis étoit diminuée depuis 1775 juſqu'en 1783 de ſept cens quatre-vingt-dix-huit mille cinq cens neuf habitans. Pour remplir leurs vues, ils ont enflé l'évaluation de 1775 juſqu'à trois millions cent trente-ſept mille huit cens neuf, & ont laiſſé celle de 1783 telle qu'elle étoit, après avoir déduit les deux cinquièmes d'eſclaves, & les vingt mille habitans de la Caroline Méridionale.

(1) Le général Washington eſt de ce comté.

Quant à l'autorité du congrès, qu'ont citée hardiment ces gazetiers, je dois inſtruire le lecteur que l'incertitude des évaluations empêcha le congrès de permettre qu'elles fuſſent inſérées dans ſes journaux. Le ſecrétaire en fit le relevé ſur une feuille volante, afin de faire les répartitions des charges entre les états reſpectifs, & ce ſont les répartitions ſeules que les journaux contiennent. Où donc M. l'abbé Raynal a-t'il pris ces calculs, qu'il attribue au congrès avec la même confiance que les gazetiers dont je viens de parler ?

Je terminerai mes exemples des erreurs que l'auteur de l'Hiſtoire Impartiale a tirées de l'Hiſtoire Philoſophique, par ce qui regarde les limites méridionales de la Géorgie & le fleuve Alatamaha.

« Ce pays, dit M. l'abbé Raynal, page 110, » eſt borné au nord par la rivière de Savannah, » & au midi par la rivière d'Alatamaha. »

« La Géorgie, répète l'anonyme, page 90, a » pour bornes la rivière de Savannah du côté du » nord, & celle d'Alatamaha du côté du midi. »

Le fleuve Alatamaha eſt à-peu-près dans le centre de l'état.

On finiroit par ennuyer le lecteur, ſi l'on rapportoit toutes les inexactitudes que ce dernier auteur a copiées dans l'ouvrage de M. l'abbé Raynal; elles ſont cependant en très-petit nombre à proportion du reſte. On imaginera ſans peine com-

ment il traite les affaires politiques & militaires; & je crois pouvoir me diſpenſer d'aller plus loin (1).

J'en ai dit aſſez pour prouver combien tirent à conſéquence les erreurs des écrivains célèbres. La plupart des autres écrivains ſoit par une confiance aveugle, ſoit par négligence, ſe contentent de puiſer dans ces ſources ce qu'ils ont à dire des mêmes objets. C'eſt ainſi que l'erreur s'accrédite, & beaucoup de perſonnes trouvant plus commode de croire que d'approfondir, répètent des fables avec autant d'aſſurance qu'ils feroient des axiômes les mieux démontrés.

---

(1) Quant aux affaires militaires, plus d'un officier françois lui a témoigné ſon mécontentement par la voie des papiers publics. J'eſpère que le lecteur ne ſera pas fâché de retrouver ici la lettre pleine de ſel & de gaîté, du chevalier de Catuelan aux auteurs du journal de Paris.

« Je vous prie, Meſſieurs, de préſenter mes très-humbles » remontrances à l'auteur anonyme de l'hiſtoire impartiale. » C'eſt un furibond à qui rien ne réſiſte dans ſes récits » de batailles. Il m'a tué impitoyablement ſur le *Triton*, » où j'ai fait la campagne du monde la plus paiſible. Il » eſt vrai que c'eſt après m'avoir fait tenir un ſi beau » diſcours, que j'ai balancé ſi je devois réclamer la vie » aux dépens d'une ſi belle mort. Mais comme je n'aime » point la gloire mal acquiſe, je vous prie, Meſſieurs, » de rendre ma lettre publique. »

Signé, le chevalier DE CATUELAN, ancien capitaine de vaiſſeau.

NOTES
DE LA TROISIÈME PARTIE.

Lettre *K*, page 109 du texte, ligne 19.

Réflexions rédigées à l'occaſion du Mémoire ſur la manière dont la France & l'Eſpagne doivent enviſager les ſuites de la querelle entre la Grande-Bretagne & ſes colonies.

M. le comte de Vergennes m'a communiqué, de la part du roi, un Mémoire ſur les ſuites qu'on peut prévoir des diſſentions actuelles entre les colonies angloiſes & leur métropole, ſur les inquiétudes que la France & l'Eſpagne peuvent en concevoir, & ſur les précautions que la prudence peut ſuggérer aux deux couronnes dans ces circonſtances.

Il m'a fait ſavoir en même-tems que ſa ma-

jeſté déſiroit que je lui donnaſſe mon avis par écrit. Pour obéir aux ordres du roi, je hazarderai mes réflexions, les ſubordonnant aux lumières & à l'expérience de M. le comte de Vergennes.

Ce miniſtre ſe fixe dans ſon Mémoire à trois objets principaux.

1°. Il fait enviſager ſous quatre points de vue différens, les conſéquences poſſibles de la querelle de l'Amérique, dans les différentes ſuppoſitions qu'on peut former ſur la manière dont elle ſe terminera.

2°. Il expoſe le danger où ſe trouveroient, dans le cas d'une invaſion, les poſſeſſions de la France & de l'Eſpagne dans le nouveau monde, & les motifs de craindre une puiſſance accoutumée à abuſer de ſes forces, ſouvent ſans conſulter la juſtice, ni même la prudence.

3°. Après-avoir indiqué la poſſibilité de prévenir cette puiſſance, (en profitant de ſes embarras actuels pour l'attaquer, ſi d'un côté nos moyens encore trop peu préparés, & de l'autre l'eſprit de modération & de juſtice des deux monarques n'écartoient toute idée d'aggreſſion) le Mémoire développe la néceſſité de fixer par un plan certain, concerté entre les deux couronnes, les précautions à prendre pour prévenir les malheurs poſſibles; il finit par quelques conſidérations ſur les différentes meſures qu'on peut propoſer.

Je ne puis mieux faire que de ſuivre le même ordre dans mes réflexions.

I.

M. le comte de Vergennes met en problême, & ce me ſemble avec grande raiſon, ſi les deux couronnes doivent déſirer l'aſſujétiſſement ou l'indépendance des colonies angloiſes. Il remarque, avec non moins de raiſon, qu'il n'eſt peut-être pas dans l'ordre de la prévoyance humaine de prévenir ni de détourner les dangers qui peuvent réſulter de l'un ou de l'autre évènement. Cette remarque me paroît d'autant plus juſte, que quelque ſoit ou doive être à cet égard le vœu des deux couronnes, rien ne peut arrêter le cours des choſes qui amenera certainement tôt ou tard l'indépendance abſolue des colonies angloiſes; & par une conſéquence inévitable, une révolution totale dans les rapports de l'Europe avec l'Amérique.

Il ne peut y avoir de doute que ſur l'évènement du moment, & ce ſont les dangers du moment qu'il faut péſer.

Le Mémoire préſente quatre ſuppoſitions, dont la disjonctive renferme en effet toutes les manières dont on peut prévoir l'iſſue de la guerre commencée en Amérique.

La première eſt celle d'une conciliation, par laquelle le miniſtère anglois, ſentant l'inſuffiſance

de ſes moyens, abandonneroit le projet d'impoſer les colonies, & les remettroit dans le même état où elles étoient en 1763, avant qu'il fût queſtion du fameux acte du timbre.

Il eſt probable que le nouveau miniſtère, dont ce changement ſeroit l'ouvrage, chercheroit à pallier aux yeux du roi & de la nation la honte d'un pareil traité, & à tirer parti des dépenſes faites pour porter en Amérique des forces prodigieuſes, en employant ces forces à des conquêtes brillantes & utiles qui ſatisfiſſent l'orgueil & l'avidité des Anglois.

Comme des quatre évènemens poſſibles & prévus, ce premier eſt celui qui ameneroit le danger le plus réel & le plus difficile à détourner, c'eſt auſſi celui dont il faut tâcher de calculer le plus ſoigneuſement la probabilité en lui-même & quant à l'époque; c'eſt celui qu'il faut ſur-tout enviſager dans le plan de précautions auquel il eſt queſtion de ſe fixer. Cette diſcuſſion doit donc faire le principal objet de la troiſième partie de ces réflexions, elle doit terminer ce Mémoire.

La ſeconde ſuppoſition eſt que le roi d'Angleterre, en conquérant l'Amérique angloiſe, s'en faſſe un inſtrument pour ſubjuguer l'Angleterre européenne.

J'obſerve que la conquête de l'Amérique an-

gloiſe ſera un bien grand ouvrage. C'en ſera un, peut-être encore plus difficile que l'aſſerviſſement de l'Angleterre par les forces de l'Amérique ſubjuguée. Je doute même que l'on pût y réuſſir en flattant la haine & la jalouſie nationale par une guerre dont la durée formeroit les Anglois au joug, & dont les ſuccès le leur feroient ſupporter.

Certainement le miniſtère ne ſubjuguera pas les colonies ſans des efforts violens & continus, qui ne peuvent manquer d'épuiſer ſes forces & ſes reſſources, de groſſir la dette nationale, peut-être de forcer la banqueroute, ou du moins de la préparer tellement qu'un nouvel effort la rende entièrement inévitable. Il y a lieu de croire que la banqueroute nationale briſeroit les reſſorts actuels du gouvernement britannique, & le priveroit de la plus grande partie de ſes moyens pour agir à l'extérieur, & pour dominer dans l'intérieur.

Il pourroit très-bien arriver qu'en remettant toute la force nationale dans la main des propriétaires des terres, elle diminuât beaucoup la prépondérance de la cour, & rendît la conſtitution britannique plus ſolidement républicaine qu'elle ne l'eſt aujourd'hui, d'autant plus que cette claſſe d'hommes, non moins attachés à la liberté que tous les autres Anglois, forme la partie de la nation la moins corrompue, & en même tems

la moins ſuſceptible des illuſions dont on ébloüit la vanité ou l'avidité du peuple, pour entraîner l'Angleterre dans des entrepriſes ſupérieures à ſes forces, ou contraires à ſes véritables intérêts.

L'Amérique ſoumiſe ne deviendra pas pour cela dans les mains du roi d'Angleterre, un inſtrument docile dont il puiſſe ſe ſervir pour ſoumettre la métropole à ſon tour. Les Saxons, pliés au deſpotiſme allemand, pouvoient groſſir l'armée du roi de Pruſſe qui venoit de les vaincre ; les Anglo-Américains, enthouſiaſtes de la liberté, pourront être accablés par la force ; mais leur volonté ne ſera jamais domptée. La conquête de l'Amérique pourra bien n'être aſſurée que par la ruine totale du pays, & alors même il reſteroit une reſſource aux colons, celle de s'enfoncer & de ſe diſperſer dans les immenſes déſerts qui s'étendent derrière leurs établiſſemens. Les armées européennes tenteroient en vain de les y pourſuivre, & du fond de leurs retraites, ils ſeroient toujours à portée de troubler les établiſſemens que l'Angleterre voudroit conſerver ſur leurs côtes.

L'Angleterre, en ruinant l'Amérique, perdroit tous les avantages qu'elle en a tirés juſqu'ici, & dans la paix & dans la guerre ; dans la paix, l'immenſe débouché de ſes manufactures & le plus sûr aliment de ſon commerce : car on ne vend qu'à

ceux qui ont le moyen d'acheter, & les Américains ruinés ne conſommeroient plus que très-peu de choſe; dans la guerre, la métropole perdra les forces de toute eſpèce qu'elle a employées avec tant d'avantage à conquérir toutes nos colonies: elle ſera obligée pour agir, de tranſporter d'Europe, avec des frais & des riſques immenſes, tout ce qu'elle trouvoit dans ſes colonies américaines.

Si ce n'eſt pas par une dévaſtation univerſelle que l'Amérique eſt réduite à plier ſous le joug, ſi la population, la culture, l'induſtrie, l'activité ſe conſervent dans les colonies, les colons conſerveront auſſi leur courage; ce ſera un reſſort qui ne reſtera courbé qu'auſſi long-tems que la main de l'oppreſſion s'appeſantira ſur lui avec un effort toujours le même. Il faudra que l'Angleterre continue de s'épuiſer pour entretenir en Amérique une force militaire toujours en activité, & de quelles forces n'aura-t-elle pas beſoin! l'on peut en juger par l'immenſe étendue du pays qu'elle auroit à contenir, & par la haine profonde & invétérée que cet état violent nourriroit dans le cœur des habitans.

Les troupes que l'Angleterre entretiendroit en Amérique s'accoutumeroient peut-être bientôt à regarder comme leurs concitoyens, des gens qui ont la même origine, le même langage, & au milieu deſquels le ſoldat & l'officier vivroient. Si

pour prévenir cet effet inévitable du ſéjour trop prolongé des mêmes corps, l'Angleterre prend le ſyſtême de les relever ſouvent, quelle nouvelle dépenſe pour le double tranſport des troupes qui vont & de celles qui reviennent ! Combien celles-ci ne ſeront-elles pas diminuées par la déſertion ſi facile dans un pays ouvert & immenſe, dont tous les habitans la favoriſent, & où tout deſerteur eſt aſſuré d'un établiſſement préférable à tout ce qu'il quitte ! L'Angleterre aura-t'elle aſſez de troupes pour couvrir ainſi ſa conquête de garniſons continuellement renouvelées ? Voudra-t'elle, pourra-t'elle ſoudoyer toujours des troupes allemandes ? En trouvera-t'elle toujours ? Augmentera-t'elle ſes forces de terre au riſque d'être obligée de diminuer ſes forces navales, ſi néceſſaires pour maintenir ſon pouvoir à une grande diſtance ?

Des forces de terre plus nombreuſes ſont ſans doute le moyen le plus sûr pour élever l'autorité royale ; mais quand on uſe avec excès de ce moyen, l'épuiſement des finances qu'il entraîne énerve cette même autorité. D'ailleurs l'Angleterre étant conſtituée comme elle l'eſt, l'éducation, les mœurs, les opinions publiques, les intérêts de tout ce qui a quelque puiſſance concourant à inſpirer à tout Anglois le plus violent attachement à la liberté, il ſeroit impoſſible que le roi d'Angleterre trouvât dans ſes miniſtres une volonté conſtante & ſincère

de

de le ſervir dans ſon projet. Il éprouveroit continuellement du défaut de zèle, ou de la mauvaiſe volonté. Les ordres qu'il donneroit ſeroient mal exécutés, toutes les précautions pour retenir l'Amérique ſous le joug ſe relâcheroient, ſon miniſtère ſe partageroit, ou ſuccomberoit ſous les efforts de l'oppoſition; cette oppoſition ne ſeroit pas, comme aujourd'hui, le parti de quelques enthouſiaſtes conduits par les ambitieux qui veulent renverſer les miniſtres pour ſe mettre à leur place; toute la nation avertie du danger s'y rallieroit, & deviendroit l'alliée de l'Amérique pour l'aider à ſecouer le joug du roi.

En vain la cour voudroit détourner l'orage par une guerre étrangère; quels ſuccès pourroit-elle eſpérer? Si elle dégarniſſoit ſes colonies pour attaquer celles de France & d'Eſpagne, l'Amérique ne prendroit-elle pas ce moment pour ſe délivrer de l'oppreſſion? Ne deviendroit-elle pas ſur-le-champ l'alliée de la France & de l'Eſpagne? Peut-être aujourd'hui une attaque de la part des deux puiſſances contre l'Angleterre produiroit-elle la réunion des colonies avec la métropole, parce que le lien des anciens préjugés d'attachement pour la mère-patrie, d'averſion pour ſes ennemis, n'eſt pas encore rompu; mais ce lien s'affoiblit tous les jours dans le cours de la guerre. La conquête & l'oppreſſion qui ſuccéderoient, le

détruiroit encore plus promptement. La ſeule crainte d'abandonner les colonies à leur mauvaiſe volonté, tiendroit enchaînée la plus grande partie des forces britanniques occupées à contenir les Américains. La France & l'Eſpagne déployeroient au contraire leurs forces en liberté.

Il y a une entrepriſe à laquelle il ſeroit aujourd'hui abſurde de penſer, & qui peut-être dans de pareilles circonſtances deviendroit non-ſeulement poſſible, mais raiſonnable. Je parle du projet de reprendre le Canada. Il nous eſt aujourd'hui très-avantageux que l'Angleterre le poſsède. C'eſt parce que les Américains n'ont plus vu derrière eux d'ennemis qui puſſent les inquiéter, qu'ils ont ſenti leur force & la poſſibilité de ſe rendre indépendans. Le Canada nous a été à charge, parce qu'il étoit toujours trop foible pour ſe ſoutenir par lui-même contre les efforts réunis de l'Angleterre & de ſes colonies, qui le voyoient avec jalouſie lorſqu'il étoit néceſſairement leur ennemi. Mais l'Amérique opprimée par l'Angleterre, & impatiente de reprendre ſa liberté, auroit le plus grand intérêt de nous voir rentrer en poſſeſſion du Canada; ce ſeroit un allié qui prendroit la place d'un ennemi. Ce ſeroit une voie ouverte pour recevoir par notre moyen toutes ſortes de marchandiſes & ſe ſouſtraire au monopole de l'Angleterre. Le Canada s'enrichiroit & ſe peu-

pleroit par ce commerce ; en lui donnant une adminiſtration municipale qui l'attacheroit de plus en plus, il ſe ſuffiroit à lui-même, & ne nous ſeroit plus qu'utile ſans nous rien coûter. Lorſque les colonies angloiſes auroient recouvré leur liberté, le pis-aller ſeroit que le Canada devînt auſſi moins dépendant & ſe gouvernât lui-même ſous la protection de la France, ce qui n'auroit aucun inconvénient.

Quoi qu'il en ſoit de cette idée, je crois toujours pouvoir conclure de la diſcuſſion à laquelle je me ſuis livré, que la conquête & l'aſſerviſſement des colonies angloiſes par l'Angleterre ſeroit, de toutes les ſuppoſitions qu'on peut faire ſur l'évènement de cette guerre, celle qui préſenteroit aux deux couronnes la perſpective de la tranquillité la plus longue & la plus ſolidement établie, puiſqu'elle ſeroit fondée ſur l'impuiſſance abſolue où ſeroit l'Angleterre de former aucune entrepriſe. Si ma façon de voir à cet égard eſt juſte, ſi le ſuccès complet des vues du miniſtère anglois eſt préciſément ce que la France & l'Eſpagne peuvent déſirer de plus heureux ; il en réſulte que le projet de ce miniſtère eſt le plus extravagant qu'il pût concevoir ; & c'eſt ce dont peu de perſonnes douteront.

La troiſième ſuppoſition eſt que le miniſtère

anglois battu ſur le continent de l'Amérique ; cherche un dédommagement aux dépens de la France & de l'Eſpagne, ce qui effaceroit à la fois ſa honte, & lui donneroit un moyen de conciliation avec les inſurgens auxquels il offriroit le commerce & l'approviſionnement des iſles.

J'avoue qu'il me paroît difficile que le gouvernement anglois ſuccombant dans ſes plans hoſtiles contre les colons, ſuccombant vraiſemblablement, après des efforts pénibles & diſpendieux qui auront conſidérablement affoibli ſes moyens, ſe détermine tout-à-coup à multiplier ſes ennemis, & à former de nouvelles entrepriſes au moment qu'il aura perdu un point d'appui qui ſeul en pourroit rendre le ſuccès vraiſemblable. Les colons ſe trouveroient d'autant plus libres d'affermir leur indépendance & de chaſſer entièrement de chez eux les troupes angloiſes. Il eſt fort douteux qu'ils laiſſaſſent tranquillement leurs ennemis faire des conquêtes dans leur voiſinage, & plus douteux encore qu'ils les leur laiſſaſſent garder, & qu'ils ne cherchaſſent pas à s'unir pour faire cauſe commune avec les nouveaux colons que l'Angleterre ſeroit obligée de répandre dans ces nouveaux établiſſemens. Si donc le gouvernement anglois pouvoit ſe livrer à de nouvelles entrepriſes, ce ne ſeroit qu'après avoir conclu la paix avec ſes co-

lonies & en joignant leurs forces aux ſiennes, ce qui rentre abſolument dans la première ſuppoſition qui ſera diſcutée par la ſuite.

La quatrième ſuppoſition eſt que la guerre ſe termine par l'indépendance abſolue des colonies angloiſes. Plus la guerre traîne en longueur, plus cette ſuppoſition paroît devoir ſe réaliſer, & peut-être a-t'elle déjà beaucoup de vraiſemblance. Cet évènement ſera certainement l'époque de la plus grande révolution dans le commerce & la politique, non-ſeulement de l'Angleterre, mais de toute l'Europe. Il eſt impoſſible de prévoir dans ſes détails l'effet immédiat d'un ſi grand changement. Il dépendra beaucoup de la conſiſtance que pourra prendre la conſtitution nouvelle de gouvernement que les colonies ſeront obligées de ſe donner; il eſt poſſible, ſur-tout ſi la guerre eſt longue, que les généraux prennent trop d'aſcendant par la gloire qu'ils auront acquiſe, par l'enthouſiaſme qu'ils auront ſu inſpirer à leurs ſoldats. Il eſt poſſible que n'oſant pas encore former des projets pour aſſervir un peuple enyvré de la liberté qu'il vient de recouvrer par ſon courage, ils eſſayent de perpétuer leur pouvoir & de ſe préparer de loin une plus haute fortune, en inſinuant à leur république naiſſante le goût des conquêtes. On peut cependant augurer de la prudence qui paroît avoir juſqu'ici préſidé à la conduite des

Américains, du courage & des lumières répandues parmi eux, & de leur confiance dans les ſages conſeils du célèbre Franklin, qu'ils auront prévu le piège, qu'ils ſauront s'en garantir, qu'ils ſongeront avant tout à donner une forme ſolide à leur gouvernement, que par conſéquent ils aimeront la paix & chercheront à la conſerver.

Ils n'auront pas beſoin de conquérir pour vendre les denrées dont ils ſont ſurchargés. Il leur ſuffiroit d'ouvrir leurs ports à toutes les nations qui s'empreſſeroient de leur porter tout ce dont ils ont beſoin en échange de leur ſuperflu. Le parti le plus ſage pour eux, ſeroit peut-être de s'en tenir là; car tant qu'ils auront des terres à offrir aux accroiſſemens de leur population, les ſalaires ſeront toujours trop chers parmi eux pour qu'ils puiſſent établir des manufactures en concurrence avec les nations européennes; & les mêmes bras qu'ils voudroient y employer le ſeront bien plus utilement, & pour la colonie & pour l'homme lui-même, à la culture des terres. Par la même raiſon, ils devroient être peu jaloux d'ici à longtems d'avoir une navigation très-active. Cependant ils ſont Anglois d'origine; il eſt difficile que l'habitude des opinions nationales, ne groſſiſſe pas à leurs yeux les avantages de cette branche d'induſtrie & de forces. D'ailleurs ils auront beſoin de vaiſſeaux pour ſe défendre contre les gênes que

la métropole voudra toujours mettre à leur commerce, même après avoir renoncé à les ſubjuguer par terre. Juſqu'à ce que leur indépendance ait été ſolemnellement reconnue, ils ſeront forcés d'avoir une marine pour ſe défendre, préciſément comme les Hollandois dans la naiſſance de leur république ont été obligés de ſe rendre une grande puiſſance maritime pour pouvoir réſiſter à l'Eſpagne. Les colonies angloiſes ont déjà une nombreuſe marine marchande toute montée, que les colons employent en partie à leur commerce direct avec la métropole, & même avec le reſte de l'Eutope, ſous quelques reſtrictions impoſées par la métropole. Mais le plus grand & le plus utile emploi de cette marine, eſt le commerce que font les colons anglois avec les iſles à ſucre de la nation, & même en contrebande avec celles des autres nations.

L'Angleterre feta tous ſes efforts pour ſe conſerver le commerce excluſif de ſes iſles à ſucre, & les autres nations voudront peut-être auſſi arrêter le cours de la contrebande avec les colonies angloiſes, & l'Angleterre & les autres nations entreprendront en cela une choſe impoſſible. Les colonies à ſucre ont par la nature du ſol & de la culture, & par la forme de leur population une foule de beſoins que les côtes de l'Amérique Septentrionale peuvent ſeules leur fournir, les beſ-

tiaux, les bois de chauffage & de charpente, &c. Aucune autre nation ne peut leur fournir à un prix auſſi avantageux les denrées les plus néceſſaires à la vie, telles que le bled & les farines, la morue qui ſert à la nourriture des eſclaves, &c.

Ces mêmes colonies à ſucre n'ont par la nature de leur ſol, de leur culture & de leur population, aucun des moyens qu'ont celles du continent ſeptentrional pour entretenir une marine floriſſante; elles ne peuvent donc aller chercher elles-mêmes les objets de leurs beſoins, elles ont donc le plus grand intérêt à les recevoir des Anglo-Américains qui ont le plus grand intérêt de les leur apporter. Par quels moyens les métropoles pourront-elles empêcher de deux mille lieues une contrebande à laquelle les colonies ont autant d'intérêt que les étrangers? Elles n'y réuſſiront point; ſi elles y pouvoient réuſſir, ce ne ſeroit que par des dépenſes immenſes qui ſurpaſſeroient tout le profit qu'elles croiroient tirer de leurs colonies, & dont tout le fruit ſeroit d'aliéner l'eſprit des colons & de les rendre ennemis de la métropole. La contrebande ſe fera bientôt à main armée; & c'eſt alors que les Anglo-Américains, pour s'aſſûrer la liberté du commerce, deviendront guerriers, non pas pour conquérir les colonies à ſucre, s'ils conſervent quelque ſageſſe, mais pour les aider à s'affranchir, s'allier avec elles & les incorporer à leur union.

Les métropoles n'auront aucun moyen de s'y oppoſer, & l'on peut en juger par la néceſſité où l'on a été, même dans l'état actuel des choſes, de conſenti au commerce direct de nos colonies, avec les colonies du continent de l'Amérique, & d'aſſigner pour ce commerce deux points d'entrepôts, l'un dans l'iſle Saint-Domingue & l'autre auprès de la Martinique.

Point de milieu cependant ; ou il faut ſe réſoudre à faire la guerre pour ſe conſerver le commerce excluſif des colonies à ſucre, & quelle guerre ? & avec quelle improbabilité de ſuccès ? ou il faut conſentir de bonne grace à laiſſer à ſes colonies une entière liberté de commerce, en les chargeant de tous les frais de leur défenſe & de leur adminiſtration, à les regarder non plus comme des provinces aſſervies, mais comme des états amis, protégés, ſi l'on veut, mais étrangers & ſéparés.

Voilà où toutes les nations Européennes qui ont des colonies, arriveront tôt ou tard, de gré ou de force. Voilà ce que l'indépendance des colonies Angloiſes précipitera inévitablement.

Alors l'illuſion, qui depuis deux ſiècles berce nos politiques, ſera diſſipée. C'eſt alors qu'on appréciera la valeur exacte de ces colonies, appellées par excellence colonies de commerce, dont les nations Européennes croyoient s'appro-

prier toute la richeſſe, en ſe réſervant de leur vendre & de leur acheter tout excluſivement. On verra combien la puiſſance, fondée ſur ce ſyſtême de monopole, étoit précaire & fragile, & peut-être s'appercevra-t-on, par le peu de changement réel qu'on éprouvera, qu'elle étoit auſſi nulle & chimérique dans le tems même qu'on en étoit le plus ébloui. On calcule le produit de nos colonies à ſucre par centaines de millions, & l'on a raiſon, ſi l'on compte la ſomme totale de leurs productions évaluées en argent; mais cette valeur appartient en entier aux colons, & non pas à la France, & c'eſt le profit réel de la France qu'il faut connoître. Il n'y a que trois manières de calculer le profit que fait une nation avec ſes colonies.

D'abord par rapport au commerce de la nation en général;

La production & la conſommation ſont les deux termes de tous les échanges du commerce. Le producteur vend, le conſommateur achete. Dans le commerce de la France avec les colonies, elle achete de celles-ci le ſucre, le café, le coton, l'indigo dont elle a beſoin; elle vend à ſes colonies les farines, les vins, les étoffes, les ouvrages manufacturés qu'elle produit ou qu'elle façonne. L'intérêt de la nation dans ce commerce eſt d'un côté de vendre le plus avantageuſement

poſſible les denrées produites de ſon ſol, & les ouvrages de ſon induſtrie, de l'autre d'acheter au meilleur marché poſſible les objets de ſes jouiſſances.

Je dis au meilleur marché poſſible ; car quant à l'agrément d'avoir en abondance les différentes denrées que produiſent les Iſles de l'Amérique, il eſt notoire que ces denrées ſont tout auſſi communes dans les états qui ne poſsèdent point de colonies que dans les autres.

Pour juger donc préciſément de l'avantage qui revient à la France de poſſéder des colonies dont elle s'eſt réſervé le commerce excluſif, il faut ſavoir ſi les denrées du cru, les bleds, les vins, les étoffes, s'y vendent à plus haut prix ; ſi les cafés, les ſucres, les indigos, les cotons, s'y achètent à meilleur marché que dans les pays de l'Europe qui ne poſsèdent point de colonies, tels que les Pays-Bas Autrichiens ou la Suiſſe. Comme cette différence n'exiſte pas dans le fait, comme le cultivateur & le manufacturier flamand ou ſuiſſe vendent tout auſſi-bien leurs denrées, comme ils ſe procurent celles de l'Amérique à un taux auſſi avantageux ; on peut en conclure que les producteurs & les conſommateurs étrangers profitent des colonies autant que ceux de la nation qui croyent les poſſéder excluſivement.

La politique moderne a ſouvent enviſagé le

commerce des nations ſous un autre point de vue; elle s'eſt beaucoup occupée des profits de la claſſe particulière des citoyens qui font ce qu'on appelle *le commerce*, c'eſt-à-dire qui s'entremettent entre les producteurs & les conſommateurs pour acheter des uns ce qu'ils revendent aux autres, avec un profit qui repréſente le ſalaire de leurs peines, les frais de garde & de tranſport, & l'intérêt des avances qu'ils ſont obligés de faire pour acheter aujourd'hui ce qu'ils ne vendent que dans un temps éloigné & incertain.

Dans cette claſſe de commerçans, on a ſur-tout diſtingué ceux qui commercent par mer avec les étrangers, parce que leurs gains paroiſſant faits aux dépens des étrangers, ont paru être en entier un profit pour la nation.

Les armemens pour les colonies, & la vente des retours qu'on en apporte aux étrangers eſt une des parties les plus actives & les plus brillantes du commerce de nos ports, & une des ſources de la fortune de nos commerçans.

Pour évaluer ce qui en revient à la nation, il faut conſidérer qu'une partie des retours des iſles ſe conſomme dans la nation, qu'une autre partie eſt vendue aux nations étrangères.

Les nations étrangères viennent ordinairement acheter ces denrées dans nos ports, ainſi nos armateurs ne gagnent rien ſur les frais de tranſ-

port dans les différentes parties de l'Europe ; & ce que nous gagnons ſur les nations étrangères ſe réduit d'abord au rembourſement de la valeur que nous avons payée aux colons de leurs denrées ; en ſecond lieu, au payement des frais de tranſport de ces denrées des iſles dans nos ports, de la ſolde & de l'entretien des matelots, du ſalaire des ouvriers conſtructeurs, des intérêts & profits que rapportent à l'armateur les capitaux qu'il emploie dans ſes armemens.

Quant à la partie des marchandiſes américaines conſommées dans la nation, c'eſt de la nation même que le négociant reçoit tout ce qu'il gagne ſur les frais de tranſport & ſur l'emploi de ces capitaux ; ainſi il n'en réſulte pour la nation aucun accroiſſement de richeſſes. Il eſt vrai que ſi la nation n'avoit point de colonies, ou ſi le commerce de ces colonies étoit ouvert à tous les étrangers, ces étrangers auroient pu gagner une partie des frais de tranſport que la nation paye aujourd'hui à ces négocians, & que ce qu'elle eût payé eſt une richeſſe qu'elle épargne, ſi elle ne la gagne pas.

Mais ſi les marchands nationaux font, en vertu de leur privilège excluſif, payer ce ſervice plus cher à la nation qu'elle ne l'eût payé aux étrangers, il faut retrancher de l'épargne de la nation ce gain exceſſif de ces négocians, puiſqu'il n'eût pas été payé aux étrangers.

Il faut en retrancher également ce qui eût été gagné par les nationaux, qui, en ſe faiſant payer moins cher qu'ils ne le font aujourd'hui, auroient pu cependant faire avec avantage le commerce de nos colonies en concurrence avec les étrangers.

L'avantage du commerce national ne peut donc conſiſter, 1°. que dans le prix du tranſport depuis les iſles juſqu'à nos ports des marchandiſes d'Amérique que les étrangers viennent acheter de nous ; 2°. dans l'épargne de ce que la nation eût payé aux armateurs étrangers pour le tranſport des marchandiſes de nos colonies qu'elle conſomme, ſi les armateurs étrangers avoient pu faire librement ce commerce en concurrence avec nos négocians.

Mais il ne faut pas croire que ces deux objets réunis ſoient en pur gain. Il faut en déduire tout ce qui en revient aux étrangers & ſur-tout aux Hollandois pour le prix des aſſurances & pour l'intérêt des capitaux qu'une partie des armateurs françois ſont obligés d'emprunter d'eux ; car il eſt notoire qu'une partie du commerce de Bordeaux ſe fait ſur des fonds appartenans à des négocians Hollandois.

Il réſulte de ce détail que le gain de la nation, dans le commerce excluſif des colonies, ſe réduit à une partie du profit que font les négocians de nos ports ſur les frais de tranſports des mar-

chandiſes des Iſles en France ; que ce gain de nos négocians eſt un objet très-modique, & qu'on ſe tromperoit beaucoup en eſtimant les avantages de ce commerce par la valeur des productions, ou des exportations de nos Iſles.

Il reſte un troiſième calcul à faire, c'eſt celui des avantages que retire de la poſſeſſion de ſes colonies la France, conſidérée comme état politique.

Il reſte à examiner & à évaluer les moyens de puiſſance qui peuvent en réſulter pour elle.

Ces moyens de puiſſance ſont de deux eſpèces. La force militaire & l'argent.

Lorſqu'une puiſſance ennemie a des poſſeſſions éloignées, où l'on peut avoir intérêt, ſoit de l'attaquer, ſoit de la menacer pour tenir en échec une partie de ſes forces, il peut être avantageux d'avoir ſoi-même des poſſeſſions dans le voiſinage des ſiennes, de pouvoir y tenir comme en réſerve des forces, qui, ſans être à charge à la métropole, ſe trouvent prêtes au beſoin, & diſpenſent d'en faire paſſer d'Europe avec des frais immenſes.

Tel auroit dû être pour nous le fruit de la poſſeſſion du Canada, & quoique notre gouvernement n'en ait pas tiré autant d'avantage qu'il l'auroit pu, lorſqu'il étoit en notre poſſeſſion, il a ſeul occupé pendant la dernière guerre toutes les forces que la Grande-Bretagne & ſes colo-

nies ont, aptès ſa priſe, employées ſans obſtacle à prendre nos Iſles du Vent & la Havane.

Tel ſeroit pour nous, en cas de guerre dans l'Inde, l'avantage de poſſéder les Iſles de France & de Bourbon, ſi ces deux colonies avoient acquis le degré de force & de conſiſtance dont je les crois ſuſceptibles.

Tel a été ſur-tout l'avantage inappréciable des colonies de l'Amérique ſeptentrionale pour l'Angleterre tant qu'elle lui ſont reſtées unies. Il eſt ſuperflu de s'étendre ſur une choſe auſſi connue.

On ſait aſſez que nos colonies à ſucre ſont bien loin d'être pour nous un moyen d'attaque. Nous aurions au contraire beaucoup de peine à les défendre contre les invaſions de la puiſſance angloiſe. Quant aux reſſources de finances, il eſt notoire que l'impoſition qu'on lève dans nos colonies ne ſuffit pas à beaucoup près aux dépenſes de sûreté & d'adminiſtration qu'elles entraînent.

Reſte les droits que le ſouverain met ſur la conſommation des denrées des colonies dans la métropole; mais ces droits payés par le conſommateur national, ſur les ſucres, ſur les cafés, &c. pourroient l'être également, ſi ces denrées nous étoient apportées par les étrangers, ſoit de nos propres colonies, ſoit des leurs.

Le revenu que le gouvernement tire des colonies, eſt donc une reſſource nulle pour l'état conſidéré

ſidéré comme puiſſance politique ; & ſi on compte ce qu'il en coûte chaque année pour la défenſe & l'adminiſtration des colonies, même pendant la paix, ſi l'on y ajoute l'énormité des dépenſes qu'elles ont occaſionnées pendant nos guerres, quelquefois ſans pouvoir les conſerver, & les ſacrifices qu'il a fallu faire à la paix pour n'en recouvrer qu'une partie, on ſera bien tenté de douter s'il n'eût pas été plus avantageux pour nous de les abandonner à leurs propres forces avec une entière indépendance, même ſans attendre le moment où les évènemens nous forceront de prendre ce parti, comme je l'ai inſinué plus haut.

Il n'y a pas bien long-tems que cette manière de voir eût été traitée comme un paradoxe inſoutenable, & fait pour être rejeté avec indignation. On pourra en être moins révolté maintenant, & peut-être n'eſt-il pas ſans utilité de ſe préparer d'avance des conſolations pour les évènemens auxquels on peut s'attendre.

Sage & heureuſe ſera la nation qui la première ſaura plier ſa politique aux circonſtances nouvelles, qui conſentira à ne voir dans ſes colonies que des provinces alliées, & non plus ſujètes de la métropole. Sage & heureuſe la nation qui la première ſera convaincue, que toute la politique, en fait de commerce, conſiſte à employer toutes ſes terres de la manière la plus avantageuſe pour le

propriétaire des terres, tous ſes bras de la manière la plus utile à l'individu qui travaille, c'eſt-à-dire de la manière dont chacun, guidé par ſon intérêt, les employera ſi on le laiſſe faire; & que tout le reſte n'eſt qu'illuſion & vanité. Lorſque la ſéparation totale de l'Amérique aura forcé tout le monde de reconnoître cette vérité, & corrigé les nations européennes de la jalouſie de commerce, il exiſtera parmi les hommes une grande cauſe de guerre de moins, & il eſt bien difficile de ne pas déſirer un évènement qui doit faire ce bien au genre humain.

Il n'eſt pas vraiſemblable que les Anglois ſoient les premiers à quitter des préjugés qu'ils ont longtems regardés comme la ſource de leur grandeur. En ce cas, il n'eſt pas poſſible de douter que leur obſtination n'entraîne l'union de leurs colonies à ſucre, avec celles du continent ſeptentrional.

Dans la poſition de nos colonies, qui, d'un côté, nous coûtent énormément à entretenir & à défendre, auxquelles en même-tems nous ſommes de notre aveu dans l'impoſſibilité abſolue de fournir tous les objets de leurs beſoins, puiſque nous avons été forcés d'y admettre, ſous certaines reſtrictions, les vaiſſeaux des autres nations, nous pourrons prendre avec moins de peine le parti qu'indiqueront les circonſtances. Nous y gagnerons pluſieurs millions d'économie, & ſi en ouvrant

les ports de nos colonies aux vaiſſeaux étrangers comme aux nôtres, nous acquerons en même-rems la liberté entière du commerce & de la navigation avec tout le continent ſeptentrional, nous ſerons amplement dédommagés par cette liberté du ſacrifice que nous ferons de l'excluſif dans nos iſles. La poſition de l'Eſpagne, par rapport à ſes poſſeſſions américaines, ſera plus embarraſſante. Le commerce entre ſes colonies & les colonies angloiſes, eſt moins immédiatement fondé ſur le beſoin que celui des colonies ſeptentrionales avec les iſles à ſucre. Le climat, le ſol, les productions, l'immenſe étendue des colonies eſpagnoles, la forme de leur population ſont telles qu'elles trouvent en elles mêmes la plus grande partie des objets de beſoin que les iſles à ſucre ſont obligées de tirer de l'Amérique ſeptentrionale; ce ſont ſur-tout des marchandiſes manufacturées que l'on porte d'Europe aux indes eſpagnoles, & juſqu'à préſent l'Amérique angloiſe n'a pas pu en exporter beaucoup. Mais ſi les colonies devenues indépendantes, ont la ſageſſe d'ouvrir leurs ports à toutes les nations, elles recevront de toutes parts tous les objets de commerce poſſibles, non-ſeulement pour leur conſommation, mais pour en porter au dehors. Les colonies angloiſes ne ſont riches qu'en denrées, & il n'eſt pas douteux que l'attrait de l'or ne les engage à faire les plus grands efforts pour ouvrir

un commerce direct avec les Eſpagnols d'Amérique, qui les ſeconderoient de tout leur pouvoir.

Je ne vois pas comment l'Eſpagne pourroit l'empêcher. Les Anglo-Américains ne craindront point une guerre lucrative, ſans danger pour eux, & dans laquelle leur ennemi ſe conſumeroit lui-même par la ſeule défenſive ſans pouvoir jamais attaquer. Ils chercheront vraiſemblablement à engager les colons eſpagnols à ſecouer, à leur exemple, le joug de la métropole, & s'ils ne réuſſiſſoient pas à les perſuader, ce ſeroit peut-être alors qu'ils ſe laiſſeroient ſéduire par la tentative de devenir conquérans.

Malheureuſement il eſt à craindre que l'Eſpagne n'ait moins de facilité qu'aucune autre puiſſance, à quitter une route qu'elle ſuit depuis deux ſiècles pour ſe former un ſyſtême tout nouveau, adapté à un nouvel ordre de choſes. Juſqu'à préſent elle a mis toute ſa politique à maintenir les prohibitions multipliées dont elle a embarraſſé ſon commerce ; elle eſt accoutumée à craindre comme le plus grand des malheurs, que les étrangers n'approchent de ſes poſſeſſions dans le nouveau monde & n'en partagent les tréſors avec elle ; elle a pouſſé ſa jalouſie juſqu'à s'imaginer pouvoir conſerver dans la métropole l'argent qui en ſort continuellement pour payer ce qu'elle eſt forcée d'acheter des étrangers. Ni les

idées des adminiſtrateurs, ni les opinions de la nation, ni la ſituation actuelle de ſa culture & de ſon commerce, ni la conſtitution & l'adminiſtration de ſes colonies, rien en un mot n'eſt préparé d'avance pour pouvoir ſaiſir le moment de pouvoir ſe réſoudre à changer lorſqu'il faudra changer, moins encore pour rendre inſenſible la ſecouſſe du changement & prévenir les ſuites qu'il pourroit entraîner, pour donner à la culture & à l'induſtrie dans la métropole le degré d'activité qui peut ſeul faire tirer parti du nouvel état de liberté; pour ſubſtituer aux chaînes de l'ancien aſſerviſſement des provinces américaines les principes d'une liaiſon fraternelle, fondée ſur l'identité d'origine, de langage, de mœurs, ſans oppoſitions d'intérêts; pour ſavoir leur offrir la liberté comme un don, au lieu de ſe laiſſer arracher par la force l'empire qu'on ne pourra plus garder.

Rien n'eſt plus digne de la ſageſſe du roi d'Eſpagne & de ſon conſeil, que de fixer dès-à-préſent leur attention ſur la poſſibilité de cette ſéparation forcée, & ſur les meſures à prendre pour s'y préparer; car cette criſe peut ruiner la puiſſance eſpagnole pour long-tems, & nous jeter dans de très-grands embarras par les liaiſons intimes qui exiſtent entre les deux cours, ſi celle de Madrid, au lieu de prendre un parti conforme aux circonſ-

tances, ſe laiſſoit entraînet à des démarches qu'elle ne pourroit ſoutenir.

Je me ſuis beaucoup trop étendu peut-être ſur les ſuites de la ſéparation totale des colonies angloiſes ; mais c'eſt parce que je regarde cet évènement comme infiniment probable, & qu'il me paroît important de ſe familiariſer d'avance avec le nouveau plan d'idées qu'on ſera forcé d'embraſſer alors.

Je paſſe à la ſeconde partie du Mémoire de M. le comte de Vergennes, l'examen du danger que peuvent courir nos colonies dans le cas d'une invaſion, & des motifs de craindre que cette invaſion n'ait lieu.

II.

Rien de plus ſage que les réflexions que préſente M. le comte de Vergennes ſur ce danger. Il eſt très-certain que ſi la guerre entre la métropole & ſes colonies ſe terminoit par un accommodement prompt & par conſéquent favorable aux colonies, l'Angleterre auroit dans le continent de l'Amérique des forces auxquelles rien ne pourroit réſiſter. Il eſt certain encore que l'intérêt du miniſtère nouveau ſeroit d'effacer la honte d'un pareil traité, en occupant la nation d'idées flatteuſes de conquêtes. *La morale de l'Angleterre en politique n'eſt pas faite pour nous raſſûrer.*

Dans cette ſuppoſition, l'état où ſe trouvent les colonies des deux nations eſt effrayant. M. de Vergennes regarde la Havane comme le ſeul point en état de réſiſter quelque tems, encore ne s'exprime-t-il qu'en doutant; & les Anglois peuvent avoir eu déjà les ſuccès les plus funeſtes à la puiſſance eſpagnole avant de rien entreprendre ſur la Havane. On prétend qu'en cas de guerre, ils ont depuis long-tems formé le plan de diriger leurs premières attaques contre la Martinique & Porto-Rico. Je le croirois aſſez, vu la poſition de ces deux iſles.

M. de Sartine a remis l'année dernière au roi un Mémoire ſur la ſituation de la Martinique, & ſur le peu de forces que cette colonie pouvoit oppoſer à un ennemi auſſi puiſſant. Il eſt à croire que depuis ce tems, on a mis ordre au mauvais état des fortifications. On y a fait paſſer des troupes; mais il eſt fort à craindre que ces troupes ne ſoient très-affoiblies au moment de l'attaque par l'intempérie du climat. On ne peut donc ſe diſſimuler que dans la ſuppoſition de l'invaſion, le danger ne ſoit extrême, & peut-être inévitable.

Il n'en eſt que plus important de péſer la probabilité de la ſuppoſition qui fera naître ce danger, & de prévoir, s'il eſt poſſible, les époques où l'on peut craindre qu'il n'éclate.

A cet égard, je crois d'abord qu'on peut être

à-peu-près raſſuré pour cette année. On ſait depuis long-tems qu'il y a une ſaiſon que l'Angleterre a le plus grand intérêt de choiſir lorſqu'elle a des projets hoſtiles contre les deux couronnes. Cette ſaiſon inquiétante eſt l'intervalle du commencement d'avril à la fin d'octobre, tems où l'élite de nos matelots occupés à la pêche, & tous nos vaiſſeaux employés au commerce de l'Amérique offrent une proie facile à l'Angleterre, & lui donnent un moyen aſſuré d'énerver nos forces maritimes avant même que la guerre ſoit commencée. Nous en avons fait la funeſte expérience en 1755.

A cette époque en ſuccède une ſeconde, où l'élite des matelots de la Grande-Bretagne reſte à ſon tour en proie aux marines réunies de France & d'Eſpagne ; c'eſt le tems où les pêcheurs anglois vont vendre leurs cargaiſons dans les ports de Portugal, d'Eſpagne & d'Italie. Cette époque dure depuis le mois d'octobre juſqu'au mois de janvier ; & pendant ce tems, l'Angleterre ne peut ſe livrer à des projets de guerre, ſans prendre, pour prévenir ce danger, des précautions qui décéleroient ſes vues. On peut croire encore que ſi dans l'intervalle du mois de janvier au mois d'avril l'Angleterre ſe propoſoit de ſurprendre nos colonies, elle différeroit aſſez l'exécution de ſon deſſein pour que nous n'en fuſſions avertis qu'après le

départ de nos vaiſſeaux pêcheurs pour Terre-Neuve.

Cette marche régulière & annuelle fournit des moyens de prévoir d'avance les vues du miniſtère anglois, ſoit par le nombre & la force des bâtimens de guerre qu'il envoie au banc de Terre-Neuve, ſoit par la route que prennent les pêcheurs anglois après la pêche. Le miniſtre des affaires étrangères & celui de la marine ont fait ſentir l'un & l'autre dès l'année dernière, l'importance dont il étoit d'avoir des bâtimens légers, qui puſſent donner des nouvelles fréquentes des moindres mouvemens qu'on obſerveroit ſur le banc de Terre-Neuve. C'eſt un point convenu, & ſans doute cette année on ſuivra la même marche.

On eſt à portée de ſavoir en tout tems la quantité de vaiſſeaux que l'Angleterre a dans ſes ports, le nombre de matelots qu'elle peut raſſembler pour les armes dans un tems donné.

On peut ſavoir quelles ſont les forces de terre actuellement reſtantes en Angleterre, & quel eſt leur emplacement relativement à la défenſe de la capitale.

On peut s'en rapporter à la vigilance du miniſtre de la politique ſur le ſoin de veiller ſans ceſſe ſur tous ces points. Lui ſeul peut éclairer ſa majeſté & ſon conſeil ſur ces baſes eſſentielles à conſtater, pour prévoir & meſurer le danger, & fixer par

conſéquent ſes idées ſur les précautions qu'il exige.

Il me ſemble que d'après les données actuelles, M. le comte de Vergennes penſe que le miniſtère anglois n'a aucunes vues hoſtiles. Il ſeroit difficile de les concilier avec l'eſpèce d'acharnement qu'il annonce pour pouſſer la guerre contre les Américains, avec le peu de troupes qu'il a gardées pour la ſûreté de la métropole en cas d'attaque, avec la nature de ſes armemens maritimes, qui, quoique nombreux & par conſéquent fort diſpendieux, ne conſiſtent qu'en frégates; avec la ſécurité qu'il a montrée pour ſes poſſeſſions des grandes Indes, en ne remplaçant pas l'eſcadre de l'amiral Harland. Le miniſtère anglois a parlé depuis peu d'envoyer de nouveau des vaiſſeaux aux Indes; mais cet envoi paroît fort incertain & ſuggéré ſeulement par l'idée que nous envoyons de notre côté des forces conſidérables à l'iſle de France; on pourroit ajouter, avec la manière dont il s'eſt montré juſqu'à préſent dans l'affaire de la médiation entre l'Eſpagne & le Portugal, *ſi jamais on pouvoit compter ſur la bonne foi des politiques anglois, même lorſqu'ils paroiſſent agir & qu'ils agiſſent en effet pour le moment avec le plus de franchiſe.*

En combinant toutes ces circonſtances, on peut croire avec certitude que le miniſtère anglois ne veut pas la guerre, & qu'on n'a à craindre que les

ſuites d'un changement de miniſtres. Cet évènement eſt ſans doute poſſible. Cependant, comme il eſt incertain ſi à préſent les colonies voudroient ſe contenter d'être remiſes au point où elles étoient avant 1763, avec toutes les reſtrictions miſes à leur commerce ; comme il n'eſt pas vraiſemblable qu'un miniſtre anglois oſe leur accorder la liberté de commerce qu'elles déſirent ; comme il ne paroît pas poſſible que le miniſtère anglois faſſe la folie d'entreprendre une guerre étrangère avant d'être pleinement aſsûré de la réunion de la métropole avec les colonies ; je penſe que même dans ce cas, nous ne ſerions point attaqués pendant cette campagne, ni par conſéquent avant le commencement de l'année prochaine.

Malgré ces probabilités, je penſe, comme M. le comte de Vergennes, qu'il faut mettre tout au pis, & nous occuper de ce qu'on peut faire pour parer à la poſſibilité de l'invaſion la plus prompte.

Mais avant d'entamer cette diſcuſſion, je ne crois pas inutile d'obſerver que le danger de la guerre peut ne pas venir de l'Angleterre ſeule, qu'il peut auſſi venir de l'Eſpagne ; & que peut-être une trop grande confiance dans ſes forces, une idée exagérée des embarras que cauſe à l'Angleterre ſa querelle avec ſes colonies, jointe au reſſentiment que le roi d'Eſpagne conſerve contre la nation angloiſe, pourroient porter cette

couronne à des démarches qui non-ſeulement fourniroient à l'Angleterre des prétextes, mais qui peut-être forceroient le miniſtère britannique à faire la guerre contre ſon inclination. M. le comte de Vergennes ſait de quelle importance il eſt de connoître en tout tems les vues du miniſtère eſpagnol, de faire naître & de maintenir entre les deux cours une confiance ſans réſerve, & de s'en ſervir pour apprécier plus exactement les moyens de l'Eſpagne & les nôtres, & pour rallentir, s'il eſt néceſſaire, une ardeur trop grande qui pourroit compromettre ces mêmes moyens en ſe hâtant trop de les employer. Les finances du roi épuiſées, la marine à rétablir, une armée à réformer par une conſtitution nouvelle, ſont des objets à préſenter au roi d'Eſpagne, pour le refroidir ſur le déſir qu'on peut craindre de la part de ce prince de commencer les hoſtilités. Il peut être plus facile de s'aſſurer des vues & des moyens de l'Angleterre, que des intentions & des moyens de l'Eſpagne : il eſt cependant également intéreſſant d'être éclairés ſur les diſpoſitions de l'une & de l'autre de ces deux puiſſances. La nature des préparatifs à propoſer à notre alliée, peut devenir un moyen de ſonder ſes projets ; & dans le choix des nôtres, qui ne doivent tendre qu'au maintien de la paix, nous devons éviter ceux qui donneroient à cette puiſſance une trop grande facilité

d'engager la guerre, & nous mettroient par là dans ſa dépendance.

En un mot, ne point être ſurpris par l'Angleterre, & ne pas être entraîné par les projets belliqueux que peut avoir l'Eſpagne, tel eſt le but auquel doivent tendre les réſolutions du roi & de ſon conſeil. Quel doit en être le réſultat ? quelles meſures faut-il adopter ou propoſer ? C'eſt ce qui me reſte à examiner.

III.

M. de Vergennes rejète d'abord avec grande raiſon l'idée de prévenir les Anglois, en les attaquant nous-mêmes dans un moment où leurs forces ſont occupées par une puiſſante diverſion ; la première raiſon qu'il en donne & qui ſuffiroit toute ſeule, eſt l'amour de préférence que le roi de France & le roi d'Eſpagne ont pour la conſervation de la paix. Nous connoiſſons ce qu'inſpirent au roi à cet égard ſon humanité & même ſa généroſité pour un ennemi qui ne s'en piqueroit pas en pareille occaſion. Quoique les mêmes ſentimens ſoient dans le cœur du roi d'Eſpagne, il ſeroit poſſible qu'ayant depuis long-tems reſſenti vivement les procédés de la nation angloiſe, il ne crût pas injuſte de profiter d'un moment avantageux pour détruire l'eſpèce de tyrannie que la puiſſance angloiſe affecte ſur les autres nations ;

& que s'il ſe refuſoit à une aggreſſion formelle, il ne fût pas auſſi éloigné de ſaiſir ces occaſions de rupture, qui ne manquent guères de ſe préſenter entre deux grandes puiſſances, lorſqu'elles n'ont pas une envie décidée de ſe concilier. Mais aux idées morales qui doivent faire écarter toute idée d'aggreſſion, on doit ajouter les raiſons d'intérêt tirées de la ſituation des deux puiſſances peut-être, & au moins de la nôtre.

A l'égard de l'Eſpagne, il ſemble aſſez conſtant qu'elle a un nombre ſuffiſant de vaiſſeaux pour tenir tête, avec un nombre à-peu-près égal des nôtres, à la marine britannique. Mais en ſuppoſant que ces vaiſſeaux ſoient en meilleur état que ceux qui rempliſſent nos liſtes, j'ignore ſi l'Eſpagne a dans ſes magaſins tout ce qu'il faut pour les armer, & ſi elle peut raſſembler au beſoin un nombre de matelots proportionné, j'ignore à quel point elle peut compter ſur l'habileté & l'expérience des officiers auxquels elle confiera le commandement. Ses finances ne ſont point obérées; mais j'ignore ſi elle pourroit ſuffire à des efforts extraordinaires continués pendant pluſieurs années. M. de Vergennes eſt ſeul en état de nous donner des lumières ſur ces doutes.

A notre égard, le roi connoît la ſituation de ſes finances. Il ſait que malgré les économies & les améliorations déjà faites depuis le commen-

cement de ſon règne, il y a entre la recette & la dépenſe une différence de vingt millions dont la dépenſe excède. A la vérité, dans la dépenſe ſont compris les rembourſemens aſſignés; mais auxquels le roi ne peut manquer ſans altérer la foi publique & le crédit. Il n'y a que trois moyens de remplir ce déficit; une augmentation d'impôts, une banqueroute plus ou moins forte, plus ou moins déguiſée, & une économie conſidérable ſoit dans les dépenſes, ſoit dans les frais de perception.

La bonté du roi, ſa juſtice, le ſoin de ſa gloire, lui ont fait dès le premier moment rejeter le moyen de la banqueroute, en tout tems, & celui d'une augmentation d'impôts pendant la paix. La voie de l'économie eſt poſſible; il ne faut pour cela qu'une volonté ferme. La première économie doit être celle des dépenſes, parce qu'elle ſeule peut fonder la confiance du public, & parce que la confiance du public eſt néceſſaire pour trouver à gagner dans la partie des finances, en rembourſant des engagemens trop onéreux, ce qui ne ſe peut faire qu'en empruntant à des deniers plus avantageux.

En même tems que le roi a trouvé ſes finances obérées & en déſordre, il a trouvé ſon militaire & ſa marine dans un état de foibleſſe qu'on auroit eu peine à imaginer. Pour les rétablir & rendre à la France le degré de force & de conſidé-

ration qu'elle doit avoir, il faut que le roi dépenſe lorſque l'état de ſes finances lui preſcrit d'épargner.

Notre état néanmoins n'eſt pas tellement déſeſpéré, que s'il falloit abſolument ſoutenir une guerre on ne trouvât des reſſources, ſur-tout ſi c'étoit avec une probabilité de ſuccès décidés, qui puſſent en abréger la durée. Mais au moins faut-il avouer qu'on doit l'éviter comme le plus grand des malheurs, puiſqu'elle rendroit impoſſible pour bien long-tems, & peut-être pour toujours, une réforme abſolument néceſſaire à la proſpérité de l'état & au ſoulagement des peuples. En faiſant un uſage prématuré de nos forces, nous riſquerions d'éterniſer notre foibleſſe.

Une troiſième raiſon doit décider contre le projet d'attaquer l'Angleterre ; c'eſt la très-grande probabilité que cette attaque deviendroit le ſignal de la réconciliation entre la métropole & les colonies, & précipiteroit le danger que nous voulons éviter.

D'un côté, le miniſtère anglois même, en reſtant tel qu'il eſt, ſaiſiroit avec joie cette ouverture pour céder ſans honte à la réſiſtance des Américains, ſous le prétexte de tout ſacrifier à la néceſſité de repouſſer l'ennemi commun.

Les Américains de leur côté ne voudroient vraiſemblablement

ſemblablement pas ſe refuſer aux conditions avantageuſes qu'on leur offriroit ;

D'abord par un reſte de patriotiſme national & d'attachement à la mère-patrie, que le patriotiſme américain n'étouffera entièrement qu'avec le tems, & lorſque la continuité de la guerre aura aigri de plus en plus les eſprits ;

En ſecond lieu, pour ſe conſerver l'apparence de la modération, apparence néceſſaire pour ſe ménager des liaiſons & des défenſeurs dans la métropole, où les membres de l'oppoſition n'oſeroient prendre le parti des colonies, ſi elles annonçoient ouvertement le projet d'une indépendance abſolue. Or, cette liaiſon que les colons conſervent avec une partie de la nation angloiſe, eſt très-utile à leurs vues par les entraves continuelles qu'elle met aux opérations du miniſtère ;

Enfin, une troiſième raiſon qui pourroit les rendre plus faciles, eſt l'opinion où étoient pluſieurs de leurs chefs, que le moment d'effectuer la ſéparation n'étoit pas encore venu, que les moyens n'étoient pas ſuffiſamment préparés, que le ſuccès étant incertain aujourd'hui, auroit été infaillible, ſi la diviſion n'eût éclaté que quelques années plus tard. Ce ſont les démarches violentes de l'Angleterre qui ont précipité le moment, & il ne ſeroit pas étonnant que les Américains ſaiſiſſent l'occaſion qui leur ſeroit offerte de gagner

du tems pour accumuler des richeſſes pendant la guerre contre la France & l'Eſpagne, & pour ſe préparer les moyens de recommencer la conteſtation entre eux & la métropole avec la pleine aſſurance du ſuccès. Il n'y a que la durée de la guerre ou un ſuccès entièrement déciſif en faveur des Américains, qui puiſſent leur donner ou aſſez d'animoſité ou aſſez de confiance, pour leur faire refuſer toute autre propoſition d'accommodement que celle d'une indépendance entière.

Une attaque de la part des deux couronnes, au lieu de nous aſſurer la diverſion ſur laquelle nous aurions compté, pourroit donc réunir au contraire contre nous les deux forces qu'il nous eſt ſi avantageux de laiſſer s'épuiſer l'une contre l'autre.

En rejetant tout projet d'attaque pour ſe borner aux précautions, quelles précautions adoptera-t'on?

C'eſt pour nos colonies à ſucre qu'on craint & pour les poſſeſſions eſpagnoles dans cette partie de l'Amérique. L'idée d'y porter des forces de terre & de mer ſuffiſantes pour réſiſter à l'invaſion poſſible ou probable, ſe préſente naturellement. C'eſt d'après cette idée que ſur les premières allarmes qu'on avoit conçues l'année dernière, on a fait paſſer quelques bataillons à la Martinique & dans les autres iſles. Il ſeroit poſſible qu'on propoſât cette année d'y envoyer encore de nouvelles troupes, & même que chacune des deux couronnes fît partir

une eſcadre compoſée d'un certain nombre ſuffiſant de vaiſſeaux de ligne, pour mettre leurs poſſeſſions reſpectives à l'abri d'une inſulte. Je crois voir trois grands motifs de rejeter encore ce plan, la dépenſe, l'inſuffiſance & le danger.

Quant à la dépenſe, l'envoi des troupes qui ſont parties l'année dernière augmente celle des colonies d'environ quatre millions par an. Un nouvel envoi porteroit cet article à huit millions. Si on y ajoute la dépenſe d'une eſcadre de huit vaiſſeaux de ligne, avec un nombre proportionné de frégates, entretenues ou renouvelées pendant tout le tems que dureront nos craintes, & qu'on penſe que toute cette dépenſe eſt en accroiſſement d'un déficit qui eſt déjà de vingt millions, on en conclura que ce projet mettroit au rétabliſſement des forces de l'état peut-être autant d'obſtacles que le projet même de la guerre. Il nous épuiſeroit en efforts de ſimple précaution, qui ne nous feroient aucun bien, qui ne feroient aucun mal à notre ennemi, & nous nous trouverions encore plus affoiblis lorſque le moment d'agir ſeroit venu.

J'applique ici tout ce que j'ai dit ſur le projet de guerre, & j'y ajoute que ſi l'on conſidéroit uniquement l'intérêt momentané de la finance, une guerre ſeroit peut-être moins fâcheuſe qu'une continuité de précautions trop diſpendieuſes. En effet

la guerre, en exigeant des dépenſes très-fortes, permet des reſſources que ne permet pas l'état de paix. Elle excuſe tout, parce qu'elle néceſſite tout. Dans la guerre on peut ſuſpendre les rembourſemens, ce qui couvriroit le déficit, ou ſi on pouvoit encore le couvrir par les économies dont la circonſtance feroit encore plus ſentir la néceſſité, donneroit vingt millions de fonds extraordinaires pour les dépenſes de la guerre. Il ſeroit tout ſimple d'établir un impôt; cet impôt pourroit ſuffire au paiement des intérêts & au rembourſement du capital d'un emprunt proportionné, dans le nombre d'années auquel ſeroit fixé la durée de ſa perception. Aucune de ces reſſources ne peut être ſeulement tentée en tems de paix, & l'éclat que feroient les difficultés qu'éprouveroit la tentative, donneroit plus d'allarmes aux Anglois que nos armemens même.

Cette dépenſe ruineuſe, & j'oſe dire impoſſible dans la circonſtance, ſera bien plus à regreter en même-tems qu'elle nous conſumeroit inutilement en frais, tant que nos iſles ne ſeroient point attaquées; elle ſeroit inſuffiſante dans le cas où nous ſerions attaqués.

Cette inſuffiſance ne me paroît que trop aiſée à prouver.

Il eſt vrai que tant que la Grande-Bretagne n'aura dans l'Amérique d'autres forces maritimes que

des frégates, une eſcadre de vaiſſeaux de ligne, même peu conſidérable, ſuffiroit pour mettre en ſûreté les poſſeſſions des deux couronnes. Mais il eſt impoſſible qu'ils imaginent de porter leurs armées de terre hors du continent, pour former des entrepriſes contre nos établiſſemens, ſans les faire accompagner par de puiſſantes eſcadres. On peut être aſſuré qu'ils n'omettront rien pour les rendre ſupérieures à celles que nous aurions envoyées pour les attendre.

Si, comme il eſt vraiſemblable, dans le cas prévu d'une réconciliation prompte, les Anglois ont en Amérique trente mille hommes diſponibles, il eſt de toute impoſſibilité que nos forces néceſſairement partagées entre tous les points ſuſceptibles d'être attaqués, ſoient en aucun de ces points en état de réſiſter à de pareilles armées, même quand nos troupes ſeroient beaucoup plus nombreuſes qu'on ne peut raiſonnablement le propoſer. Mettre tous les points menacés en état de ne pas craindre un tel danger, ſeroit un effort au-deſſus de tous nos moyens. Quand cet effort ſeroit poſſible, il ne ſeroit pas raiſonnable, & nous perdrions moins à ſacrifier nos colonies, qu'à les garder à un ſi haut prix.

Il faut encore obſerver que l'intempérie du climat de nos iſles fait périr en très-peu de tems une grande partie des troupes qu'on eſt obligé d'y en-

voyer, & qu'ainſi il ne faut pas compter à beaucoup près pour la défenſe effective ſur les forces qu'on a fait paſſer, & peut être ſur la moitié. Cette conſommation d'hommes que les troupes britanniques n'éprouvent pas dans le climat ſain de l'Amérique ſeptentrionale rendroit encore la dépenſe de nos efforts plus diſproportionnée & plus inſuffiſante pour ſon objet. Enfin, j'ai dit qu'une pareille meſure étoit dangereuſe.

Elle préſente en effet un double danger également important à éviter. Le premier eſt de mettre l'Angleterre dans le cas d'envoyer de ſon côté des forces navales en Amérique. Dans l'état actuel les Anglois n'ayant qu'un ſeul vaiſſeau de ligne en Amérique & des frégates & autres bâtimens légers répandus ſur toute l'étendue des côtes du continent, une eſcadre de ſix ou huit vaiſſeaux de ligne envoyée dans des vues hoſtiles, ſuffiroit pour enlever preſque tous ces bâtimens foibles & diſperſés. Le miniſtère anglois ne pourroit ſans imprudence s'expoſer à ce riſque, il ſeroit forcé, pour aſſurer ſes opérations, d'envoyer une eſcadre ſupérieure aux nôtres.

L'inquiétude ne manqueroit pas de ſe répandre dans la nation; l'Angleterre armeroit dans tous ſes ports, & chercheroit à ſe mettre partout en état de défenſe. Peut-être l'apparence d'une guerre produiroit-elle le même effet que

la guerre elle-même, en donnant à la métropole le même prétexte de ſe relâcher de la rigueur des loix qu'elle veut impoſer aux Américains, & à ceux-ci les mêmes motifs d'accepter les propoſitions du miniſtère. Nos efforts n'auroient donc ſervi qu'à provoquer le danger que nous devons chercher à éloigner ou à éviter.

Le ſecond danger eſt de donner à l'Eſpagne la confiance & les moyens de nous entraîner malgré nous dans des projets hoſtiles. J'ai déjà indiqué plus haut ce danger ; il pourroit ſe réaliſer même ſans un projet formel de la part de la cour d'Eſpagne. Il ſuffiroit que quelque commandant imprudent commît quelque acte d'hoſtilité pour mettre les deux nations aux mains, avant même qu'on eût pû être informé en Europe, & prévenir la rupture.

Je conclus de cette diſcuſſion que notre ſituation ne nous permet pas d'embraſſer ce plan de précautions trop approchantes de l'état d'hoſtilité, & qu'il faut ſe borner à des précautions, qui, ſans nous compromettre, ſans uſer nos forces, ſans appeller le danger, nous mettent en état de connoître à tems les vues de nos rivaux, d'agir au moment néceſſaire de la manière la plus avantageuſe ſuivant les circonſtances, & d'en impoſer par des forces effectives & prêtes au beſoin.

Ces précautions ſont indiquées dans le mémoire qui m'a été communiqué. La baſe en eſt l'obſervation exacte & vigilante des événemens, ainſi que des deſſeins & des préparatifs de la Grande-Bretagne. M. de Vergennes a pris les meſures les plus ſages pour être inſtruit de tout ce qui ſe paſſe en Angleterre, du nombre des vaiſſeaux, & de la poſition de cette puiſſance au-dedans & au-dehors, de tous ſes préparatifs maritimes, ſurtout de la poſition du miniſtère & de l'état de l'opinion publique.

La lettre de M. le marquis de Grimaldi annonce les meſures que l'Eſpagne prend pour veiller ſur tout ce qui peut entrer dans le golphe du Mexique. Les poſitions de ſes frégates paroiſſent parfaitement bien choiſies. Leurs croiſières, jointes à celles que nous entretenons aux bords de nos Iſles, auront le double avantage de nous inſtruire de tout ce qui ſe paſſera dans ces parages, & de garantir le commerce des deux nations des inſultes qui pourroient être faites à nos bâtimens par les vaiſſeaux anglois, occupés à empêcher les colonies de leur propre nation de faire aucun commerce, & de ſe pourvoir des objets dont elles ont beſoin.

Le point d'obſervation le plus important eſt le banc de Terre-Neuve par les raiſons développées ci-deſſus : à cet égard tout eſt dit & convenu,

& je ne doute pas que toutes les meſures ne ſoient priſes.

Il ſeroit ſans doute très-utile d'avoir des correſpondances sûres & fidèles dans les colonies angloiſes pour être toujours informé des évènemens & de la diſpoſition actuelle des eſprits. Cet article eſt délicat ; car il ſeroit, je crois, dangereux d'y avoir un agent qui parût autoriſé. Si les colons américains ſavoient le parti qu'ils pourroient tirer de nos officiers réformés, en les attirant à leur ſervice, il eſt vraiſemblable que par les ſeules lettres que ceux-ci écriroient à leurs amis ſans aucune vue politique, nous ſerions très-bien informés ſans que le miniſtère parût y être pour rien. C'eſt à la ſageſſe de M. le comte de Vergennes à ſavoir s'il convient de faire quelque choſe de plus.

C'eſt une queſtion encore plus délicate de ſavoir ſi l'on peut donner ſous main des ſecours aux Américains, ſoit en munitions, ſoit en argent.

Il n'y a aucune difficulté à fermer les yeux ſur les achats de munitions qu'ils font dans nos ports. Nos commerçans ſont libres de vendre à quiconque leur achète. Nous ne diſtinguons point les Colons des Anglois même. Si nous les diſtinguions, ſi nous les regardions comme deux puiſſances diviſées & en guerre l'une avec l'autre, notre rôle

ſeroit la neutraliré, & refuſer de vendre aux Américains, ce ſeroit en ſortir.

Mais ce ſeroit en ſortir auſſi que de leur fournir des ſecours en argent, & cette démarche, qu'il ſeroit difficile de cacher, exciteroit de la part des Anglois de juſtes plaintes. Malheureuſement l'argent eſt ce qui manque le plus aux Américains pour acheter au-dehors les munitions de guerre qu'ils ne peuvent tirer de chez eux. Un moyen de leur en procurer ſans ſe compromettre ſeroit peut-être de fermer les yeux ſur le commerce interlope qu'ils pourroient faire avec quelques ports de l'Amérique eſpagnole; mais l'Eſpagne craindra peut-être les ſuites ultérieures de cette condeſcendance; elle craindra de ne pouvoir plus arrêter, quand elle le voudra, le cours de cette contrebande une fois tolérée : c'eſt ſur quoi je ne puis rien dire.

L'objet de la vigilance eſt de ſe mettre en érat d'agir quand il eſt néceſſaire d'agir. Il faut donc être préparé pour ce moment, ſoit pour défendre, s'il eſt poſſible, nos poſſeſſions dans le cas où elles ſeroient attaquées, ſoit pour attaquer nous-mêmes notre ennemi, lui ôter une partie de ſes reſſources, &obliger du moins à rappeler une partie de ſes forces pour ſa propre défenſe.

Le ſeul moyen de remplir ce but me paroît

être d'employer tous nos efforts à préparer nos forces maritimes, mais ſans les faire ſortir.

L'eſſentiel eſt de garnir nos arſenaux & nos magaſins, d'achever de réparer tous les vaiſſeaux & frégates qui peuvent l'être. Suivant le tableau remis par M. de Sartine l'année dernière, le nombre en montoit à quarante-trois vaiſſeaux de ligne, vingt-trois frégates & treize corvettes.

Il eſt à déſirer qu'on puiſſe avoir quelques bâtimens de force, prêts pour protéger, s'il eſt beſoin, la rentrée de nos bâtimens de commerce & de nos pêcheurs.

Avoir une eſcadre de douze vaiſſeaux à Toulon, une pareille qu'on pourroit engager l'Eſpagne à préparer dans le port du Férol, une autre eſcadre un peu moins forte à Breſt, avec un nombre conſidérable de frégates & de corvettes pour ſe mettre en état d'uſer de repréſailles ſur l'Angleterre, ſi elle ſe hazardoit à une rupture; tenir pour cette diſpoſition nos forces dans notre main, pour leur donner au beſoin la deſtination convenable, c'eſt, je crois, tout ce que permet la circonſtance; & j'obſerve que ces préparatifs à faire dans nos ports doivent ſuivre le mouvement progreſſif des armemens de l'Angleterre, qui ne peut certainement pas ſe livrer ſubitement à un projet de guerre.

Les premiers préparatifs de réparation & d'ap-

proviſionnement doivent être faits avec le moins d'éclat poſſible, & il ne faut armer effectivement que quand il y aura une apparence fondée de danger.

Il faut ſur-tout éviter tout ce qui peut donner trop d'allarmes, avant que la plus grande partie de nos pêcheurs & de nos vaiſſeaux marchands ſoient rentrés dans nos ports.

A cette époque, ſi les circonſtances deviennent inquiétantes ou menaçantes, il ſera très-utile de faire marcher ſur nos côtes oppoſées à celles de l'Angleterre une partie de nos troupes, & de porter à différens points de réunion les munitions de guerre proportionnées aux forces qu'on aura raſſemblées.

Cette démarche, dans laquelle nous n'avons aucun riſque à courir, eſt une de celles qui peuvent le plus en impoſer à l'Angleterre, ſur-tout dans un moment où la plus grande partie de ſes forces eſt diſperſée au loin. Elle n'étoit pas dans la même poſition en 1770, & cependant trente-ſix bataillons ſeulement que le feu roi fit marcher ſur nos côtes au mois d'octobre de cette même année, jetèrent la terreur en Angleterre, & contribuèrent beaucoup au ſuccès de la négociation.

L'on peut ſe rappeler encore qu'en 1756, les troupes qu'on avoit répandues ſur nos côtes tinrent en échec preſque toute la marine britannique,

dont les opérations brillantes n'ont commencé que lorſque nos troupes ont été occupées en Allemagne.

Le changement arrivé dans l'état politique de l'Amérique ne pouvant plus nous faire regarder la poſſeſſion du Canada comme avantageuſe, je ne vois que trois points où la puiſſance britannique puiſſe être attaquée. Ses poſſeſſions dans la preſqu'iſle de l'Inde, les places du Port-Mahon & de Gibraltar ſur les côtes d'Eſpagne, & enfin la Grande-Bretagne elle-même.

Les Indes ſont certainement la partie dans laquelle on peut attaquer les Anglois avec la plus grande apparence de ſuccès, & leur faire le plus de mal aux moindres frais. Leur compagnie, maîtreſſe abſolue des plus riches provinces de l'Indouſtan, tire chaque année de ſes poſſeſſions des ſommes immenſes, qui, converties en marchandiſes, procurent à la métropole, par les droits de toute eſpèce auxquels ces marchandiſes ſont aſſujetties, un revenu que les perſonnes les plus inſtruites de l'état de l'Angleterre évaluent aux deux cinquièmes de ſes revenus annuels.

Mais cette puiſſance eſt auſſi précaire qu'effrayante. C'eſt un coloſſe dont les pieds ſont d'argile; elle eſt toute fondée ſur la violence, le brigandage & la tyrannie. On ne peut douter que les cruautés & les vexations exercées par la nation angloiſe dans l'Inde, n'aient porté le déſeſpoir

dans l'ame des naturels du pays & de leurs ſouverains. Ils n'attendent pour éclater, qu'une guerre européenne qui leur rende l'eſpérance d'être ſecourus.

Des forces ſuffiſantes & bien conduites rameneroient contre les Anglois dans cette partie du monde, la même révolution que nous y avons eſſuyée de leur part; & cette révolution n'éprouveroit pas les mêmes retours, ſi plus ſages que nous ne le fûmes lors de nos avantages, & que ne l'ont été après nous les Anglois, nous n'entreprenions pas de ſuccéder à leur domination, ſi au lieu d'opprimer comme eux les habitans du pays, nous nous bornions à protéger leur liberté.

Un pareil échec dans le commencement d'une guerre, pourroit mettre l'Angleterre dans l'impoſſibilité de la ſoutenir par la ſuſpenſion d'une partie conſidérable de ſes revenus.

Mais j'obſerve ſur cela deux choſes, l'une que pour faciliter cette entrepriſe, il eût été à déſirer que de longue main nos iſles de France & de Bourbon fuſſent devenues des arſenaux où l'on eût pu préparer dans le ſecret des moyens propres à nous donner la ſupériorité dans l'Inde dès la première campagne. Il y a lieu de croire auſſi que Pondicheri n'eſt pas dans l'état qu'il devroit être. Le miniſtre de la marine ſuivra ſans doute un meilleur plan qu'on ne l'a fait avant lui; mais

l'effet de ſes meſures exige néceſſairement du tems.

J'obſerve en ſecond lieu que pour réuſſir dans un pareil projet, il ſeroit eſſentiel que nous puſſions primer les Anglois dans l'Inde, ce qu'il eſt difficile d'eſpérer; car dès qu'ils nous ſoupçonneront le moins du monde de quelque vue hoſtile, on ne peut douter qu'ils ne faſſent paſſer des forces conſidérables dans l'Inde; il n'y a que le plus grand épuiſement, ou les grandes allarmes pour la métropole elle-même, qui puſſent leur faire négliger un point d'une importance auſſi majeure.

Quant à Minorque & à Gibraltar, je ne ſais ſi l'importance de ces deux poſſeſſions eſt proportionnée au déſir qu'auroit l'Eſpagne d'y rentrer, & à l'intérêt que mettra l'Angleterre à les conſerver. L'on n'a pas vu dans la dernière guerre que la privation de Minorque ait diminué ſa ſupériorité dans la Méditerranée. Quoiqu'il en ſoit, il paroît difficile de prendre Gibraltar autrement que par ſurpriſe, & quoique la circonſtance d'une garniſon étrangère ſoit peut-être plus favorable qu'aucune autre, une pareille ſurpriſe ne paroît pas poſſible; car il ſeroit trop imprudent de la tenter ſans être d'ailleurs prêt à ſoutenir la guerre, & comment ſe préparer en Eſpagne à ſoutenir la guerre ſans que les Anglois en ſoient

avertis, & ſans que leur premier ſoin ſoit de mettre Gibraltar & Port-Mahon à l'abri d'une attaque imprévue ?

Si ce projet & celui d'une entreprise ſur l'Inde ſont de nature à ne pouvoir être annoncés, il n'en eſt pas de même du projet de deſcente en Angleterre. Ce projet n'a pas beſoin d'être exécuté pour remplir une partie de l'effet qu'on peut en attendre. Ce ſeroit beaucoup gagner que d'obliger l'Angleterre à raſſembler toutes ſes forces autour d'elle pour ſa propre ſûreté. C'eſt peut-être le meilleur moyen de garantir les poſſeſſions des deux couronnes en Amérique du danger d'une invaſion ; ce ſeroit dans le moment où nous aurions raſſemblé dans nos ports un nombre ſuffiſant de vaiſſeaux de tranſport pour feindre une deſcente en Angleterre, ou pour la réaliſer ſi cette puiſſance oſoit mépriſer ou négliger cette démonſtration, ce ſeroit alors que nous pourrions avec avantage faire paſſer à nos iſles des forces pour leur défenſe, & en porter dans l'Inde de ſuffiſantes pour renverſer la puiſſance angloiſe.

Il ne m'appartient pas de décider ſi une expédition en Angleterre eſt une choſe poſſible ou prudente à exécuter. J'y vois un grand danger pour une puiſſance qui n'eſt pas maîtreſſe de la mer, la difficulté de ramener ſes troupes une fois débarquées ; mais je ſais deux choſes, l'une

que

que des militaires expérimentés regardent ce projet comme praticable, l'autre que les Anglois le craignent pardeſſus toutes choſes : ce n'eſt pas qu'ils imaginent que la France puiſſe les conquérir ou les garder ; mais une guerre dont leur pays ſeroit le théâtre, feroit ſouffrir beaucoup d'individus, & dans un gouvernement tel que l'Angleterre, cela ſuffit pour exciter les plus grands troubles. D'ailleurs la terreur univerſelle anéantiroit le crédit, & mettroit la banque à découvert, ce qui forceroit la banqueroute nationale, & dès-lors ôteroit au gouvernement toutes reſſources.

Ce que je viens d'indiquer appartient plus à un plan de guerre qu'à un plan de ſimples précautions pour prévenir les hoſtilités ; mais je crois qu'un plan de précautions doit ſervir à préparer les opérations de la guerre, ſi elle devient inévitable.

Résumé.

La longueur de ce Mémoire exige que j'en préſente, en racourci, les principaux réſultats.

I.

En parcourant, avec M. le comte de Vergennes, les différentes manières dont on peut ſuppoſer que ſe terminera la querelle de l'Angleterre avec ſes colonies, il m'a paru que l'évènement le plus déſirable pour l'intérêt des deux couronnes, ſeroit que l'Angleterre ſurmontât la réſiſtance de ſes colonies & les forçât à ſe ſoumettre à ſon joug, parce que ſi les colonies n'étoient ſubjuguées que par la ruine de toutes leurs reſſources, l'Angleterre perdroit l'avantage qu'elle en a retiré juſqu'ici, ſoit pendant la paix, par l'accroiſſement de ſon commerce, ſoit pendant la guerre, par l'uſage qu'elle pouvoit faire de leurs forces. Si au contraire les colonies vaincues conſervent leurs richeſſes & leur population, elles conſerveront le courage & le déſir de l'indépendance, & forceront l'Angleterre d'employer une partie de ſes forces à les empêcher de ſe ſoulever de nouveau.

La ſuppoſition de la ſéparation abſolue des co-

lonies & de la métropole, me paroît infiniment probable : il en réſultera, lorſque l'indépendance des colonies ſera entière & reconnue par les Anglois mêmes, une révolution totale dans les rapports de politique & de commerce entre l'Europe & l'Amérique, & je crois fermement que toutes les métropoles ſeront forcées d'abandonner tout empire ſur leurs colonies, de leur laiſſer une entière liberté de commerce avec toutes les nations, de ſe contenter de partager avec les autres cette liberté, & de conſerver avec leurs colonies les liens de l'amitié & de la fraternité.

Si c'eſt un mal, je crois qu'il n'exiſte aucun moyen de l'empêcher ; que le ſeul parti à prendre ſera de ſe ſoumettre à la néceſſité abſolue, & de s'en conſoler. J'ai développé quelques motifs de conſolation, tirés d'une appréciation de l'avantage des colonies pour les métropoles, un peu plus baſſe que celle qu'on adopte communément.

J'ai auſſi obſervé, que dans ce cas il y auroit un très-grand danger pour les puiſſances qui s'obſtineroient à réſiſter au cours des évènemens, qu'après s'être ruinées par des efforts au-deſſus de leurs moyens, elles verroient leurs colonies leur échapper également, & devenir leurs ennemies au lieu de reſter leurs alliées.

J'ai appuyé en particulier ſur l'importance dont

il eſt que l'Eſpagne fixe, dès-à-préſent, ſes réflexions ſur la poſſibilité de cet évènement, & ſe familiariſe d'avance avec l'idée d'un changement total de ſyſtême dans l'adminiſtration de ſon commerce, & dans ſes rapports avec ſes colonies.

Une réconciliation, & ſur-tout une réconciliation prompte entre l'Angleterre & l'Amérique, me paroît le ſeul cas où les deux couronnes ſoient menacées d'un danger prochain.

I I.

Dans l'examen de ce danger, j'ai obſervé qu'il étoit double, qu'il pouvoit venir de l'Angleterre ou de l'Eſpagne.

Du côté de l'Angleterre, M. le comte de Vergennes me paroît perſuadé que le miniſtère actuel n'a aucunes vues hoſtiles. Je le penſe comme lui.

Je penſe qu'un nouveau miniſtère ne commenceroit la guerre qu'après avoir conſommé l'ouvrage de la pacification de l'Amérique.

Je crois pouvoir en conclure, que nous ne ſerons point inquiétés dans le courant de cette année.

J'ai rappelé les ſaiſons différentes où nos matelots & ceux de l'Angleterre ſont tour-à-tour expoſés à être enlevés par la puiſſance rivale. J'ai obſervé que cette marche régulière & annuelle déterminoit les époques que l'Angleterre choiſit

pour commencer les hoſtilités, & qu'elle nous fourniſſoit des moyens de découvrir ſes vues, par les précautions qu'elle prend alors.

Par rapport à l'Eſpagne, j'ai dit qu'on pouvoit craindre de ſa part la confiance trop grande en ſes forces, l'antipathie contre la puiſſance angloiſe, le juſte reſſentiment que conſerve le roi catholique des procédés de cette puiſſance à ſon égard, & les obſtacles que ces diſpoſitions mettroient à la conciliation, s'il ſurvenoit quelque diſpute ou quelque voie de fait entre des commandans eſpagnols & anglois.

J'ai dit enfin qu'il étoit également important de n'être pas ſurpris par l'Angleterre, & de n'être pas entraîné par l'ardeur qu'on peut ſuppoſer à l'Eſpagne, & j'ai inſiſté ſur la néceſſité de faire naître & de maintenir entre nos deux cours une confiance ſans réſerve.

III.

Sur l'objet des meſures à prendre par les deux couronnes, pour prévenir les dangers qui peuvent les menacer, ma façon de penſer eſt exactement la même que celle de M. le comte de Vergennes, ſur la néceſſité de rejeter tout plan d'aggreſſion de notre part;

D'abord par les raiſons morales, ſi conformes

à la façon de penſer ſi connue des deux monarques ;

En ſecond lieu, à cauſe de l'état où le roi a trouvé & ſes finances & ſes forces de terre & de mer, du beſoin qu'il a de tems pour régénérer toutes ces branches de ſa puiſſance, & du danger d'éterniſer notre foibleſſe, en faiſant de nos forces un uſage prématuré ;

En troiſième lieu, par la raiſon déciſive qu'une guerre offenſive de notre part réconcilieroit la métropole avec les colonies, en donnant au miniſtère un prétexte de céder & aux colons un motif de ſe prêter à ſes propoſitions, pour ſe donner le tems de conſolider & de mûrir leurs projets & de multiplier leurs moyens.

J'ai diſcuté enſuite l'idée qu'on pourroit avoir d'envoyer ſans vues hoſtiles des troupes de terre & des eſcadres dans nos colonies, pour les mettre en défenſe & à l'abri de l'envahiſſement. Je me ſuis attaché à prouver que ce plan devroit être rejeté, comme ruineux, inſuffiſant & dangereux ;

Comme ruineux, parce que la dépenſe qu'il entraîneroit & qu'il faudroit continuer auſſi longtems que dureroient nos craintes, étant ajoutée au déficit actuel de la finance, en rendroit le rétabliſſement impoſſible ; parce qu'elle deviendroit peut-être plus embarraſſante pour ce département, que le projet même de la guerre. La

néceſſité autoriſant en tems de guerre l'uſage des moyens extraordinaires, qui en tems de paix deviendroient odieux & porteroient le dernier coup à la confiance publique ;

Comme inſuffiſant, parce que l'Angleterre n'entreprendroit pas d'attaquer les deux couronnes en Amérique, ſans y envoyer des eſcadres ſupérieures aux nôtres, & que cette puiſſance ayant en Amérique au moins trente mille hommes, qu'elle peut, dans la ſuppoſition, porter ſur tel point d'attaque qu'elle voudra choiſir, il eſt impoſſible que des forces, même beaucoup plus nombreuſes que celles que nous pouvons envoyer, étant partagées entre tous les points menacés, ſoient dans aucun cas en état de réſiſter à une armée auſſi nombreuſe ;

Comme dangereux, parce qu'il forceroit le miniſtère anglois non-ſeulement à envoyer de ſon côté en Amérique des eſcadres au moins équivalentes, mais encore à ſe préparer à la guerre dans tous les points de a puiſſance britannique ; parce que cette apparence de guerre auroit vraiſemblablement le même effet que la guerre elle-même, d'amener les deux partis à la réconciliation, & de provoquer le danger que nous voulons éviter ; enfin, parce que l'exécution de ce plan augmenteroit la confiance de l'Eſpagne, & nous expoſeroit à être entraînés malgré nous dans la guerre.

J'ai conclu qu'il falloit ſe borner à des précautions moins chères & moins approchantes de l'état d'hoſtilité. Ces précautions ſe réduiſent à ceci :

1°. Obſerver attentivement tout ce qui peut nous avertir des approches du danger ;

Obſerver aux attérages de nos iſles & aux entrées du golfe du Mexique. C'eſt l'objet des croiſières, dont parle la lettre de M. le marquis de Grimaldi, & des ordres qui ſeront donnés auſſi en conformité aux bâtimens que nous avons dans ces parages. Se procurer des informations fréquentes de ce qui ſe paſſe ſur le banc de Terre-Neuve ;

Obſerver en Angleterre l'état des troupes, des armemens, la ſituation du crédit public, celle du miniſtère ;

Chercher à connoître ce qui ſe paſſe dans les colonies angloiſes, en évitant cependant tout ce qui pourroit faire penſer que nous y ayons aucun agent direct & caractériſé.

2°. Faciliter aux colons les moyens de ſe procurer par la voie du commerce, les munitions & même l'argent dont ils ont beſoin, mais ſans ſortir de la neutralité & ſans leur donner des ſecours directs.

3°. Rétablir ſans éclat nos forces maritimes ; remplir nos magaſins, réparer nos vaiſſeaux, nous mettre en état d'armer promptement, lorſqu'il en

ſera beſoin, une eſcadre à Toulon, & ſucceſſivement une à Breſt, pendant que l'Eſpagne en armeroit une au Férol.

4°. Dans le cas où nous aurions des motifs fondés de craindre un danger plus éminent, armer effectivement ces eſcadres, mais ſans les faire ſortir.

5°. Dans le cas où tout ſe diſpoſeroit à une guerre prochaine, raſſembler des troupes nombreuſes ſur les côtes de l'Océan, & tout diſpoſer pour une expédition en Angleterre, afin d'obliger cette puiſſance à recueillir ſes forces, profiter du moment pour envoyer des troupes & des vaiſſeaux, ſoit dans nos colonies, ſi on le jugeoit néceſſaire, ſoit dans l'Inde, où nous nous ſerions préparé d'avance des moyens, d'un côté en pratiquant des liaiſons, avec les naturels du pays, de l'autre en perfectionnant l'établiſſement de nos iſles de France & de Bourbon.

Comme une partie de ces précautions même entraîneroit encore des dépenſes aſſez conſidérables, je crois eſſentiel de ne rien précipiter, ſur-tout relativement aux deux dernières, ſi ce n'eſt lorſque nous aurions lieu de croire par la conduite de l'Angleterre, que cette puiſſance ſonge véritablement à nous attaquer.

Je ne puis terminer ce Mémoire ſans faire une obſervation que je crois très-importante, ſur la

manière dont nous devons nous concerter avec la cour d'Eſpagne. Nul doute que les intérêts étant communs, la confiance ne doive être entière, & toutes les meſures priſes de concert.

Mais il n'y a que trop lieu de craindre que l'Angleterre n'ait dans les bureaux des miniſtres d'Eſpagne des intelligences qui lui donnent avis de beaucoup de ſecrets importans. C'eſt un danger contre lequel il faut être en garde dans les communications qu'on doit faire à l'Eſpagne. Certainement la communication de tout ce qui, en annonçant la ferme réſolution des deux rois de maintenir la paix, indique l'uſage des moyens propres à menacer l'Angleterre directement, ne peut nuire, même quand le miniſtère britannique en auroit connoiſſance. Mais tout ce qui tiendroit à des entrepriſes ſur Minorque ou ſur Gibraltar, à des meſures combinées pour porter des forces dans les Indes, ne peut être confié ſans danger qu'au roi d'Eſpagne & à M. de Grimaldi pour lui ſeul.

6 avril 1776.

Lettre *L*, page 113, ligne 10.

Le comte de Vergennes, miniſtre des affaires étrangères, répondit de la part du roi au vicomte de Stormont, ambaſſadeur d'Angleterre, le 8 juillet 1777 en ces termes: « Que ſa majeſté, fidèle à l'obſervation des traités, ne permettra rien qui pourroit » y déroger; & que ſenſible aux plaintes portées » contre la conduite irrégulière de trois corſaires » américains, *la Repréſaille*, *le Lexington*, & le » *Dolphin*, elle en marquera ſon mécontentement, en ordonnant de ſéqueſtrer ceux de ces » corſaires qui ſe trouveront dans les ports du » royaume, pour être retenus juſqu'à ce qu'on » puiſſe avoir des ſûretés ſuffiſantes, qu'ils retourneront en droiture en Amérique, ſans in» quiéter de nouveau les mers d'Europe; que les » ordres ſont renouvelés non ſeulement pour qu'on » ne permette point la vente de priſes que ces » mêmes corſaires ou d'autres peuvent avoir amenées ou pourront amener par la ſuite, mais » encore pour qu'on les faſſe partir auſſi-tôt que » les vents & les circonſtances du tems pourront le permettre; que le même ordre s'étend » à tout capteur indiſtinctement, & qu'il eſt

» enjoint aux officiers prépoſés à cet effet ; d'y » tenir ſévèrement la main, ſous peine d'en ré- » pondre en leur propre & privé nom ; qu'il leur » eſt pareillement enjoint de veiller ſoigneuſe- » ment à ce que les facilités de commerce *ac-* » *cordées aux Américains*, n'excèdent point celles » du commerce permis ; que ſi quelque ſujet » anglois ſe croit fondé à intenter une action per- » ſonnelle contre quelqu'un des ſuſdits corſaires, » la voie des tribunaux lui eſt ouverte, la loi, » & non l'autorité, décidant les affaires conten- » tieuſes en France comme en Angleterre. »

Cette réponſe fut accompagnée de quelques remarques ſur les plaintes multipliées qui avoient été infructueuſement déférées à la cour de Londres ; elles portoient que l'empreſſement du roi à faire juſtice ſur les griefs de cette cour, perſuade ſa majeſté que le roi d'Angleterre apportera « de ſon côté la même attention à faire » réparer ceux dont elle a à ſe plaindre, & que » ce prince donnera des ordres pour arrêter les » vexations auxquelles le commerce des ſujets » françois eſt fréquemment expoſé ; que ſa ma- » jeſté n'entend ni les encourager ni les protéger » dans un commerce prohibé par les traités. » Mais qu'elle ne peut conſentir, « qu'à la faveur » de frivoles diſtinctions, on arrête & confiſque » les navires & les cargaiſons ; que l'on maltraite

» & empriſonne les équipages, ſous prétexte qu'il
» ſe trouve à bord des denrées & marchandiſes
» qui ſont ou qui peuvent être du cru de l'A-
» mérique ſeptentrionale; qu'une pareille juriſpru-
» dence ne pourroit ſe concilier ni avec la juſtice,
» ni avec les aſſurances amicales de la cour de
» Londres. »

La même choſe fut communiquée au gouvernement d'Angleterre par le marquis de Noailles, ambaſſadeur de France en cette cour, & comme le roi d'Angleterre prétendoit que le roi défendît à ſes ſujets l'exportation des armes, & fît punir ceux qui donneroient des fauſſes déſignations, le marquis de Noailles reçut ordre de répondre à une telle prétention; « que les munitions de
» guerre ſont partie du commerce permis comme
» toute autre marchandiſe, lorſqu'elles n'ont pas
» une deſtination vers un pays en guerre avec un
» autre, & que ce n'eſt que relativement aux nations
» belligérantes, qu'elles peuvent être réputées de
» contrebande; que de tout tems l'exportation
» en a été permiſe dans nos colonies, en Afri-
» que, & par-tout où le commerce en a pu por-
» ter; que, ſans cette facilité, nos manufactures
» d'armes ſeroient bientôt ſans ouvrage & ſans
» ouvriers; qu'à l'égard des fauſſes deſtinations,
» il eſt impoſſible de les empêcher: que jamais
» les contrebandiers anglois qui vont courir les

» côtes des Eſpagnols en Amérique pour y ver-
» ſer de la contrebande, n'ont fait inſérer
» dans leurs lettres de mer la véritable deſ-
» tination de leurs cargaiſons; que jamais aucun
» de ces contrebandiers n'a été puni par les Ami-
» rautés angloiſes pour avoir fait de fauſſes dé-
» clarations; que l'on a donc mauvaiſe grâce
» de nous préſenter comme un grief, une pra-
» tique que l'on tolère & que l'on encourage
» même à Londres. »

Sur les plaintes faſtidieuſes & importunes du vicomte de Stormont, & ſur la prétention étrange qu'il ſignifia, le 3 novembre 1777, portant que le roi, *de ſon propre mouvement & ſans examen, fît rendre toutes les priſes que les Américains conduiroient dans ſes ports*, le roi fit répondre que, « ſi ſur une auſſi grande étendue de côtes que
» celles qui bordent la France, on n'a pu pré-
» venir quelques contraventions aux ordres qui
» avoient été expédiés, la promptitude avec la-
» quelle on s'eſt empreſſé d'y remédier, dépoſe
» de la ſincérité des aſſurances qui avoient été
» précédemment données, & de la bonne foi avec
» laquelle ſa majeſté entend qu'elles ſoient ob-
» ſervées. Que M. l'ambaſſadeur d'Angleterre doit
» en trouver une preuve palpable dans la célérité
» avec laquelle on a, à ſa première réquiſition,
» expédié des couriers à Bordeaux & à Nantes

» avec les ordres qu'il avoit déſirés, & dans les
» ſuites effectives qu'ils ont eues, qu'il eſt pré-
» venu des ordres que ſa majeſté a fait adreſſer
» de ſon propre mouvement à ſes chambres de com-
» merce, à ſes Amirautés, & par-tout où il con-
» vient, pour enjoindre la plus ſtricte exécution
» de ceux précédemment donnés, ſoit pour em-
» pêcher que les corſaires Américains ne trouvent
» aſyle & faveur dans ſes ports, *au-delà de ce*
» *que les traités & les devoirs de l'humanité accor-*
» *dent*, ſoit pour obvier aux déguiſemens &
» aux fraudes que l'on met en uſage pour maſ-
» quer les priſes qu'ils peuvent avoir faites, &
» pour en ſurprendre la vente. Que ſa majeſté croit
» avoir épuiſé à cet égard tout ce que la pré-
» voyance peut ſuggérer : que ſi cependant il y
» avoit d'autres précautions plus effectives dont
» elle ne ſe ſeroit pas aviſée, elle ne refuſera pas
» d'y entendre, tant qu'elles ſeront compatibles
» avec ſa juſtice ; que c'eſt par une ſuite de ce
» ſentiment que ſa majeſté ne diſſimule point
» qu'elle ne peut ſe prêter à l'inſinuation de faire
» rendre ſans examen les priſes qui pourroient
» être amenées dans ſes ports ; elle ne doit pas
» en ſouffrir la vente ; c'eſt à quoi ſe rapportent
» tous ſes ordres. Que le roi, quoique fidèle
» obſervateur des traités avec l'Angleterre, &
» jaloux de remplir envers elle les devoirs de

» l'amitié & du bon voiſinage, ne peut négliger
» les intérêts de ſes ſujets & la sûreté de leur
» commerce ; que ce ſeroit cependant ſacrifier
» des intérêts auſſi capitaux, que de ſe prêter à
» la démarche dont il s'agit, parce que les Amé-
» ricains ne pouvant plus regarder la France que
» comme ennemie déclarée, troubleroient le
» commerce de ſes ſujets, comme ils troublent
» celui de la Grande-Bretagne..... Que le roi croit
» remplir, à l'égard du roi d'Angleterre, tout ce
» que ſa juſtice & ſon amitié peuvent lui per-
» mettre dans les circonſtances actuelles ; enfin,
» que ſa majeſté eſt fondée à attendre en retour,
» que le roi de la Grande-Bretagne voudra bien
» donner, de ſon côté, les ordres les plus précis
» pour qu'il ſoit remédié aux différentes plaintes
» qui ont été ſucceſſivement portées, & dont
» quelques-unes ſont déjà d'une date éloignée,
» & pour prévenir & arrêter des excès qui ne
» deviennent que trop fréquens de la part des
» officiers de mer anglois. »

Lettre *M*, page 181, ligne 8.

Lorsque les François furent débarqués à Rhode-Iſland, le général Clinton forma le projet d'une expédition contr'eux. La milice de la Nouvelle-Angleterre fut appelée pour ſe joindre aux troupes françoiſes. Un détachement de miliciens ayant été envoyé ſur Kononicut-Iſland, arriva ſans proviſions ni tentes. Le vicomte de Noailles y commandoit un détachement françois. Ses ſoldats voyant la détreſſe des miliciens les emmenèrent dans leurs tentes, & chaque ſoldat partagea ſa ration avec un Américain.

Quand les troupes du marquis de Saint-Simon ſe joignirent aux Américains à Williamsburg, ceux-ci prêtèrent de bon cœur leurs propres chevaux pour le ſervice des officiers françois. Ils ne voulurent pas qu'aucune de leurs tentes fût apportée, juſqu'à ce qu'on eût tranſporté toutes celles des François; & comme on manquoit encore de proviſions, parce que leur tranſport n'étoit devenu facile que depuis que la flotte françoiſe nous avoit rendus maîtres des rivières, les ſoldats américains demandèrent qu'on donnât aux troupes françoiſes la farine de froment & la ra-

tion complète, & ſe réduiſirent à la farine de maïs, avec une ration moins conſidérable.

M. le marquis de Saint-Simon connoiſſant le bon eſprit des troupes qu'il avoit amenées, avoit déſiré qu'il n'y eût aucune ſéparation entre les deux camps. Les officiers & les ſoldats furent toujours enſemble, ſans qu'il ſurvînt entr'eux le plus léger différent, ni qu'un des deux partis ceſsât d'avoir à ſe louer de l'autre.

Fin de la troiſième partie.

TABLE

DE LA TROISIÈME PARTIE.

page

Observations sur l'Histoire Philosophique des deux Indes, relativement aux Etats-Unis d'Amérique, 1

Chap. I. *De l'époque des établissemens des premières colonies,* 2

Chap. II. *De la Nouvelle-Angleterre,* 6

Chap. III. *De la Nouvelle-Jersey,* 26

Chap. IV. *De la Pensylvanie,* 29

Chap. V. *De Guillaume Penn,* 44

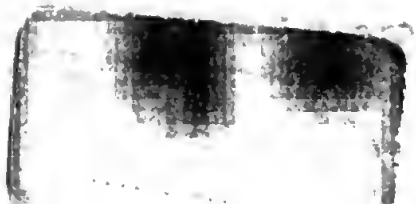
Chap. VI. *Des Quakers,* 59

Chap. VII. *Du Maryland, de la Virginie, &c.* 72

Chap. VIII. *Du climat, du sol, &c. des Etats-Unis,* 84

Chap. IX. *De la conduite de la France,* 101

Chap. X. *De la conduite des Américains,* 137

Chap. XI. *Des avis que M. l'abbé*

Raynal donne à la France, à l'Eſ- page
pagne & aux États-Unis, 185
CHAP. XII. *Des contradictions de M.*
l'abbé Raynal, 195
Concluſion, 202
Notes, 217